

Le 8 août 2008

TELUS communique ses résultats du deuxième trimestre

Solides résultats du sans-fil et des données grâce à l'ajout d'un nombre record d'abonnés aux services sans fil

Vancouver, C.-B. – TELUS Corporation a communiqué aujourd'hui ses résultats financiers du deuxième trimestre de 2008, notamment des produits d'exploitation de 2,4 G\$, en hausse de 8 % par rapport à l'exercice précédent. Ce rendement est attribuable à des progressions des produits d'exploitation de 9 % pour les services sans fil et de 20 % pour la transmission de données filaires. Les ajouts nets d'abonnés au sans-fil ont atteint un record pour un deuxième trimestre avec 175 600. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ajusté a grimpé de 3,5 % comparativement à celui de la période correspondante du dernier exercice.

Pour le trimestre, le bénéfice net s'est chiffré à 267 M\$, et le bénéfice par action (BPA) s'est établi à 0,83 \$, en hausse respectivement de 5,5 % et de 9 % comparativement à la période correspondante de 2007. Le deuxième trimestre de 2007 comprenait des redressements fiscaux favorables de 10 M\$, ou trois cents par action, alors que le deuxième trimestre de 2008 n'en comptait pas. Les flux de trésorerie disponibles de 302 M\$ ont progressé de 87 %, principalement stimulés par des dépenses en immobilisations moindres, un BAIIA accru et des intérêts débiteurs réduits.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

En millions de dollars canadiens, sauf les données par action (non vérifié)	Trimestre terminé le 30 juin		
	2008	2007	Var. en %
Produits d'exploitation	2 398,7	2 228,1	7,7
BAIIA ⁽¹⁾	917,6	884,6	3,7
BAIIA (ajusté) ⁽²⁾	917,3	886,4	3,5
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	381,4	348,1	9,6
Bénéfice net ⁽³⁾	267,0	253,1	5,5
Bénéfice par action (BPA), de base ⁽³⁾	0,83	0,76	9,2
Flux de trésorerie d'exploitation	461,0	1 061,9	(56,6)
Dépenses en immobilisations	435,6	481,8	(9,6)
Flux de trésorerie disponibles ⁽⁴⁾	302,3	161,7	87,0

- (1) Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) correspond aux produits d'exploitation, déduction faite des charges d'exploitation et des coûts de restructuration. Se reporter à la section 11.1 du Rapport de gestion.
- (2) Exclut une charge (économie) de (0,3) M\$ et de 1,8 M\$ imputée aux charges d'exploitation de 2008 et de 2007, respectivement, à la suite de l'introduction d'une charge afférente au règlement net en espèces liée aux options sur actions attribuées avant 2005.
- (3) Le bénéfice net et le BPA pour le trimestre de 2008 ne comprenait aucun ajustement fiscal positif comparativement à un ajustement de 10 M\$, ou trois cents, pour la période correspondante de 2007.
- (4) Se reporter à la section 11.2 du Rapport de gestion.

Darren Entwistle, président et chef de la direction de Telus, a déclaré ce qui suit : « Au cours du trimestre, nous avons poursuivi notre stratégie de croissance pour nos secteurs de transmission de données et sans fil, et nos activités d'exploitation se sont révélées fructueuses sur plusieurs fronts. En effet, les ajouts de clientèle à nos services sans fil ont été nombreux au deuxième trimestre, et ils se sont accélérés du côté de l'Internet haute vitesse. Nous modifions donc nos prévisions annuelles pour tenir compte de cette performance positive, ce qui comprend des prévisions à la hausse pour ce qui est des produits d'exploitation. Nous sommes aussi ravis des premiers succès que nous avons connus dans la conversion de plus d'un million de clients résidentiels en Colombie-Britannique de divers systèmes patrimoniaux à notre système intégré de facturation et de service à la clientèle, mis sur pied récemment. »

« Nous pressons toujours le gouvernement fédéral de poursuivre l'objectif qu'il a lui-même défini, et qui vise à faire du Canada le pays le plus branché au monde, en investissant une portion des 4,25 G\$ amassés à l'occasion des dernières enchères du spectre pour les services sans fil », a poursuivi M. Entwistle. « Le Canada peut saisir cette occasion sans précédent d'améliorer sa compétitivité mondiale en apportant les services Internet à large bande à des centaines d'agglomérations rurales. »

Robert McFarlane, vice-président à la direction et chef des services financiers, a noté ce qui suit : « Grâce à nos bonnes activités d'exploitation à ce jour, nous avons révisé à la hausse les prévisions relatives à nos produits d'exploitation pour l'ensemble de l'exercice 2008 et rétréci les fourchettes de nos prévisions relatives au BAIIA et au bénéfice par action, tout en maintenant nos prévisions actuelles pour ce qui est des dépenses en immobilisations hors spectre. »

« L'élargissement annoncé aujourd'hui de 50 % de notre programme d'effets de commerce, qui atteindra 1,2 G\$, nous procure encore plus de souplesse et un meilleur accès à du financement à des taux intéressants », a ajouté M. McFarlane.

Le présent communiqué contient des énoncés portant sur des événements et des résultats financiers et d'exploitation futurs de TELUS qui sont de nature prospective. De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la part de la société qu'elle émette des hypothèses et ils peuvent faire l'objet de risques et d'incertitudes. Il existe un risque considérable que les énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment à ces déclarations puisque divers facteurs pourraient faire en sorte que les événements et les résultats futurs réels diffèrent grandement de ceux qui sont énoncés dans les déclarations prospectives. Par conséquent, le présent communiqué est soumis à la limitation de responsabilité et est publié entièrement sous réserve des hypothèses (y compris les hypothèses visant les prévisions pour 2008 et les achats d'actions), des réserves et des facteurs de risque mentionnés dans le Rapport de gestion – [Le 6 août 2008]. Sauf là où la loi l'exige, TELUS n'a ni l'intention ni l'obligation d'actualiser ou de modifier ses énoncés prospectifs et se réserve le droit de modifier, en tout temps et à sa seule discrétion, sa pratique actuelle relative à la mise à jour de ses prévisions annuelles.

FAITS SAILLANTS SUR LE PLAN DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Services sans fil de TELUS

- Les produits d'exploitation externes ont progressé de 94 M\$, ou 9 %, soit à 1,14 G\$ pour le deuxième trimestre de 2008 par rapport au trimestre comparable de 2007.
- Les produits tirés de la transmission de données sans fil ont augmenté de 55 M\$, ou 54 %, grâce au passage continu vers les téléphones intelligents à fonctions complètes et au recours accru aux services de transmission de données tels que la messagerie textuelle, la navigation Web et le téléchargement.
- Les PMAA (produits d'exploitation mensuels moyens par appareil d'abonné) se sont établis à 62,73 \$, un recul de 1,4 % par rapport au trimestre comparable de l'exercice précédent. La composante en plein essor des services de transmission de données, à 9,17 \$, a contribué pour 15 % aux PMAA, alors que la composante des services de la transmission de la voix a poursuivi son déclin en raison du nombre accru d'abonnés aux services prépayés, de la baisse des prix, de l'utilisation des forfaits minutes incluses et de la baisse de l'itinérance depuis l'étranger.
- Les ajouts nets d'abonnés ont bondi de 37 % à 175 600 comparativement au trimestre correspondant de 2007, un record pour un deuxième trimestre à TELUS. Les ajouts nets d'abonnés aux services postpayés se sont chiffrés à 157 200, une hausse de 59 %, alors que les ajouts nets d'abonnés aux services prépayés ont reculé de 37 % à 18 400. Ces résultats comprennent ceux de la marque et des services postpayés de valeur de TELUS, dont le lancement a eu lieu à la fin de mars 2008.
- Le BAIIA ajusté de 486 M\$ représente une hausse de 34 M\$, ou 7 %, par rapport au deuxième trimestre de 2007, grâce aux produits accrus tirés des services de réseau et à la baisse des frais d'acquisition, partiellement contrebalancés par une augmentation des frais de fidélisation de la clientèle, des coûts liés au réseau et des autres charges appuyant la croissance de 11 % du nombre d'abonnés du réseau sans fil, les produits tirés de la transmission de données et le lancement d'une marque de valeur.
- Les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné ont diminué de 22 % sur douze mois, s'établissant à 332 \$, ce qui s'explique par des coûts légèrement plus élevés de publicité et de promotion répartis sur la hausse de 19 % des ajouts bruts, une proportion accrue de nouveaux abonnés provenant de réseaux de distribution moins coûteux et une diminution des subventions aux équipements.
- Le taux de désabonnement regroupé mensuel est passé de 1,45 % il y a un an à 1,43 %, légère baisse attribuable à une réduction des désabonnements des services postpayés découlant de mesures de fidélisation fructueuses. Les deuxièmes trimestres de 2008 et de 2007 marquent la première fois où l'on peut comparer des trimestres complets avec la Transférabilité des numéros sans fil (TNSF) en place.
- Les flux de trésorerie (BAIIA ajusté, moins les dépenses en immobilisations) a augmenté de 92 M\$, ou 33 %, passant à 371 M\$ pour le trimestre, en raison d'un accroissement du BAIIA et d'une diminution des dépenses en immobilisations.

Services filaires de TELUS

- Les produits d'exploitation externes ont grimpé de 76 M\$, ou 6,5 %, à 1,26 G\$ pour le deuxième trimestre de 2008, comparativement à la période correspondante de 2007, la croissance des produits tirés des services de transmission de données ayant plus que contrebalancé la baisse des produits tirés des services locaux.
- Les produits tirés des services de transmission de données ont augmenté de 87 M\$, ou 20 %, grâce aux produits découlant de deux acquisitions faites en janvier (Emergis et Fastvibe), à l'accroissement des services de données et d'hébergement évolués, et à l'augmentation du nombre d'abonnés à Internet haute vitesse. Après un ajustement en fonction des deux acquisitions

et un ajustement réglementaire au cours du deuxième trimestre de 2007, la croissance liée aux services de transmission de données sous-jacente s'est établie à environ 7 %.

- Les produits tirés des services interurbains ont augmenté de 7 M\$ en raison d'un ajustement négatif ponctuel de 13 M\$ enregistré pour la période correspondante du dernier exercice, en raison de la mise en place d'un nouveau système de facturation et de service à la clientèle intégré en Alberta.
- TELUS a gagné 23 600 abonnés nets à Internet haute vitesse, une hausse de 70 % par rapport à il y a douze mois. Les ajouts de l'exercice précédent avaient été temporairement restreints par la mise en place d'un nouveau système de facturation et de service à la clientèle intégré en Alberta qui a momentanément réduit la capacité de traitement des commandes.
- Le BAIIA ajusté de 431 M\$ a reculé de 2,6 M\$, ou 0,6 %, principalement en raison des coûts des ventes accrus, y compris TELUS TV, et des coûts initiaux liés à la mise en œuvre des contrats des entreprises clientes.
- Le nombre de lignes d'accès au réseau a diminué de 40 000 pour le trimestre, soit un déclin de 3,4 % par rapport à il y a douze mois, ce qui représente une légère amélioration séquentielle. Tout comme on l'a observé depuis quelques années, les pertes de lignes d'accès au réseau résidentielles s'expliquent par les activités constantes de la concurrence et le remplacement des services filaires par le sans-fil, recul partiellement annulé par un accroissement du nombre de lignes d'accès d'affaires.
- Les flux de trésorerie (BAIIA ajusté, moins les dépenses en immobilisations) ont diminué de 15 M\$, ou 12 %, s'établissant à 110 M\$ pour le trimestre en raison d'un léger recul du BAIIA ajusté et d'une petite hausse des dépenses en immobilisations.

Faits nouveaux concernant l'entreprise

Conversion du système de facturation et de service à la clientèle en Colombie-Britannique

À la mi-juillet, après un essai à grande échelle, TELUS a converti son système de facturation et de service à la clientèle touchant plus d'un million d'abonnés aux services filaires résidentiels en Colombie-Britannique. Ce système s'intègre à celui de l'Alberta de sorte que, pour la première fois, la plupart des clients de l'Alberta et de la Colombie-Britannique se retrouvent sur le même système de facturation et de service à la clientèle. Pendant la conversion en Colombie-Britannique, TELUS a appliqué les leçons apprises de la conversion effectuée en Alberta en 2007; le début de l'expérience s'avère positif. Parmi les avantages de ce projet en ce qui concerne le service à la clientèle et les coûts, citons des traitements simplifiés et normalisés, ainsi que l'élimination avec le temps de nombreux systèmes d'information anciens.

Conclusion des enchères relatives aux licences de spectre pour les services sans fil évolués

Les enchères d'Industrie Canada relatives aux licences de spectre pour les services sans fil évolués ont pris fin le 21 juillet 2008, ce qui a permis au gouvernement d'amasser plus de 4,25 G\$ et de délivrer sous condition 282 licences à 15 sociétés. Les enchérisseurs retenus pourront recevoir leurs licences après avoir versé leurs paiements finaux et avoir démontré leur conformité aux exigences en matière de propriété et de contrôle canadiens.

Conformément à la stratégie de croissance nationale de TELUS axée sur le sans-fil, les données et l'IP, la société a misé pour acquérir un spectre additionnel partout au Canada à un coût approximatif de 880 M\$. Le spectre pour les services sans fil évolués a consolidé le spectre déjà important de TELUS; il devrait lui donner la capacité de présenter de futurs services de 4^e génération.

TELUS prévoit dorénavant affronter une nouvelle concurrence en raison des récentes enchères. Cependant, le nombre et la viabilité à long terme des nouveaux venus sur les divers marchés demeurent incertains en raison des exigences en matière de mise en place, des coûts liés aux spectres et à la mise en route, des conditions sur les marchés financiers ainsi que des restrictions sur les investissements étrangers.

TELUS encourage le gouvernement canadien à investir une portion des 4,25 G\$ amassés lors des enchères du spectre pour les services sans fil afin de concrétiser son objectif défini, à savoir faire du Canada le pays le plus branché au monde. Les enchères ont permis d'amasser près du triple du montant de 1,5 G\$ anticipé, donnant au Canada l'occasion sans précédent d'offrir des services Internet à bande large à des milliers de collectivités rurales.

TELUS augmente de 400 M\$ son programme d'effets de commerce

Le 7 août, DBRS a donné son appui en matière de cote de crédit pour une hausse de 50 % du programme d'effets de commerce de TELUS, soit à 1,2 G\$. Ainsi, TELUS gagne plus de souplesse et présente des taux à court terme plus attrayants, notamment le financement futur d'engagements liés au spectre des services sans fil évolués obtenu aux enchères qui ont récemment pris fin. Au terme du deuxième trimestre, les effets de commerce en circulation de TELUS se chiffraient à 800 M\$.

TELUS en appelle de la décision relative à son compte de report

TELUS a déposé un appel auprès du CRTC et du cabinet fédéral leur demandant de lui permettre de brancher davantage de collectivités canadiennes éloignées aux services Internet à large bande en employant les fonds de son compte de report. TELUS croit qu'il s'agit d'une bonne occasion de collaborer avec les gouvernements, les collectivités rurales et les Premières Nations pour offrir les avantages de l'Internet à large bande aux Canadiens qui vivent et travaillent dans des régions éloignées.

TELUS est d'avis que tous les Canadiens en profiteront lorsque toutes les collectivités rurales du pays auront un accès au service Internet à large bande, du fait de toutes les possibilités commerciales, économiques et éducatives que ce service crée. TELUS continue de collaborer avec le CRTC pour trouver un moyen d'inscrire de nouvelles collectivités sur sa liste de comptes de report afin que tout le financement de 163 M\$ de TELUS soit utilisé aux fins déterminées par le CRTC en 2006. TELUS a également déposé une pétition au cabinet fédéral pour s'assurer de maintenir sa capacité de demander au gouvernement d'intervenir si le CRTC ne rouvrirait pas le processus pour de nouvelles demandes.

Solutions d'affaires

TELUS améliore la gamme de services GPS pour les entreprises

TELUS a lancé trois nouveaux services liés au système de positionnement global (GPS) destiné aux entreprises : Repère-actifs de TELUS, Repère-ressources de TELUS et Repérage et répartition de TELUS. Repère-actifs de TELUS permet aux entreprises de faire le suivi de leurs actifs, petits et grands. Repère-ressources de TELUS aide les entreprises à augmenter la sécurité et la productivité en leur permettant de localiser leurs employés en temps réel. Repérage et répartition de TELUS permet au personnel du siège social de déterminer lequel des travailleurs mobiles est le plus près du lieu où devra être effectué un nouveau projet à attribuer ou d'envoyer de l'aide immédiatement à un travailleur en cas de besoin. Les nouvelles solutions font partie de la gamme complète de services GPS sans fil de TELUS qui comprend également le service Repère-véhicules de TELUS, solution de localisation et de repérage de véhicules, et le service Routeur de TELUS, qui permet aux utilisateurs d'obtenir des indications routières détaillées.

CritiCall Ontario choisit iScheduler et CentreContactUniversel de TELUS

CritiCall Ontario a choisi iScheduler et CentreContactUniversel de TELUS pour fournir les bases de ses services d'acheminement électronique intégré des patients. Le contrat de cinq ans avec le service d'acheminement d'urgence de l'Ontario, ouvert 24 heures sur 24, pour les médecins des hôpitaux, est évalué à 2,3 M\$. Il s'agit de la première installation de iScheduler de TELUS au Canada.

Le contrat combine l'application CentreContactUniversel de TELUS aux capacités d'acheminement et de gestion de liste d'attente de iScheduler. Le service conjoint fournit aux agents de CritiCall un procédé d'acheminement des patients simplifié faisant en sorte que l'information qui suit le patient dans ses déplacements au sein du système de santé soit la bonne. La solution procure également à CritiCall des fonctions avancées d'établissement de rapport pour aider les organismes de santé à mieux connaître leurs besoins opérationnels et leur rendement afin de faciliter la planification.

Les solutions de communications unifiées de TELUS simplifient les activités des entreprises

TELUS a amélioré sa gamme de solutions de communications unifiées en lançant un nouveau service permettant à ses clients d'utiliser Outlook Voice Access pour accéder à leurs courriels, à leurs listes de coordonnées et à leurs calendriers par téléphone et être en liaison avec leur bureau où qu'ils soient et en tout temps. Grâce à ce nouveau service, il est possible d'accéder au courrier électronique et aux outils d'échange de documents de groupe de classe affaires en toute sécurité à partir d'un ordinateur personnel, d'un navigateur Web, d'un appareil mobile ou d'un téléphone. Microsoft SharePoint permet aux employés d'échanger des documents, de trouver des ressources d'entreprise, de rechercher des spécialistes et des données d'entreprise, de gérer le contenu et le flux des travaux ainsi que de tirer parti des connaissances d'entreprise afin de prendre des décisions mieux éclairées à partir d'un seul point intégré.

Produits et services

Des téléphones intelligents pour tout faire

Au mois de mai, TELUS a lancé sa campagne du téléphone intelligent qui fait absolument tout. Dotés des fonctions sans fil les plus utiles qui soient, les téléphones intelligents de nouvelle génération de TELUS sont des appareils de communication uniques auxquels aucune tâche ne résiste. Qu'il s'agisse de transmettre par message texte l'emplacement de la fête la plus branchée en ville, de naviguer sur le Web pour trouver le cinéma qui présente la toute dernière superproduction hollywoodienne ou d'utiliser des services GPS, les téléphones intelligents de TELUS répondent parfaitement aux besoins des consommateurs à la recherche d'un appareil qui leur offrira la liberté à portée de la main.

L'un des nouveaux téléphones intelligents est le HTC Touch Diamond. TELUS sera la première entreprise de télécommunications à offrir ce nouvel appareil aux Canadiens. Le Diamond permettra aux utilisateurs, sur simple pression d'une touche, de naviguer sur le Web, de visionner des vidéos sur YouTube et de planifier des activités sur Facebook. De plus, le lecteur multimédia et la mémoire interne de 4 Go permettent de stocker et d'écouter des milliers de chansons. TELUS a également lancé le téléphone intelligent BlackBerry Curve 8330 rose et le modem Sierra Wireless Compass 597 USB.

TELUS commanditaire de Canadian Idol

TELUS utilise une nouvelle approche de placement de produit pour la sixième saison de l'émission Canadian Idol. À titre de commanditaire de CTV dans le domaine du sans-fil, TELUS présente aux téléspectateurs Ron Ronn, jeune aspirant chanteur-compositeur de 23 ans qui se fie à son dauphin porte-bonheur, à son meilleur ami Mueller et à son téléphone intelligent de TELUS pour gérer sa carrière naissante. TELUS et TAXI ont créé Ron Ronn spécialement pour « Canadian Idol » dans le cadre de la commandite par TELUS de cette émission très populaire. Selon les conditions de l'entente de commandite, chaque extrait-vidéo de 30 secondes mettant en vedette Ron Ronn sera diffusé à la fin d'un segment d'émission et avant la pause commerciale. Outre le contenu relatif à Ron Ronn, TELUS lance une fois encore sa campagne primée sur le thème de la nature pendant les pauses publicitaires régulières de Canadian Idol.

L'Alberta et la Colombie-Britannique adoptent la composition à 10 chiffres

Pour répondre à la demande croissante de numéros de téléphone, le secteur des télécommunications a ajouté de nouveaux codes régionaux pour l'Alberta et la Colombie-Britannique : le 778 s'ajoute à l'indicatif régional 250 actuel en Colombie-Britannique et le 587 à l'échelle de l'Alberta. L'adoption d'un second code régional dans ces régions signifie que les résidents doivent ajouter le code régional et composer 10 chiffres pour faire des appels locaux. Dès la première semaine suivant l'introduction du nouveau code régional le 23 juin, un échantillon de plusieurs millions d'appels a indiqué que près de 90 % d'entre eux avaient été effectués en composant les 10 chiffres.

Les clients actuels ne sont pas tenus de modifier leur numéro de téléphone et les limites géographiques régissant les appels interurbains ne sont pas touchées. Tous les numéros à trois chiffres, soit le 211, le 311, le 411, le 611 et l'accès aux services d'urgence 911 (le cas échéant) ne changent pas et ne nécessitent pas l'ajout du code régional.

Prix et communauté

TELUS à l'honneur pour son action novatrice en matière d'apprentissage et de perfectionnement professionnel

TELUS a reçu un prestigieux « Industry Achievement Award » pour sa position de chef de file mondial en ce qui a trait à la croissance et au perfectionnement professionnel des membres de son équipe. SkillSoft, le leader international de la formation en ligne, a décerné le prix à TELUS à l'occasion de son gala 2008 « Global Perspectives Awards ». Le prix est attribué à des entreprises qui occupent depuis longtemps une position de chef de file en matière de formation et de perfectionnement professionnel. Le jury a passé en revue les programmes et les ressources internes de formation soumis par plus de 100 entreprises de partout dans le monde, et en a retenu seulement cinq comme étant de vrais innovateurs. TELUS a été classée au premier rang tandis que UPS, Verizon, FedEx et Hitachi ont également reçu un prix.

Un rapport annuel récompensé par les communicateurs internationaux

Pour la quatrième année consécutive, le prestigieux Gold Quill Award remis par l'Association internationale des professionnels des communications (AIPC) a souligné la qualité du rapport annuel de TELUS. Les Gold Quill Awards sont un témoignage de distinction mondiale et une reconnaissance de l'excellence en communication d'entreprise. Ces prix, qui sont l'équivalent des Oscars pour les professionnels de la communication, soulignent des programmes dont la stratégie est claire et qui témoignent d'un vaste travail de gestion et de planification, notamment de recherche, d'analyse et d'évaluation, de même que d'un degré élevé de compétences techniques et créatives.

TELUS reçoit le Prix des héros en TI

L'Association canadienne de la technologie de l'information (ACTI) a décerné à TELUS le Prix des héros en TI dans la catégorie entreprises pour le soutien qu'elle a apporté à Upopolis, réseau social en ligne sécurisé conçu exclusivement pour les enfants hospitalisés. Upopolis permet aux enfants de s'informer sur leur maladie et d'avoir accès à leurs devoirs et à leurs enseignants, ainsi que de rester en contact avec leurs amis et leurs familles pendant une période difficile de leur vie. Le site Web a été élaboré par la Kids' Health Links Foundation (KHLF) en utilisant les services de conception et de technologie offerts gracieusement par TELUS. Upopolis permet aux enfants de rester en contact avec leurs amis et leur famille, mais aussi de nouer des liens avec des enfants souffrant de la même maladie. Upopolis propose aux jeunes patients un profil personnel, une adresse courriel sécurisée, des discussions en temps réel, des babillards, des blogues personnels et des liens vers des jeux pour enfants, vers un site de travail scolaire en ligne et vers des sites d'information sur la santé et le bien-être destinés aux enfants.

Encan pour devenir caddie au tournoi TELUS Skins Game : la BC Children's Hospital Foundation à l'honneur

Cinq amateurs de golf canadiens ont eu le rare privilège de jouer le rôle de caddie pour des professionnels de la PGA dans le cadre du tournoi TELUS World Skins Game, au bénéfice de la BC Children's Hospital Foundation. L'encan de cette année pour devenir caddie a rapporté 45 000 \$ au profit de la BC Children's Hospital Foundation, s'ajoutant à un total de plus de 126 000 \$ recueillis jusqu'à maintenant dans le cadre des encans pour devenir caddie au tournoi TELUS World Skins Game, afin de soutenir des organismes caritatifs locaux. L'encan annuel de bienfaisance permet aux amateurs de golf de déposer une mise sur eBay.ca pour avoir la chance d'être le caddie d'un de leurs golfeurs professionnels favoris. Les cinq personnes ayant déposé la mise la plus élevée se sont retrouvées sur le vert du Predator Ridge, les 16 et 17 juin, pour transporter les bâtons de golfeurs vedettes de la PGA comme Mike Weir, qui représentait le Canada, Fred Couples, des États-Unis, Greg Norman, de l'Australie, Colin Montgomerie, de l'Écosse, et le jeune joueur vedette Camilo Villegas, qui représentait la Colombie. Le tournoi TELUS Skins Game a permis de recueillir 185 000 \$ pour la fondation de l'hôpital cette année, somme qui a été portée à 250 000 \$ par TELUS et les membres de son équipe.

Des milliers de participants à la Journée du Bénévolat de TELUS

Le 31 mai, plus de 8 600 membres et anciens membres de l'équipe TELUS, accompagnés de leurs proches et de leurs amis, ont consacré une journée d'un emploi du temps souvent chargé pour donner où ils vivent, à l'occasion de la Journée du Bénévolat de TELUS, une initiative bénévole d'envergure nationale, afin de contribuer à changer les choses au sein des collectivités où les membres de l'équipe vivent et travaillent. Ils ont participé à plus de 200 activités bénévoles au bénéfice de 137 organismes de bienfaisance répartis dans 23 régions du pays et aux Philippines, dont Victoria, Vancouver, Prince George, Kamloops, Kelowna, Calgary, Lethbridge, Red Deer, Edmonton, Grande Prairie, Toronto, Barrie, Ottawa, Montréal, Québec, Rimouski et Manille. Les participants ont inscrit plus de 27 000 heures de bénévolat en cette unique journée spéciale destinée à soutenir des causes importantes. Les activités bénévoles comprenaient le nettoyage de parcs municipaux, le triage de milliers de livres de dons à des banques alimentaires et la plantation de dizaines d'arbres.

TELUS commandite la Marche pour la guérison du diabète

La Marche pour la guérison du diabète de TELUS a eu lieu partout au Canada aux mois de mai et juin. La commandite par TELUS du plus grand événement de financement de la Fondation de la recherche sur le diabète juvénile souligne l'engagement de TELUS dans ce partenariat et envers le financement de la recherche afin de venir en aide à plus de 200 000 Canadiens souffrant du diabète de type 1. Il s'agissait de la première année d'un partenariat de trois ans avec cette fondation. Plus de 2 100 membres de l'équipe TELUS y ont pris part, et ont permis de recueillir 460 000 \$ pour cette noble cause.

Déclaration de dividende

Le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de quarante-cinq cents (0,45 \$ CA) par action sur les actions ordinaires émises et en circulation et de quarante-cinq cents (0,45 \$ CA) par action sur les actions sans droit de vote émises et en circulation de la société, payables le 1^{er} octobre 2008 aux détenteurs inscrits à la clôture des registres le 10 septembre 2008.

Ce dividende trimestriel représente une augmentation de 20 % par rapport au dividende trimestriel de 0,375 \$ versé en 2007.

Relations avec les médias :

Stacey Masson
514-977-8766
stacey.masson@telus.com

Relations avec les investisseurs :

Robert Mitchell
416-279-3219
ir@telus.com

À propos de TELUS

TELUS (T et T.A à la Bourse de Toronto; TU à la Bourse de New York) est l'une des plus importantes sociétés de télécommunications au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 9,4 milliards de dollars et à 11,4 millions de connexions clients, dont 5,8 millions d'abonnés à des services sans fil, 4,3 millions de lignes d'accès pour réseau filaire et 1,2 million d'abonnés à des services Internet. TELUS offre une gamme complète de produits et de services de communication sans fil et filaire, notamment des services de transmission de données et de la voix, des services IP, et des services vidéo et de divertissement. Poursuivant leur objectif de devenir une entreprise citoyenne de premier plan au Canada, TELUS et les membres de son équipe donnent où ils vivent. Depuis 2000, ceux-ci ont versé 113 millions de dollars à des organisations caritatives et sans but lucratif, et fait plus de 2,1 millions d'heures de bénévolat dans les communautés. En outre, TELUS a créé huit comités d'investissement communautaire d'un bout à l'autre du pays, lesquels dirigent ses initiatives philanthropiques. Pour obtenir de plus amples renseignements sur TELUS, veuillez consulter le site telus.com.

TELUS CORPORATION

Rapport de gestion

Deuxième trimestre de 2008

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs portant sur des événements et des résultats financiers et d'exploitation futurs de TELUS Corporation (« TELUS » ou la « société » et, dans les cas où le contexte de la description narrative le permet ou l'exige, ses filiales). De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la part de la société qu'elle émette des hypothèses et ils peuvent faire l'objet de risques et d'incertitudes. Il existe un risque considérable que les hypothèses (voir ci-dessous), les prédictions ou les autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés car un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, les conditions, les actions et les événements futurs réels diffèrent considérablement des objectifs, des attentes, des estimations ou des intentions exprimés dans les énoncés prospectifs. La société n'a pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement, sauf dans les cas exigés par la loi. Dans le cas des indications annuelles, il est pratique courante pour la société d'évaluer et, si elle le juge approprié, de présenter des mises à jour (se reporter à la rubrique 9). Sous réserve d'exigences juridiques, cette pratique pourrait être modifiée à tout moment, au gré de la société.

Les hypothèses à l'égard des indications pour 2008 incluent :

Une croissance économique conforme aux estimations formulées récemment par le Conference Board du Canada pour les provinces et le pays, dont une croissance du produit intérieur brut (le « PIB ») du Canada révisée de 1,7 % et une croissance supérieure à la normale en Alberta et en Colombie-Britannique; la parité ou la quasi-parité du dollar canadien et du dollar américain; une concurrence accrue, relativement aux services filaires, dans le marché résidentiel et le marché des affaires, particulièrement de la part de câblodistributeurs et d'entreprises offrant des services voix sur IP (« VoIP »); l'incidence de l'acquisition d'Emergis conclue à la mi-janvier; un gain d'environ 4,5 % à 5 % au titre de la pénétration du marché canadien des services sans fil; le fait que l'objectif relatif aux dépenses en immobilisations consolidées ne tient pas compte de l'achat de licences de spectre pour les services sans fil dans le cadre des enchères de licences de spectre pour les services sans fil évolués (les « SSFE »); le fait qu'outre les dépenses en immobilisations, des dépenses d'environ 880 millions de dollars devraient être constatées au troisième trimestre de 2008 au titre des enchères de licences de spectre pour les SSFE; l'hypothèse selon laquelle aucun nouveau venu ne pénétrera le marché des services sans fil en 2008; des charges au titre de la restructuration d'environ 30 millions de dollars (en hausse par rapport à 20,4 millions de dollars en 2007); un taux d'imposition combiné prévu par la loi d'environ 30,5 % à 31,5 %; un taux d'actualisation de 5,5 % (en hausse de 50 points de base comparativement à 2007) et un rendement à long terme prévu de 7,25 % au titre des régimes de retraite, (soit des résultats inchangés par rapport à 2007); un nombre moyen d'actions en circulation d'environ 320 millions (en baisse par rapport à 331,7 millions en 2007). L'achat possible d'un nombre maximal de 20 millions d'actions de TELUS sur une période de 12 mois dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ayant débuté le 20 décembre 2007 pourrait avoir une incidence sur le résultat par action, les soldes de trésorerie, la dette nette et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Les facteurs pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux prévus incluent, sans toutefois s'y limiter :

La concurrence (y compris davantage de concurrence au chapitre des tarifs et la probabilité que de nouveaux concurrents commencent à offrir des services sans fil en 2009, par suite des enchères de licences de spectre), la croissance et les fluctuations de l'économie (y compris le rendement et la capitalisation du régime de retraite et les charges afférentes), les dépenses en immobilisations (à la hausse en 2008 en raison des achats de licences de spectre pour les SSFE), les exigences en matière de financement et d'endettement (y compris le financement des rachats d'actions et les financements par emprunt), les questions fiscales (y compris la déchéance ou le report du paiement de montants importants d'impôts en espèces), les développements touchant les ressources humaines; l'intégration des activités et les réorganisations internes (y compris les activités d'intégration d'Emergis faisant suite à l'acquisition); les progrès technologiques (y compris le recours à des systèmes et à la technologie de l'information, les technologies de prochaine génération liées à l'accès large bande sur fil et aux services sans fil qui ne cessent d'évoluer, et la possibilité qu'il soit nécessaire de conclure des accords de partage du réseau sans fil dans l'avenir afin d'obtenir un bon rapport coût-efficacité et de réduire les risques liés au déploiement); les approbations réglementaires et les changements à la réglementation (y compris l'interprétation et la mise en application des règles concernant le partage des pylônes d'antennes et les services d'itinérance, la mise en place et l'incidence d'enchères de licences de spectre futures, l'instance visant les nouveaux médias ainsi que les modifications possibles des restrictions à la propriété étrangère); les risques liés aux processus (y compris la conversion des systèmes existants et l'intégration du système de facturation), les développements touchant la santé, la sécurité et l'environnement, les litiges et les questions d'ordre juridique, les événements touchant la poursuite des activités (y compris les menaces provenant de l'activité humaine et les menaces naturelles), les acquisitions ou dessaisissements prospectifs, et les autres facteurs de risque dont il est question dans le présent document et qui sont mentionnés de temps à autre dans les rapports et dans les documents d'information publiés par TELUS, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, et dans d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières au Canada (à l'adresse www.sedar.com) et aux États-Unis, y compris sur formulaire 40-F, (sur le site EDGAR à l'adresse www.sec.gov).

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique 10, « Risques et gestion des risques », du rapport de gestion annuel 2007 et du rapport de gestion du premier trimestre de 2008 de TELUS, ainsi qu'aux mises à jour présentées à la rubrique 10 du présent rapport de gestion.

Rapport de gestion

Le 6 août 2008

Le rapport qui suit constitue une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de TELUS Corporation pour les trimestres et les semestres terminés les 30 juin 2008 et 2007, qui doit être lue conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires de TELUS. Ce rapport contient des données prospectives qui renvoient à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant plus haut et qui doivent être lues conjointement avec celle-ci.

Les états financiers consolidés intermédiaires de TELUS ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada, qui diffèrent à certains égards des PCGR des États-Unis. Se reporter à la note 20 des états financiers consolidés intermédiaires pour un sommaire des principales différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis dans la mesure où ils concernent TELUS. Le rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires ont été revus par le comité de vérification de TELUS et approuvés par le conseil d'administration de cette dernière. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens.

TELUS présente certaines mesures non définies par les PCGR et fournit des indications à ce sujet parce qu'elles constituent des mesures auxquelles la direction a recours pour évaluer le rendement de la société et de ses unités et secteurs d'exploitation. Les mesures non définies par les PCGR servent aussi à déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt et à gérer la structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont pas de signification normalisée, les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables. Pour plus de détails sur la définition, le calcul et le rapprochement des mesures non définies par les PCGR, les lecteurs doivent se reporter à la *rubrique 11, « Rapprochement des mesures non définies par les PCGR et définitions »*.

Rapport de gestion

Rubrique	Description
1. Introduction	Introduction et résumé des résultats consolidés de TELUS pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2008.
2. Activités principales, vision et stratégie	Analyse des activités soutenant les six impératifs stratégiques de TELUS.
3. Catalyseurs clés de rendement	Liste des priorités de la société pour 2008.
4. Capacité d'obtenir des résultats	Description des facteurs qui influent sur la capacité de mettre en œuvre les stratégies, de gérer les catalyseurs clés de rendement et d'obtenir des résultats.
5. Résultats d'exploitation	Analyse détaillée des résultats d'exploitation du deuxième trimestre et du premier semestre de 2008.
6. Situation financière	Analyse des modifications importantes apportées au bilan de TELUS pour le semestre terminé le 30 juin 2008.
7. Situation de trésorerie et sources de financement	Analyse des flux de trésorerie, des liquidités, des facilités de crédit, ainsi que d'autres informations.
8. Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les conventions comptables	Description des estimations comptables critiques aux fins de l'établissement des résultats financiers, ainsi que des modifications de conventions comptables.
9. Indications pour l'exercice 2008	Indications révisées de TELUS pour l'exercice.
10. Risques et gestion des risques	Mise à jour concernant certains risques et incertitudes avec lesquels TELUS doit composer et méthodes qu'elle utilise pour assurer la gestion de ces risques.
11. Rapprochement des mesures non définies par les PCGR et définitions	Description, calcul et rapprochement de certaines mesures qu'utilise la direction.

1. Introduction

1.1 Importance relative de l'information à fournir

La direction décide si une information est importante ou non en jugeant si la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de la société pourrait être influencée ou modifiée si l'information était omise ou erronée.

1.2 Industrie canadienne des télécommunications

Principaux faits nouveaux concernant l'industrie

Le 30 juin 2007, BCE Inc., le plus important fournisseur de services de télécommunications au Canada, a annoncé la conclusion d'une entente définitive en vue de son acquisition par un consortium dirigé par Teachers Private Capital, une division du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, ainsi que par plusieurs co-investisseurs confirmés récemment par BCE, à savoir Providence Equity Partners, Madison Dearborn Partners, LLC, et Merrill Lynch Global Private Equity, des sociétés américaines. Le conseil d'administration de BCE a recommandé que les porteurs d'actions ordinaires acceptent l'offre en espèces du consortium de 42,75 \$ par action ordinaire, ou environ 34 milliards de dollars. Le 21 septembre 2007, les actionnaires de BCE ont en grande majorité approuvé l'acquisition. En juin 2008, le CRTC (« Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes ») a approuvé le changement de contrôle des licences de radiodiffusion de BCE. Industrie Canada a également approuvé l'acquisition. Une contestation déposée auprès de la Cour suprême du Canada par certains porteurs d'obligations de BCE a également été rejetée en juin. BCE a laissé savoir qu'elle s'attend à ce que la conclusion de l'opération ait lieu au plus tard le 11 décembre 2008.

Faits nouveaux concernant le sans-fil – services sans fil évolués (« SSFE ») et autres enchères de spectre dans la bande de 2 GHz

Industrie Canada a tenu des enchères de licences de spectre pour les services sans fil du 27 mai au 21 juillet 2008. Ces enchères concernaient la bande de 90 MHz du spectre pour les SSFE (y compris une tranche de 40 MHz qui était réservée pour les nouveaux venus), de 10 MHz pour l'expansion de la bande pour le service de communications personnelles (le « SCP ») et de 5 MHz relativement à une autre petite bande. Les enchères ont pris fin après 331 rondes, et Industrie Canada a enregistré un produit de 4 255 millions de dollars (moyenne de 1,55 \$/MHz/personne vivant dans une zone de population pour les enchères relatives aux licences de spectre pour les SSFE et pour le service SCP).

TELUS a été avisée qu'elle était, à titre provisoire, le soumissionnaire retenu relativement à 59 licences de spectre de 20 MHz ou de 10 MHz dans les bandes de 1700 MHz et de 2100 MHz, ce qui lui fournira davantage de spectre dans les marchés nationaux qu'elle dessert déjà. Le coût de ces licences de spectre s'élève à environ 880 millions de dollars. TELUS s'attend à recevoir ces licences au troisième trimestre de 2008, après avoir versé le paiement final et démontré son respect des exigences relatives à la propriété canadienne. Les autres soumissionnaires retenus à titre provisoire lors des enchères relatives aux licences de spectre pour les SSFE doivent également se conformer aux exigences relatives à la propriété canadienne et verser un paiement. Le spectre moyen acquis par TELUS est de 16,2 MHz, et son coût moyen, de 1,82 \$/MHz/personne vivant dans une zone de population. Se reporter également à la section « *Se doter de moyens nationaux* », à la *rubrique 2*, à la *rubrique 4.1*, « *Principaux marchés et concurrents* », ainsi qu'à la *rubrique 10.1*, « *Réglementation* ».

Conformément aux modalités des enchères, la société s'attend à verser, au troisième trimestre de 2008, les sommes dues relativement aux soumissions retenues, et elle compte pour ce faire avoir recours à ses facilités de crédit et aux fonds en caisse.

Licences acquises par TELUS lors des enchères de spectre tenues par Industrie Canada du 27 mai au 21 juillet 2008		
Largeur de bande	Nombre de licences acquises	Zones géographiques
20 MHz se composant de 10 MHz dans la bande de 1700 MHz et de 10 MHz dans la bande de 2100 MHz	32	Québec, sud-ouest de l'Ontario, région d'Ottawa, Manitoba, Saskatchewan, Alberta et C.-B.
10 MHz se composant de 5 MHz dans la bande de 1700 MHz et de 5 MHz dans la bande de 2100 MHz	27	Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut, Terre-Neuve et Labrador, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Île-du-Prince-Édouard, centre de l'Ontario et Toronto

1.3 Sommaire des résultats consolidés

Le chef de la direction, qui est le principal responsable de l'exploitation, reçoit des rapports consolidés concernant TELUS, soit des rapports tenant compte de la charge supplémentaire au titre de l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005 et des rapports excluant cette charge (comme il est illustré dans les calculs « ajustés »). Le tableau ci-après fait état de ces deux points de vue.

Sommaire des résultats consolidés (en millions de dollars, sauf les actions, les montants par action, le nombre d'abonnés et les ratios)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
États consolidés des résultats						
Produits d'exploitation	2 398,7	2 228,1	7,7 %	4 749,3	4 433,7	7,1 %
Bénéfice d'exploitation	498,1	493,8	0,9 %	1 025,5	890,8	15,1 %
(Recouvrement) charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	(0,3)	1,8	n.s.	(0,1)	175,3	n.s.
Bénéfice d'exploitation (ajusté)	497,8	495,6	0,4 %	1 025,4	1 066,1	(3,8) %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	381,4	348,1	9,6 %	782,6	623,7	25,5 %
(Recouvrement) charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	(0,3)	1,8	n.s.	(0,1)	175,3	n.s.
Bénéfice avant impôts (ajusté)	381,1	349,9	8,9 %	782,5	799,0	(2,1) %
Bénéfice net	267,0	253,1	5,5 %	558,0	447,9	24,6 %
Option de règlement en espèces net liée aux options, après impôts	(0,2)	1,3	n.s.	(0,1)	109,0	n.s.
Bénéfice net (ajusté)	266,8	254,4	4,9 %	557,9	556,9	0,2 %
Bénéfice par action, de base (en dollars)	0,83	0,76	9,2 %	1,73	1,34	29,1 %
Option de règlement en espèces net liée aux options, par action	—	—	— %	—	0,33	(100,0) %
Bénéfice par action, de base (ajusté) (en dollars)	0,83	0,76	9,2 %	1,73	1,67	3,6 %
Bénéfice par action, dilué (en dollars)	0,83	0,75	10,7 %	1,72	1,32	30,3 %
Dividendes en espèces déclarés par action (en dollars)	0,45	0,375	20,0 %	0,90	0,75	20,0 %
États consolidés des flux de trésorerie						
Rentrées liées aux activités d'exploitation	461,0	1 061,9	(56,6) %	1 086,2	1 522,5	(28,7) %
Sorties liées aux activités d'investissement	436,7	477,8	(8,6) %	1 437,1	870,1	65,2 %
Dépenses en immobilisations	435,6	481,8	(9,6) %	755,3	863,7	(12,6) %
(Sorties) rentrées liées aux activités de financement	(27,7)	(1 115,9)	97,5 %	376,7	(638,7)	n.s.
Nombre d'abonnés et autres mesures						
Nombre de connexions ¹ (en milliers)	11 363	10 885	4,4 %			
BAIIA ²	917,6	884,6	3,7 %	1 867,1	1 648,9	13,2 %
Charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	(0,3)	1,8	n.s.	(0,1)	175,3	n.s.
BAIIA (ajusté)	917,3	886,4	3,5 %	1 867,0	1 824,2	2,3 %
Flux de trésorerie disponibles ³	302,3	161,7	87,0 %	882,1	642,5	37,3 %
Ratios d'endettement et de distribution⁴						
Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration	1,7	1,8	(0,1)			
Ratio de distribution (en pourcentage)	5,2	48	4 pts			

pt(s) – point(s) de pourcentage

- Le total du nombre d'abonnés au sans-fil, de lignes d'accès au réseau et d'abonnés à Internet à la fin des périodes respectives, calculés à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes.
- Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ».
- Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.2, « Flux de trésorerie disponibles ».
- Se reporter à la rubrique 7.4, « Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement », ainsi qu'à la rubrique 11.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».

Les faits saillants pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2008, dont une analyse est présentée à la rubrique 5, « Résultats d'exploitation », comprennent ce qui suit :

- Le nombre de connexions a augmenté de 478 000 au cours de la période de 12 mois terminée le 30 juin 2008. Le nombre d'abonnés au sans-fil s'est établi à 5,83 millions, en hausse de 10,6 %, le nombre d'abonnés à Internet s'est élevé à 1,21 million, en hausse de 6,3 %, et le nombre de lignes d'accès au réseau s'est chiffré à 4,33 millions, en baisse de 3,4 %.
- Les ajouts bruts d'abonnés au sans-fil se sont chiffrés à 422 200, soit un nombre record pour TELUS au deuxième trimestre, en hausse de 19 % par rapport à la période correspondante de 2007. Le lancement d'une nouvelle marque de valeur à services postpayés a eu une incidence favorable sur ce résultat. Les produits d'exploitation mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA ») se sont élevés à 62,73 \$ au deuxième trimestre de 2008, en hausse de 0,85 \$ par rapport au premier trimestre de 2008, mais en baisse de 0,92 \$ comparativement au deuxième trimestre de 2007.

- Les produits d'exploitation se sont accrus de 170,6 millions de dollars et de 315,6 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la hausse tiennent principalement à l'augmentation des produits tirés des services de réseau sans fil et des services filaires de transmission de données (y compris les produits tirés d'Emergis), résultat qui a largement neutralisé la baisse des produits tirés des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix.
- Le bénéfice d'exploitation ajusté pour ne pas tenir compte de l'option de règlement en espèces net liée aux options a progressé de 2,2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2008, par rapport à la période correspondante de 2007, résultat qui tient au fait que la hausse du BAIIA (ajusté) a excédé l'augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels. Le bénéfice d'exploitation (ajusté) a diminué de 40,7 millions de dollars au premier semestre de 2008, résultat qui tient principalement à la prise en compte, pour trois mois supplémentaires, de l'amortissement d'un nouveau système de facturation et à l'augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles, qui ont en partie neutralisé la hausse du BAIIA (ajusté).
- En excluant l'incidence de l'option de règlement en espèces net liée aux options, le bénéfice avant impôts (ajusté) a augmenté de 31,2 millions de dollars au deuxième trimestre et il a reculé de 16,5 millions de dollars au premier semestre de 2008, en raison des variations du bénéfice d'exploitation (ajusté) dont il est fait mention ci-dessus et de la diminution des coûts de financement et des autres charges.
- Au deuxième trimestre de 2008, le bénéfice net a progressé de 13,9 millions de dollars et le bénéfice par action a augmenté de 7 cents, par rapport à la période correspondante de 2007. Au premier semestre de 2008, le bénéfice net a progressé de 110,1 millions de dollars et le bénéfice par action a augmenté de 39 cents, comparativement à la période correspondante de 2007.

Variations du bénéfice net (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 juin	Semestres terminés les 30 juin
Bénéfice net de 2007	253,1	447,9
Variations découlant de l'incidence fiscale :		
Diminution au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	1,5	109,1
Hausse du BAIIA (ajusté) ¹	21,4	29,6
Augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels ¹ , compte non tenu des crédits d'impôt à l'investissement comptabilisés en 2007	(19,8)	(54,4)
Diminution des intérêts débiteurs ¹	10,8	17,1
Ajustements liés aux impôts (se reporter à la rubrique 5.2)	(10,0)	3,0
Autres éléments	10,0	5,7
Bénéfice net de 2008	267,0	558,0

1. Selon les taux d'imposition combinés prévus par la loi pour 2008

- Le nombre moyen d'actions en circulation au premier semestre de 2008 était 4 % moins élevé qu'à la période correspondante de 2007, en raison du rachat d'actions dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités (« RCNA »). La société a racheté 0,95 million d'actions ordinaires et 3,69 millions d'actions sans droit de vote, pour un décaissement total de 199,2 millions de dollars, au cours du premier semestre de 2008.

Les faits saillants du deuxième trimestre et du premier semestre de 2008, dont une analyse est présentée à la rubrique 7, « Situation de trésorerie et sources de financement », comprennent ce qui suit :

- Les rentrées liées aux activités d'exploitation ont diminué de 600,9 millions de dollars et de 436,3 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Au deuxième trimestre de 2008, la société a comptabilisé une baisse de 350 millions de dollars du produit tiré de la titrisation de créances, comparativement à une augmentation de 350 millions de dollars de ce produit en 2007, ce qui se traduit par une réduction de 700 millions de dollars des flux de trésorerie. Au premier semestre de 2008, la société a comptabilisé une baisse de 350 millions de dollars du produit tiré de la titrisation de créances, tandis que aucune variation de ce produit ne s'était produite en 2007.
- Les sorties liées aux activités d'investissement ont reculé de 41,1 millions de dollars au deuxième trimestre de 2008 et elles ont augmenté de 567,0 millions de dollars au premier semestre de 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. La baisse au deuxième trimestre est en grande partie attribuable à l'augmentation des dépenses en immobilisations engagées relativement aux services sans fil à l'exercice précédent, de manière à élargir le réseau haute vitesse EVDO (d'après l'anglais *evolution data optimized*). La hausse au premier semestre de 2008 tient principalement à l'acquisition d'Emergis conclue en janvier 2008, et elle a été neutralisée en partie par la baisse des dépenses en immobilisations liées aux services sans fil.

- Les sorties nettes liées aux activités de financement ont reculé de 1 088,2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2008, par rapport à la période correspondante de 2007, en raison de divers facteurs, notamment le remboursement d'une tranche de 1,5 milliard de dollars de billets arrivés à échéance en juin 2007, déduction faite de l'émission de 500 millions de dollars de billets en avril 2008 (se reporter au paragraphe suivant). Les rentrées nettes liées aux activités de financement au premier semestre de 2008 ont augmenté de 1 015,4 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2007, résultat qui tient en grande partie à l'émission de titres de créance effectuée en avril 2008, à la hausse des montants nets empruntés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 et du papier commercial émis en 2008, ainsi qu'à la réduction des rachats effectués dans le cadre des RCNA.

Le 9 avril 2008, TELUS a émis des billets de série CE portant intérêt à 5,95 % et échéant le 15 avril 2015, pour un produit brut total d'environ 500 millions de dollars. Le produit net de l'émission a été utilisé aux fins générales de la société, notamment le remboursement des montants empruntés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 et le refinancement des financements à court terme ayant été utilisés en janvier aux fins de l'acquisition des actions ordinaires d'Emergis qui étaient émises et en circulation, en contrepartie de 743 millions de dollars.

- Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 140,6 millions de dollars et de 239,6 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la hausse tiennent en grande partie à la diminution des dépenses en immobilisations, à l'amélioration du BAIIA (ajusté), et à la baisse des intérêts payés. Les activités de financement ont étayé les flux de trésorerie disponibles au premier semestre de 2008, de manière à conclure des acquisitions totalisant 691,3 millions de dollars, déduction faite des espèces acquises.
- Le ratio de la dette nette par rapport au BAIIA au 30 juin 2008 s'est établi à 1,7 fois, soit un résultat inchangé par rapport à la mesure au 31 décembre 2007, qui est demeuré dans la fourchette à long terme visée de 1,5 à 2,0 fois.
- Le ratio de distribution, qui est établi en fonction du dividende annualisé du deuxième trimestre et du bénéfice pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2008 (excluant les ajustements fiscaux favorables), s'est établi à 52 %, soit un résultat conforme à la ligne directrice de la société.

2. Activités principales, vision et stratégie

L'analyse qui suit est assujettie dans sa totalité à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion, à la *rubrique 10, « Risques et gestion des risques »*, du rapport de gestion annuel 2007 et du rapport de gestion du premier trimestre de 2008 de TELUS, ainsi qu'aux mises à jour présentées à la *rubrique 10* du présent rapport de gestion.

Une analyse détaillée des activités principales, de la vision et de la stratégie de TELUS est présentée dans le rapport de gestion annuel 2007. Les activités soutenant les six impératifs stratégiques de la société mises en œuvre au cours du deuxième trimestre de 2008 comprennent les activités suivantes :

Se doter de moyens nationaux pour les services de données, IP, de voix et sans fil

Les soumissions de TELUS ont été couronnées de succès relativement à des blocs de 20 MHz et de 10 MHz dans les bandes de 1700 MHz et de 2100 MHz dans le cadre des enchères de licences de spectre pour les SSFE tenues par Industrie Canada et ayant pris fin le 21 juillet. Le spectre moyen acquis par TELUS à l'échelle nationale est de 16,2 MHz, ce qui lui permettra de renforcer sa solide position en matière de spectre et devrait lui fournir la capacité voulue pour lancer des services de quatrième génération dans l'avenir.

Cibler inlassablement les marchés en croissance des services de transmission de données, IP et sans fil

Le deuxième trimestre de 2008 constitue la première période intermédiaire complète pour laquelle les activités liées à la marque de valeur à services sans fil postpayés de TELUS sont prises en compte. En mars, TELUS a lancé cette nouvelle marque sous laquelle elle offre des services sans fil, afin de mieux répondre aux besoins des segments du marché du sans-fil et de compléter les services offerts sous la marque-vedette TELUS. Les avantages prévus liés à ce service incluent une plus grande souplesse au chapitre de la prestation de services dans divers segments de marché, l'accroissement du nombre d'abonnés aux services postpayés, la protection des produits d'exploitation tirés de la marque de première qualité TELUS, et l'amélioration des programmes de fidélisation de la clientèle.

Offrir des solutions intégrées qui démarquent TELUS de ses concurrents

En juin, la société a lancé trois nouvelles solutions GPS qui s'adressent aux entreprises qui emploient des travailleurs mobiles. Repère-actifs de TELUS permet aux entreprises de faire le suivi de leurs actifs, petits et grands. Repère-ressources de TELUS aide les entreprises à augmenter la sécurité et la productivité en leur permettant de localiser les employés en temps réel. Repérage et répartition de TELUS permet au personnel du siège social de l'entreprise de déterminer lequel des travailleurs mobiles de l'entreprise est le plus près du lieu où devra être effectué un nouveau projet à attribuer ou d'envoyer de l'aide immédiatement à un travailleur en cas de besoin. Ces nouvelles solutions font partie de la gamme de solutions GPS sans fil de TELUS sur le réseau SCP, qui comprend également le service Repère-véhicules de TELUS, une solution de localisation et de repérage de véhicules, et le service Routeur de TELUS, qui permet aux utilisateurs d'obtenir des indications routières détaillées.

Créer des partenariats et procéder à des acquisitions et à des désinvestissements pour accélérer la mise en œuvre de la stratégie de TELUS et concentrer les ressources de cette dernière sur ses activités de base

TELUS Ventures a obtenu un très bon rendement au titre de la participation minoritaire qu'elle a acquise en 2001 dans Hostopia (TSX : H), un fournisseur de services d'hébergement de sites Web revendus sous des marques propres et de solutions de courriel et de commerce électronique aux entreprises de télécommunications et aux câblodistributeurs, aux fournisseurs de services Internet, aux entreprises offrant des services d'enregistrement de noms de domaines et à d'autres fournisseurs de services Web. Ce rendement tient à l'offre en espèces faite par Deluxe Corporation (NYSE : DLX) à l'égard de Hostopia en juin, dont l'approbation a été recommandée par le conseil d'administration de Hostopia. L'approbation des actionnaires a été obtenue à la fin de juillet, et l'opération a été conclue au début du mois d'août. TELUS Ventures a investi dans Hostopia afin de compléter les services offerts par TELUS et pour qu'elle soit son principal fournisseur, dans le cadre de la stratégie de TELUS visant à tirer parti des nouvelles technologies pour rehausser ses capacités.

Pénétrer le marché comme une seule et même équipe, sous une seule marque, et en mettant en œuvre une stratégie unique

La société a acquis Emergis en janvier 2008, et cette dernière a adopté la marque « Emergis, une entreprise de TELUS ». La société a poursuivi le processus d'intégration postfusion au deuxième trimestre, de manière à assurer une transition harmonieuse pour les membres de l'équipe et les clients tout en demeurant axée sur l'atteinte des objectifs opérationnels stratégiques. À cette fin, la société a notamment repéré les meilleures occasions de ventes conjointes et a instauré une formule de collaboration en équipes afin de conclure de nouveaux contrats d'une valeur de plusieurs millions de dollars. Les équipes ont également amorcé la mise à jour des plans opérationnels stratégiques triennaux visant les soins de santé et les services financiers. De plus, au cours du trimestre, certaines fonctions administratives, y compris les services des finances, des ressources humaines et du marketing, ont fait l'objet d'une réorganisation.

Investir dans les ressources internes en vue de créer une culture valorisant le rendement et de garantir l'efficacité de l'entreprise

À la mi-juillet, à la suite d'un essai effectué sur une grande échelle, TELUS a réussi la conversion des comptes de plus de un million des clients des services filaires résidentiels en Colombie-Britannique à un nouveau système de facturation et de service à la clientèle. Ce système est ainsi intégré à celui de l'Alberta, et pour la première fois, la plupart des clients en Alberta et en Colombie-Britannique utilisent désormais le même système de facturation et de service à la clientèle. Pour la conversion en Colombie-Britannique, TELUS a mis en application les leçons tirées lors de la conversion en Alberta en 2007 et les premières expériences se sont révélées positives. Les avantages prévus au titre du service à la clientèle et des coûts de ce projet comprennent la rationalisation et l'uniformisation des processus ainsi que la suppression, au fil du temps, des multiples systèmes informatiques existants. Se reporter à la *rubrique 4.2* pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la conversion effectuée en juillet.

3. Catalyseurs clés de rendement

L'analyse qui suit est assujettie dans sa totalité à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion, à la *rubrique 10*, « *Risques et gestion des risques* », du rapport de gestion annuel 2007 et du rapport de gestion du premier trimestre de 2008 de TELUS, ainsi qu'aux mises à jour présentées à la *rubrique 10* du présent rapport de gestion.

TELUS élabore de nouvelles priorités à chaque exercice en vue de faire progresser sa stratégie, de se concentrer sur les débouchés et les défis à court terme, et de créer de la valeur pour les actionnaires.

Priorités de la société pour 2008
Générer des profits des services stratégiques en portant une attention particulière aux services de transmission de données
Poursuivre notre expansion dans les marchés verticaux et tirer parti de l'acquisition d'Emergis
Tirer des gains de productivité grâce à des initiatives d'amélioration efficaces
Rehausser l'expérience client et renforcer davantage la fidélisation
Mettre en œuvre des initiatives technologiques, incluant les plateformes pour les services à large bande et les services TI

4. Capacité d'obtenir des résultats

L'analyse qui suit est assujettie dans sa totalité à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion, à la *rubrique 10, « Risques et gestion des risques »*, du rapport de gestion annuel 2007 et du rapport de gestion du premier trimestre de 2008 de TELUS, ainsi qu'aux mises à jour présentées à la *rubrique 10* du présent rapport de gestion.

4.1 Principaux marchés et concurrents

Au 30 juin 2008, les principaux marchés et les concurrents n'ont pas changé de façon importante de ceux décrits dans le rapport de gestion annuel 2007 de TELUS. La société s'attend à une intensification de la concurrence dans le marché du sans-fil dans l'avenir, car plusieurs nouveaux venus possibles ont, à titre provisoire, acquis des licences de spectre régional lors des enchères de spectre pour les SSFE ayant pris fin en juillet 2008, comme il est illustré ci-dessous. En vertu des règles régissant ces enchères, les soumissionnaires retenus sont assujettis à un processus de confirmation de leur admissibilité et ils doivent effectuer les paiements relatifs aux licences acquises dans les 30 jours ouvrables qui suivent la date à laquelle les enchères ont pris fin. La société s'attend à ce que les nouveaux venus possibles sur le marché commencent à offrir des services en 2009 ou plus tard, au fur et à mesure qu'ils établiront leurs activités et mettront en place leurs réseaux sans fil dans les régions pour lesquelles ils sont titulaires de licences. Certains nouveaux venus pourraient former des alliances entre eux. Se reporter à la *rubrique 10.1, « Réglementation »*.

Concurrents actuels et possibles ayant acquis des licences lors des enchères de spectre tenues par Industrie Canada du 27 mai au 21 juillet 2008	
Concurrent	Principales zones géographiques
Fournisseurs de services titulaires à l'échelle nationale, qui sont propriétaires des installations Rogers Communications Inc. Bell Mobilité Inc. TELUS	Expansion de la capacité existante au pays Expansion de la capacité existante au pays Expansion de la capacité existante au pays
Fournisseurs de services titulaires à l'échelle provinciale, qui sont propriétaires des installations MTS Allstream SaskTel	Expansion de la capacité existante au Manitoba Expansion de la capacité existante en Saskatchewan
Nouveaux venus possibles ¹ Globalive Wireless LP Data & Audio-Visual Enterprises 6934579 Canada Inc. Quebecor (9193-2962 Québec Inc.) Shaw Communications Inc. Bragg Communications Inc. Novus Wireless Inc. Blue Canada Wireless Inc. Autres	Licences de spectre dans la plupart des régions, qui excluent en grande partie le Québec Licences de spectre dans la plupart des grands centres, sauf au Québec et dans les provinces de l'Atlantique Licences de spectre dans le sud et l'est de l'Ontario ainsi que dans le sud et l'est du Québec Licences de spectre régional au Québec et dans certaines régions de l'Ontario Licences de spectre régional dans l'ouest du Canada et dans le nord de l'Ontario Licences de spectre régional dans les provinces de l'Atlantique et dans le sud-ouest de l'Ontario, ainsi qu'à Grande Prairie, en Alberta Licences de spectre provincial en C.-B. et en Alberta Licences de spectre provincial en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard Trois zones locales au total
1. Assujettis aux exigences en matière de mise en place d'un réseau sans fil dans les zones géographiques où ces nouveaux venus ont décidé d'offrir des services.	

4.2 Capacités opérationnelles

Développement d'un nouveau système de facturation et de service à la clientèle dans le secteur des services filaires

La société a mis en œuvre un projet pilote touchant environ 150 000 abonnés des services résidentiels en Colombie-Britannique en mai 2008 et elle a mené à terme la conversion du système de facturation touchant plus de 1 million d'abonnés des services résidentiels dans cette province à la mi-juillet 2008. La société a mis en application les principales leçons retenues par suite de la conversion du système en Alberta en 2007, et selon les constatations initiales, la période de transfert s'est bien déroulée. Le système de facturation crucial a produit les résultats prévus, et les cycles de facturation ont été maintenus. Le système d'entrée des commandes a également produit les résultats prévus, et la société n'a pas eu à composer avec les problèmes de capacité et de stabilité éprouvés initialement lors de la conversion effectuée en Alberta en 2007. La conversion effectuée en 2008 n'a pas eu de répercussions importantes sur les niveaux de service. Se reporter à la *rubrique 10.2, « Risques liés aux processus »*.

4.3 Situation de trésorerie et sources de financement

Politiques financières liées à la structure du capital (note 3 des états financiers consolidés)

La société gère le capital dans le but i) de maintenir une structure du capital souple qui optimise le coût du capital en fonction d'un risque acceptable; ii) d'assurer un équilibre entre les intérêts des porteurs de titres de participation et ceux des porteurs de titres de créance.

Aux fins de la gestion du capital, la définition de capital inclut les capitaux propres (excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu), la dette à long terme (y compris tous les actifs ou passifs de couverture connexes, déduction faite des montants inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat étendu), l'encaisse et les placements temporaires, ainsi que les créances titrisées.

La société gère la structure du capital et ajuste celle-ci en fonction des variations de la conjoncture et des risques liés aux actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster la structure du capital, la société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, elle peut racheter des actions à des fins d'annulation dans le cadre d'offres de rachat dans le cours normal des activités, elle peut émettre de nouvelles actions ou de nouveaux titres de créance, elle peut émettre de nouveaux titres de créance afin de remplacer une dette existante dotée de caractéristiques différentes, ou elle peut accroître ou réduire le montant des créances clients vendues à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance.

La société surveille le capital au moyen de diverses mesures, notamment le ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration, ainsi que le ratio de distribution des bénéfices nets prévisibles. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la *rubrique 7.4, « Situation de trésorerie et sources de financement »*.

Situation de trésorerie et financement

Plan financier de TELUS pour 2008 et résultats depuis le début de l'exercice
<p>Racheter des actions ordinaires et des actions sans droit de vote de TELUS aux termes d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« RCNA »)</p> <p>Au premier semestre de 2008, la société a racheté 0,95 million d'actions ordinaires et 3,69 millions d'actions sans droit de vote à des fins d'annulation, pour un décaissement total de 199,2 millions de dollars. Se reporter à la <i>rubrique 7.3, « Sorties liées aux activités de financement »</i>.</p>
<p>Payer des dividendes</p> <p>Les dividendes déclarés au deuxième trimestre de 2008 se chiffrent à 45 cents par action, en hausse de 20 % par rapport à 37,5 cents par action à la période correspondante de 2007.</p>
<p>Utiliser le produit des créances titrisées et les facilités bancaires, au besoin, pour compléter les flux de trésorerie disponibles et combler les autres besoins de trésorerie</p> <p>Le solde du produit tiré des créances titrisées au 30 juin 2008 s'est établi à 150 millions de dollars, soit un résultat en baisse de 350 millions de dollars par rapport au 31 mars 2008 et au 31 décembre 2007. La réduction des créances titrisées ce trimestre a eu lieu après l'émission de titres de créance décrite ci-dessous. En janvier 2008, la société a accru l'encours de sa facilité de crédit existante de 2 milliards de dollars. Le produit a été utilisé aux fins générales de la société, y compris l'acquisition d'Emergis. L'encours de la facilité de crédit renouvelable échéant en 2012 se chiffrait à 162,0 millions de dollars au 30 juin 2008, soit une baisse par rapport à un encours de 320,9 millions de dollars au 31 mars 2008 et une hausse par rapport à un encours de néant au début de l'exercice.</p>
<p>Maintenir la conformité aux objectifs, aux politiques et aux lignes directrices sur le plan financier</p> <p><u>Maintenir des liquidités inutilisées d'au moins 1 milliard de dollars</u> – Le 3 mars 2008, la société a conclu une nouvelle facilité de crédit de 700 millions de dollars et d'une durée de 364 jours auprès d'un groupe de banques canadiennes. Cette nouvelle facilité fournit des liquidités supplémentaires à TELUS et elle permet à la société de continuer à satisfaire à l'un de ses objectifs financiers, soit généralement le maintien de liquidités inutilisées de 1 milliard de dollars. Les liquidités disponibles de TELUS aux termes des facilités de crédit inutilisées se chiffraient à plus de 1,5 milliard de dollars au 30 juin 2008, y compris la facilité de crédit d'une durée de 364 jours. Se reporter à la <i>rubrique 7.5, « Facilités de crédit »</i>.</p> <p><u>Ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration de 1,5 à 2,0 fois</u> – Le ratio était de 1,7 fois au 30 juin 2008.</p> <p><u>Ratio de distribution se situant dans la fourchette de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles</u> – Le ratio s'est établi à 43 %, selon le taux de dividende annualisé du deuxième trimestre et les bénéfices réels pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2008. Le ratio calculé de manière à ne pas tenir compte de l'incidence des ajustements fiscaux favorables découlant des résultats pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2008 s'est établi à 52 %.</p>
<p>Maintenir sa position de pleine couverture du risque de change à l'égard de sa dette</p> <p>Maintenue en ce qui concerne les billets en dollars américains à 8,00 % échéant en 2011, soit la seule émission restante de titres de créance libellés en devises.</p>
<p>Envisager le recours aux marchés de la dette publique en 2008 afin de refinancer les financements à court terme au moyen de financements à long terme</p> <p>Le 9 avril, TELUS a émis des billets de série CE portant intérêt à 5,95 % et échéant le 15 avril 2015, pour un produit brut d'environ 500 millions de dollars. Le produit net de l'émission a été utilisé aux fins générales de la société, notamment le remboursement des montants empruntés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 et le refinancement des financements à court terme.</p>
<p>Préserver l'accès aux marchés financiers à des coûts raisonnables en maintenant des cotes de crédit de qualité et en visant des cotes améliorées de l'ordre de BBB+ à A-, ou l'équivalent, à l'avenir</p> <p>Au 6 août 2008, les cotes de crédit de première qualité attribuées par les quatre agences de notation qui couvrent TELUS se situaient dans les limites de la cote visée. Les cotes suivantes ont été attribuées relativement à l'émission de titres de créance effectuée par TELUS en avril 2008 : cote A (faible) attribuée par DBRS Ltd., cote Baa1 attribuée par Moody's Investors Service, cote BBB+ attribuée par Fitch Ratings, et cote BBB+ attribuée par Standard and Poor's. Les tendances et les perspectives attribuées sont toutes stables et compatibles avec les cotes actuelles attribuées à TELUS relativement à ses titres de créance. Se reporter à la <i>rubrique 7.7, « Cotes de crédit »</i>.</p>

4.4 Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

5. Résultats d'exploitation

5.1 Généralités

La société compte deux secteurs isolables, soit les services filaires et les services sans fil. La segmentation s'appuie sur des similitudes au chapitre de la technologie, des compétences techniques exigées pour fournir les produits et services, les caractéristiques des clients des canaux de distribution et de l'application des règlements. Les ventes intersectorielles sont comptabilisées à la valeur d'échange. L'information sectorielle est régulièrement communiquée au chef de la direction de la société, qui est le principal responsable de l'exploitation. Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires.

5.2 Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T2 2008	T1 2008	T4 2007	T3 2007	T2 2007	T1 2007	T4 2006	T3 2006
Produits d'exploitation	2 398,7	2 350,6	2 330,8	2 309,9	2 228,1	2 205,6	2 254,6	2 210,7
Charges d'exploitation, excluant l'option de règlement en espèces net liée aux options	1 476,9	1 394,2	1 370,7	1 323,7	1 338,5	1 263,1	1 362,4	1 239,7
Option de règlement en espèces net liée aux options	(0,3)	0,2	0,6	(7,2)	1,8	173,5	—	—
Coûts de restructuration	4,5	6,7	6,1	6,4	3,2	4,7	7,9	12,5
BAIIA ¹	917,6	949,5	953,4	987,0	884,6	764,3	884,3	958,5
Amortissement des immobilisations corporelles	343,5	345,7	386,2	332,5	318,3	317,7	353,2	325,8
Amortissement des actifs incorporels	76,0	76,4	68,1	70,1	72,5	49,6	53,9	57,5
Bénéfice d'exploitation	498,1	527,4	499,1	584,4	493,8	397,0	477,2	575,2
Autres charges (produits)	2,4	16,8	5,8	8,0	18,5	3,8	10,1	4,0
Coûts de financement	114,3	109,4	109,1	86,2	127,2	117,6	133,6	116,6
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	381,4	401,2	384,2	490,2	348,1	275,6	333,5	454,6
Impôts sur les bénéfices	113,5	109,4	(18,0)	78,6	93,7	79,3	91,6	128,3
Part des actionnaires sans contrôle	0,9	0,8	2,1	1,7	1,3	1,5	1,4	2,4
Bénéfice net	267,0	291,0	400,1	409,9	253,1	194,8	240,5	323,9
Bénéfice par action ordinaire et action sans droit de vote								
– De base	0,83	0,90	1,23	1,24	0,76	0,58	0,71	0,95
– Dilué	0,83	0,90	1,22	1,23	0,75	0,57	0,70	0,94
Dividendes déclarés par action ordinaire et action sans droit de vote	0,45	0,45	0,45	0,375	0,375	0,375	0,375	0,275

1. Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ».

Tendances

La tendance observée au chapitre des produits d'exploitation consolidés continue à refléter la croissance des produits tirés des services de réseau sans fil, en raison de la hausse du nombre d'abonnés. Les PMAA (produits mensuels moyens par appareil d'abonné) liés aux services sans fil pour le deuxième trimestre de 2008 ont augmenté de 0,85 \$ par rapport au premier trimestre de 2008, mais ils ont diminué de 0,92 \$ d'un exercice à l'autre. La baisse tient au fait que la diminution des PMAA tirés des services de transmission de la voix a largement neutralisé la croissance élevée des produits tirés des services de transmission de données. La baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix reflète la réorientation de la gamme de produits, la concurrence au chapitre des tarifs et l'utilisation accrue des forfaits minutes incluses.

La tendance observée au chapitre des produits consolidés reflète également la forte croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données, y compris les nouveaux produits découlant des deux acquisitions effectuées en janvier 2008. Pour les périodes de 2007 et de 2006 illustrées ci-dessus, la croissance des produits tirés des services de transmission de données a été neutralisée entièrement par la baisse des produits tirés des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix, laquelle est imputable au passage vers les services sans fil et Internet, ainsi qu'à la concurrence de la part des fournisseurs, des revendeurs et des entreprises dotées d'installations offrant des services VoIP. Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau au deuxième trimestre de 2008 se sont améliorées par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent – il s'agit du premier trimestre où la société enregistre des résultats à la hausse d'un exercice à l'autre depuis le quatrième trimestre de 2004. Les gains au chapitre des lignes commerciales d'accès au réseau ont neutralisé en partie les pertes continues de lignes résidentielles d'accès.

Les ajouts plus élevés d'abonnés des services sans fil, les frais d'acquisition connexes et les ventes d'équipement ont, dans le passé, revêtu un caractère hautement saisonnier au quatrième trimestre, donnant lieu à un BAIIA du secteur des services sans fil moins élevé. Le caractère saisonnier a, dans une moindre mesure, une incidence sur les ajouts d'abonnés aux services filaires Internet haute vitesse et sur les coûts connexes au quatrième trimestre.

La hausse séquentielle des charges d'exploitation depuis le premier trimestre de 2008 (en excluant l'option de règlement en espèces net liée aux options) tient compte des charges liées aux acquisitions effectuées en janvier. Comme il est fait mention à la *rubrique 1.3*, avec prise d'effet au premier trimestre de 2007, les charges d'exploitation trimestrielles tiennent compte des charges ou des recouvrements comptabilisés relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005.

La tendance à la baisse observée au chapitre de l'amortissement des immobilisations corporelles a pris fin au second semestre de 2007, la réduction des durées de service estimatives de certains actifs liés à la commutation de circuits et à la gestion du réseau ayant donné lieu à des réductions de valeur d'environ 20 millions de dollars et 47 millions de dollars, respectivement, aux troisième et quatrième trimestres de 2007. La tendance à la baisse observée précédemment a été interrompue par la constatation, au quatrième trimestre de 2006, d'une provision d'environ 17 millions de dollars au titre de l'alignement des durées de service estimatives des actifs de TELUS Québec découlant de l'intégration des systèmes financiers. L'amortissement des immobilisations corporelles devrait augmenter légèrement pour l'exercice complet 2008 par rapport à l'exercice 2007, en raison d'une augmentation prévue des immobilisations et d'une réduction des durées de service estimatives de certains actifs liés à la commutation de circuits et d'autres actifs. Se reporter à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs*.

L'augmentation séquentielle de l'amortissement des actifs incorporels au premier trimestre de 2008 tient principalement aux acquisitions effectuées. Un important nouveau système de facturation et de service à la clientèle dans le secteur des services filaires a été mis en service pour les abonnés des services résidentiels en Alberta en mars 2007, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'un montant supplémentaire de 18 millions de dollars au titre de l'amortissement des actifs incorporels à chaque trimestre depuis le deuxième trimestre de 2007. Par ailleurs, au quatrième trimestre de 2006 et au premier trimestre de 2007, respectivement, des montants d'environ 5 millions de dollars et 5 millions de dollars relatifs aux crédits d'impôt à l'investissement ont été portés en réduction de la charge d'amortissement touchant des immobilisations capitalisées lors d'exercices antérieurs qui sont maintenant entièrement amorties, après qu'un agent du fisc a établi leur admissibilité. L'amortissement des actifs incorporels devrait augmenter de façon importante pour l'exercice complet 2008 par rapport à l'exercice 2007, en raison de l'acquisition d'Emergis et de la mise en œuvre des nouvelles phases du système intégré de facturation et de service à la clientèle en juillet 2008. Se reporter à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs*.

En ce qui concerne les coûts de financement illustrés dans le tableau précédent, la tendance observée au chapitre des intérêts débiteurs reflète une baisse, car les activités de financement ont occasionné une réduction du taux d'intérêt effectif. La baisse séquentielle des coûts de financement au troisième trimestre de 2007 tenait à la réduction des taux d'intérêt effectifs et de l'encours de la dette, ainsi qu'à la hausse des intérêts créditeurs liés aux remboursements d'impôt. Les coûts de financement au cours des huit périodes illustrées sont présentés déduction faite des montants variés au titre des intérêts créditeurs.

Les tendances généralement à la hausse observées au chapitre du bénéfice net et du bénéfice par action reflètent les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements découlant des variations des impôts sur les bénéfices, des règlements et des redressements visant des exercices antérieurs, y compris les intérêts connexes sur les redressements. La diminution du nombre d'actions en circulation découlant des rachats continus d'actions a eu une incidence favorable sur le bénéfice par action.

Ajustements liés aux impôts (en millions de dollars, sauf le bénéfice par action)	T2 2008	T1 2008	T4 2007	T3 2007	T2 2007	T1 2007	T4 2006	T3 2006
Incidence approximative sur le bénéfice net	—	17	143	93	10	4	20	30
Incidence approximative sur le bénéfice par action	—	0,05	0,44	0,28	0,03	0,01	0,06	0,09
Bénéfice par action de base approximatif excluant les incidences fiscales	0,83	0,85	0,79	0,96	0,73	0,57	0,65	0,86

5.3 Résultats d'exploitation consolidés

(en millions de dollars, sauf la marge du BAIIA, qui est exprimée en %, et l'effectif)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Produits d'exploitation	2 398,7	2 228,1	7,7 %	4 749,3	4 433,7	7,1 %
Charges d'exploitation	1 476,6	1 340,3	10,2 %	2 871,0	2 776,9	3,4 %
Coûts de restructuration	4,5	3,2	40,6 %	11,2	7,9	41,8 %
BAIIA ¹	917,6	884,6	3,7 %	1 867,1	1 648,9	13,2 %
Amortissement des immobilisations corporelles	343,5	318,3	7,9 %	689,2	636,0	8,4 %
Amortissement des actifs incorporels	76,0	72,5	4,8 %	152,4	122,1	24,8 %
Bénéfice d'exploitation	498,1	493,8	0,9 %	1 025,5	890,8	15,1 %
Charges d'exploitation (ajustées) ²	1 476,9	1 338,5	10,3 %	2 871,1	2 601,6	10,4 %
BAIIA (ajusté) ²	917,3	886,4	3,5 %	1 866,9	1 824,2	2,3 %
Bénéfice d'exploitation (ajusté) ²	497,8	495,6	0,4 %	1 025,4	1 066,1	(3,8) %
Marge du BAIIA ³	38,3	39,7	(1,4) pt	39,3	37,2	2,1 pts
Marge du BAIIA (ajustée) ³	38,2	39,8	(1,6) pt	39,3	41,1	(1,8) pt

1. Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ».
2. Exclut des (recouvrements) charges de (0,3) million de dollars et de (0,1) million de dollars, respectivement, comptabilisé(e)s au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, et de 1,8 million de dollars et de 175,3 millions de dollars, respectivement, comptabilisé(e)s au deuxième trimestre et au premier semestre de 2007, au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options.
3. BAIIA ou BAIIA (ajusté) divisé par les produits d'exploitation.

L'analyse qui suit porte sur les résultats consolidés de TELUS. Des informations sectorielles sont fournies à la rubrique 5.4, « Résultats du secteur des services filaires », à la rubrique 5.5, « Résultats du secteur des services sans fil », et à la rubrique 7.2, « Sorties liées aux activités d'investissement ».

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation ont augmenté de 170,6 millions de dollars et de 315,6 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. La croissance des produits d'exploitation et du nombre d'abonnés s'est poursuivie en ce qui concerne les services sans fil et les services filaires de transmission de données. Les deux acquisitions conclues en janvier 2008 ont également eu une incidence positive sur les produits d'exploitation tirés des services filaires de transmission de données. Les produits d'exploitation tirés des services interurbains de transmission de la voix ont continué à reculer, tandis que les produits d'exploitation tirés des services locaux de transmission de la voix ont diminué d'un exercice à l'autre, en raison de l'incidence de la concurrence locale ainsi que du remplacement de la technologie.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation consolidées ont augmenté de 136,3 millions de dollars et de 94,1 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. Les charges d'exploitation ajustées pour ne pas tenir compte de la charge comptabilisée relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options ont augmenté de 138,4 millions de dollars et de 269,5 millions de dollars, respectivement. L'augmentation des charges liées au secteur des services filaires est imputable aux acquisitions effectuées, à la hausse du coût des ventes, et aux coûts initiaux de mise en place pour les nouvelles entreprises clientes du secteur des services filaires, facteurs neutralisés en partie par l'absence de charges au titre de la conversion du système, de telles charges ayant été comptabilisées au deuxième trimestre de 2007 relativement au nouveau système de facturation et de service à la clientèle en Alberta. Les charges relatives au secteur des services sans fil ont augmenté afin de soutenir la croissance de 10,6 % du nombre d'abonnés des services sans fil d'un exercice à l'autre et l'augmentation de 9 % des produits tirés du réseau sans fil, ainsi que les frais de démarrage liés au lancement d'une nouvelle marque. L'amortissement net de TELUS au titre du régime de retraite à prestations déterminées n'a pas subi de variation importante.

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration ont progressé de 1,3 million de dollars et de 3,3 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. La société s'attend à ce que les charges annuelles au titre de plusieurs initiatives secondaires s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficience concurrentielle totalisent environ 30 millions de dollars en 2008.

BAIIA

Le BAIIA consolidé a augmenté de 33,0 millions de dollars et de 218,2 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. En excluant l'option de règlement en espèces net liée aux options, le BAIIA consolidé (ajusté) s'est accru de 30,9 millions de dollars et de 42,8 millions de dollars, respectivement, en raison principalement de l'augmentation du BAIIA (ajusté) du secteur des services sans fil.

Amortissement des immobilisations corporelles

L'amortissement des immobilisations corporelles a augmenté de 25,2 millions de dollars et de 53,2 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. L'augmentation tient en grande partie à la réduction des durées de service estimatives de certains actifs liés à la commutation de circuits et d'autres actifs, ainsi qu'à l'augmentation des immobilisations, résultats neutralisés en partie par la hausse des autres immobilisations entièrement amorties.

Amortissement des actifs incorporels

L'amortissement des actifs incorporels a augmenté de 3,5 millions de dollars et de 30,3 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la hausse tiennent compte de l'amortissement d'un montant de 13 millions de dollars et de 24 millions de dollars, respectivement, au titre des nouvelles acquisitions, facteurs neutralisés en partie par la baisse des charges découlant de l'amortissement intégral d'autres logiciels et d'actifs liés aux abonnés, ainsi que par l'amortissement dégressif, au deuxième trimestre de 2007, des actifs liés aux services fournis par AMP'D Mobile, par suite de l'interruption de ces services.

L'augmentation pour le premier semestre tient également compte; i) de l'amortissement d'un montant supplémentaire de 18 millions de dollars au titre de la mise en service, en mars 2007, d'un nouveau système de facturation et de service à la clientèle visant les abonnés des services résidentiels en Alberta; ii) du montant d'environ 5 millions de dollars relatif aux crédits d'impôt à l'investissement qui a, au premier trimestre de 2007, été porté en réduction de la charge d'amortissement touchant des immobilisations capitalisées lors d'exercices antérieurs qui sont maintenant entièrement amorties, après que le fisc a établi leur admissibilité. L'amortissement des actifs incorporels devrait augmenter de façon importante pour l'exercice complet de 2008 par rapport à 2007, en raison de l'acquisition d'Emergis et de la mise en service, en juillet 2008, du nouveau système intégré de facturation et de service à la clientèle pour les abonnés des services résidentiels en Colombie-Britannique. Se reporter à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs*.

Bénéfice d'exploitation

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 4,3 millions de dollars et de 134,7 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. En excluant les charges au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options comptabilisées au cours des deux exercices, le bénéfice d'exploitation (ajusté) s'est accru de 2,2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2008, par rapport à la période correspondante de 2007, car la hausse de 30,9 millions de dollars du BAIIA (ajusté) a excédé l'augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels. Le bénéfice d'exploitation (ajusté) a diminué de 40,7 millions de dollars au premier semestre de 2008, en raison principalement de l'amortissement, sur une période supplémentaire de trois mois, d'un nouveau système de facturation, ainsi que de l'augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles, facteurs neutralisés en partie par la hausse de 42,8 millions de dollars du BAIIA (ajusté).

Autres éléments de l'état des résultats

Autres charges, montant net (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
	2,4	18,5	(87,0) %	19,2	22,3	(13,9) %

Les autres charges comprennent la charge liée à la titrisation de créances, les dons de bienfaisance, les gains et les pertes à la cession de biens immobiliers et le bénéfice (la perte) ou la réduction de valeur de placements en actions ou de placements de portefeuille. La charge liée à la titrisation de créances s'est élevée à 1,0 million de dollars et à 6,9 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, en baisse de 3,9 millions de dollars et de 1,2 million de dollars par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats sont imputables à la réduction du produit tiré des créances titrisées au 30 juin 2008 (se reporter à la *rubrique 7.6, « Vente de créances »*). Les gains et pertes nets sur les investissements en 2008, y compris les ajustements de l'évaluation liés aux investissements détenus à des fins de transaction, se sont traduits par des gains de 3,3 millions de dollars au deuxième trimestre et par des pertes de 6,2 millions de dollars au premier semestre. La radiation d'un montant de 11,8 millions de dollars au titre du placement en titres de capitaux propres dans AMP'D Mobile, Inc. a été comptabilisée au deuxième trimestre de 2007.

Coûts de financement (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Intérêts sur la dette à long terme, obligations à court terme et autres	116,6	126,8	(8,0) %	228,4	246,1	(7,2) %
Pertes (gains) de change	0,2	5,7	(96,5) %	0,5	7,6	(93,4) %
Intérêts capitalisés durant la construction	(1,3)	—	n.s.	(2,6)	—	n.s.
	(1,2)	(5,3)	77,4 %	(2,6)	(8,9)	70,8 %
Intérêts créditeurs	114,3	127,2	(10,1) %	223,7	244,8	(8,6) %

n.s.— non significatif

Les intérêts débiteurs ont diminué de 10,2 millions de dollars et de 17,7 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Cette diminution est principalement attribuable aux activités de financement, qui ont donné lieu à une baisse du taux d'intérêt effectif. La diminution des intérêts débiteurs au premier semestre a été neutralisée en partie par l'application initiale, en 2007, de la méthode du taux d'intérêt effectif pour comptabiliser les frais d'émission.

Les intérêts créditeurs ont diminué de 4,1 millions de dollars et de 6,3 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. La diminution des intérêts créditeurs tient principalement à la baisse du solde moyen des placements temporaires et des soldes bancaires.

Impôts sur les bénéfices (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Impôts fédéral et provinciaux combinés de base aux taux d'imposition prévus par la loi	117,8	116,9	0,8 %	241,8	209,2	15,6 %
Réévaluation du passif d'impôts futurs pour refléter les taux d'imposition prévus par la loi futurs	(7,9)	(24,2)	—	(26,1)	(27,9)	—
Rémunération sous forme d'attributions d'options sur actions	1,5	1,2	—	2,9	(6,5)	—
Autres	2,1	(0,2)	—	4,3	(1,8)	—
	113,5	93,7	21,1 %	222,9	173,0	28,8 %
Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi (en %)	30,9	33,6	(2,7) pts	30,9	33,5	(2,6) pts
Taux d'imposition effectifs (en %)	29,8	26,9	2,9 pts	28,5	27,7	0,8 pt

La hausse de la charge d'impôts fédéral et provinciaux combinés au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008 par rapport aux périodes correspondantes de 2007 découle de l'augmentation de 9,6 % et de 25,5 %, respectivement, du bénéfice avant impôts, neutralisée en partie par la diminution des taux d'imposition combinés prévus par la loi. Une réduction de 1 % des taux d'imposition en Colombie-Britannique à compter du 1^{er} juillet 2008 est pratiquement entrée en vigueur au premier trimestre de 2008. Les réductions des taux d'imposition fédéraux pour 2008 à 2012 sont entrées en vigueur aux deuxième et quatrième trimestres de 2007. Les taux d'imposition effectifs étaient moins élevés que les taux prévus par la loi, en raison de la réévaluation du passif d'impôts futurs découlant des réductions des taux d'imposition provinciaux et fédéraux futurs entrés en vigueur, ainsi que des taux d'imposition futurs appliqués aux écarts temporaires.

En supposant que seront maintenus le taux de bénéfice de TELUS ainsi que la structure d'entité juridique actuelle et qu'il n'y aura aucun changement significatif aux règlements sur les impôts, la société prévoit que les paiements d'impôts en espèces seront relativement faibles en 2008 et que les recouvrements en espèces seront supérieurs aux paiements prévus. La société prévoit une hausse considérable des paiements d'impôts sur les bénéfices en 2009. Le taux d'imposition combiné prévu par la loi devrait être d'environ 30,5 % à 31,5 % pour 2008. Se reporter à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* présentée au début du présent rapport de gestion.

Part des actionnaires sans contrôle (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
	0,9	1,3	(30,8) %	1,7	2,8	(39,3) %

La part des actionnaires sans contrôle représente la participation d'actionnaires minoritaires dans plusieurs petites filiales.

Résultat étendu

À l'heure actuelle, la notion de résultat étendu aux fins des PCGR du Canada consiste en grande partie, dans le cas précis de la société, à inclure les variations des capitaux propres découlant de variations non réalisées de la juste valeur des instruments financiers. Le calcul du résultat par action se base sur le bénéfice net ainsi que sur le bénéfice afférent aux actions ordinaires et aux actions sans droit de vote, comme l'exigent les PCGR.

5.4 Résultats du secteur des services filaires

Produits d'exploitation – secteur des services filaires (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Services locaux de transmission de la voix ¹	496,9	515,6	(3,6) %	998,6	1 047,7	(4,7) %
Services interurbains de transmission de la voix ²	174,7	167,7	4,2 %	353,8	355,3	(0,4) %
Services de transmission de données ³	521,5	434,6	20,0 %	1 027,7	859,4	19,6 %
Autres	63,2	62,2	1,6 %	126,8	123,3	2,8 %
Produits d'exploitation externes ⁴	1 256,3	1 180,1	6,5 %	2 506,9	2 385,7	5,1 %
Produits d'exploitation tirés d'activités intersectorielles	32,3	28,7	12,5 %	63,1	53,8	17,3 %
Total des produits d'exploitation⁴	1 288,6	1 208,8	6,6 %	2 570,0	2 439,5	5,3 %

1. En excluant l'incidence des ajustements réglementaires du premier trimestre pour 2008 et 2007, les produits tirés des services locaux de transmission de la voix ont diminué d'environ 3,5 % au premier semestre de 2008.

2. En excluant l'incidence de l'ajustement effectué au deuxième trimestre de 2007, les produits tirés des services interurbains de transmission de la voix ont reculé de 3,5 % et de 4,0 %, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008.

3. En excluant les produits tirés des acquisitions des résultats de 2008 et en excluant l'incidence des réductions rétroactives obligatoires de tarifs liés aux services offerts aux concurrents du premier trimestre pour 2008 et 2007, les produits tirés des services de transmission de données ont augmenté d'environ 7 % et 8 %, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008.

4. En excluant les produits tirés des acquisitions et les ajustements réglementaires, les produits d'exploitation externes et le total des produits d'exploitation se sont accrus d'environ 1 % au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008.

Les produits d'exploitation du secteur des services filaires ont augmenté de 79,8 millions de dollars et de 130,5 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007, en raison de ce qui suit :

- Les produits tirés des services locaux de transmission de la voix ont reculé de 18,7 millions de dollars et de 49,1 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la baisse découlent principalement de deux facteurs : i) la diminution des produits tirés des services d'accès de base et des services améliorés optionnels découlant de l'intensification de la concurrence visant les abonnés des services résidentiels, résultat qui a été neutralisé en partie par la croissance des services locaux d'affaires; ii) la baisse d'environ 13 millions de dollars, pour le semestre, des recouvrements au titre des comptes de report aux termes du régime de plafonnement des prix. Le recouvrement d'environ 14,5 millions de dollars constaté en 2007 au titre des comptes de report tenait compte de montants passés en charges précédemment relativement à la mise en œuvre obligatoire de la transférabilité des numéros locaux et des frais de démarrage, et il a neutralisé les ajustements rétroactifs obligatoires défavorables de tarifs liés aux services de base de transmission de données comptabilisés au cours de la même période, lesquels découlent de deux décisions du CRTC (se reporter à l'analyse des produits tirés des services filaires de transmission de données présentée ci-après).

Lignes d'accès au réseau (en milliers)	Aux 30 juin		
	2008	2007	Variation
Lignes résidentielles d'accès au réseau	2 497	2 685	(7,0) %
Lignes commerciales d'accès au réseau	1 828	1 793	2,0 %
Total des lignes d'accès au réseau	4 325	4 478	(3,4) %

(en milliers)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Variation des lignes résidentielles d'accès au réseau	(48)	(56)	14,3 %	(99)	(90)	(10,0) %
Variation des lignes commerciales d'accès au réseau	8	8	— %	20	20	— %
Variation du total des lignes d'accès au réseau	(40)	(48)	16,7 %	(79)	(70)	(12,9) %

La perte de lignes résidentielles résulte notamment de la concurrence accrue de la part des revendeurs et des concurrents qui offrent des services VoIP (y compris les câblodistributeurs), ainsi que du remplacement de la technologie découlant du fait que les clients utilisent les services sans fil. La hausse du nombre de lignes commerciales s'est produite dans les régions où la société est l'entreprise titulaire ainsi que dans les régions urbaines de l'Ontario et du Québec où elle n'est pas l'entreprise titulaire.

- Les produits tirés des services interurbains de transmission de la voix ont augmenté de 7,0 millions de dollars au deuxième trimestre de 2008 et ils ont diminué de 1,5 million de dollars au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Les produits tirés des services interurbains au deuxième trimestre de 2007 tenaient compte d'un ajustement non récurrent négatif de 13 millions de dollars au titre de la mise en service d'un nouveau système de facturation pour les abonnés des services résidentiels en Alberta. En excluant cet ajustement non récurrent de l'année dernière, les produits ont diminué de 6,0 millions de dollars et de 14,5 millions de dollars, respectivement, en raison principalement de la baisse de la moyenne des tarifs à la minute imputable à la concurrence au chapitre des prix dans l'ensemble de l'industrie et de la réduction du nombre d'abonnés des services résidentiels, résultats neutralisés en partie par l'augmentation des volumes à la minute.
- Les produits tirés des services filaires de transmission de données ont augmenté de 86,9 millions de dollars et de 168,3 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. L'augmentation tient principalement i) aux produits tirés des deux acquisitions effectuées en janvier 2008; ii) aux produits accrus liés aux services Internet et aux services de transmission et d'hébergement de données améliorés, qui découlent de l'accroissement des services au marché des affaires et de la croissance du nombre d'abonnés à Internet haute vitesse; iii) aux ventes à la hausse d'équipement de radiodiffusion, de vidéoconférence et de transmission de données; iv) aux réductions de tarifs rétroactives obligatoires comptabilisées en 2007 (se reporter au paragraphe suivant); v) à la prestation accrue aux consommateurs de services de divertissement numériques dans les marchés urbains où la société est l'entreprise titulaire. En excluant les acquisitions et les ajustements réglementaires, la croissance sous-jacente s'est élevée à environ 8 %.

Des réductions de tarifs rétroactives totalisant environ 11 millions de dollars ont été comptabilisées au premier trimestre de 2007, conformément à la Décision de télécom CRTC 2007-6 (concernant les frais de liaison d'accès au réseau numérique) et à la Décision de télécom CRTC 2007-10 (concernant les frais du dispositif d'extension du service de base).

Abonnés à Internet (en milliers)	Aux 30 juin		Variation
	2008	2007	
Abonnés à Internet haute vitesse	1 064,1	962,7	10,5 %
Abonnés à Internet commuté	142,0	172,2	(17,5) %
Total des abonnés aux services Internet	1 206,1	1 134,9	6,3 %

(en milliers)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse	23,6	13,9	69,8 %	43,9	46,0	(4,6) %
Réductions nettes d'abonnés à Internet commuté	(4,4)	(9,4)	53,2 %	(13,3)	(21,9)	39,3 %
Total des ajouts nets d'abonnés aux services Internet	19,2	4,5	n.s.	30,6	24,1	27,0 %

Les ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse ont augmenté au deuxième trimestre de 2008, par rapport à la période correspondante de 2007, résultat qui tient au fait que les ajouts nets à l'exercice précédent ont été temporairement freinés par une réduction de la capacité de traitement des commandes par suite de la mise en place d'un nouveau système de facturation et de service à la clientèle pour les abonnés des services résidentiels en Alberta en mars 2007. Les ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse ont reculé légèrement au premier semestre de 2008, comparativement à la période correspondante de 2007, en raison de la concurrence et du fait que le marché est de plus en plus établi.

- Les autres produits ont augmenté de 1,0 million de dollars et de 3,5 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007, en raison principalement de l'accroissement des ventes d'équipement de transmission de la voix.
- Les produits tirés d'activités intersectorielles ont augmenté relativement aux services fournis par le secteur des services filaires au secteur des services sans fil. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services sans fil.

Charges d'exploitation – secteur des services filaires (en millions de dollars, sauf l'effectif)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Salaires, charges sociales et autres charges liées à l'effectif, avant l'option de règlement en espèces net liée aux options	480,7	428,0	12,3 %	940,4	856,9	9,7 %
Option de règlement en espèces net liée aux options	(1,3)	—	n.s.	(0,7)	153,1	n.s.
Autres charges d'exploitation	372,5	344,1	8,3 %	740,2	667,5	10,9 %
Charges d'exploitation	851,9	772,1	10,3 %	1 679,9	1 677,5	0,1 %
Coûts de restructuration	4,1	2,8	46,4 %	10,6	7,2	47,2 %
Total des charges d'exploitation	856,0	774,9	10,5 %	1 690,5	1 684,7	0,3 %
Charges d'exploitation (ajustées) ¹	853,2	772,1	10,5 %	1 680,6	1 524,4	10,2 %
Total des charges d'exploitation (ajusté) ¹	857,3	774,9	10,6 %	1 691,2	1 531,6	10,4 %

1. Exclut les charges comptabilisées au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

Le total des charges d'exploitation ajusté de manière à ne pas tenir compte de la charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options a augmenté de 82,4 millions de dollars et de 159,6 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la hausse tiennent principalement aux acquisitions, aux hausses au chapitre de la rémunération, à l'accroissement du coût des ventes, ainsi qu'aux coûts initiaux engagés aux fins de la mise en place des services pour plusieurs nouvelles entreprises clientes, facteurs neutralisés en partie par les charges comptabilisées en 2007 au titre de la conversion du système de facturation et de service à la clientèle dans le secteur des services filaires en Alberta. Les charges relatives à la conversion du système de facturation comptabilisées au deuxième trimestre de 2007 se sont chiffrées à environ 16 millions de dollars et elles ont été engagées afin d'embaucher de la main-d'œuvre temporaire pour ajuster le système et maintenir les niveaux de service.

- Les salaires, charges sociales et autres charges liées à l'effectif ont augmenté de 52,7 millions de dollars et de 83,5 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. L'augmentation découle de l'accroissement de l'effectif aux fins de la prestation de services d'impartition aux clients, y compris les activités d'Emergis à compter de 2008, ainsi que des hausses au chapitre de la rémunération.
- Les autres charges d'exploitation ont augmenté de 28,4 millions de dollars et de 72,7 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la hausse sont imputables à l'augmentation du coût des ventes découlant de l'accroissement des ventes d'équipement de transmission de données générant des marges plus faibles, aux charges liées aux entreprises acquises, à l'accroissement des frais de publicité et de promotion, ainsi qu'à la hausse des coûts liés à la prestation de services de divertissement numériques, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des coûts liés à la main-d'œuvre capitalisés. De plus, les charges réglementées en fonction des produits au titre de la perception de la contribution en 2008 ne comprennent pas un recouvrement comptabilisé au deuxième trimestre de 2007. Les coûts liés à la main-d'œuvre externe ont augmenté afin de maintenir des niveaux de service plus élevés et de mettre en place les services pour de nouvelles entreprises clientes, mais ces résultats ont été neutralisés par l'absence, au deuxième trimestre de 2008, de charges au titre de la conversion du système, de telles charges ayant été comptabilisées en 2007 relativement au nouveau système de facturation et de service à la clientèle dans le secteur des services filaires en Alberta. Les charges liées aux installations hors réseau ont aussi augmenté, pour soutenir les nouvelles entreprises clientes.
- Les coûts de restructuration se sont accrus de 1,3 million de dollars et de 3,4 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Les charges de restructuration constatées en 2008 concernent plusieurs initiatives secondaires s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficacité concurrentielle de la société.

BAIIA (en millions de dollars) et marge du BAIIA (en %) – secteur des services filaires	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
BAIIA	432,6	433,9	(0,3) %	879,5	754,8	16,5 %
BAIIA (ajusté) ¹	431,3	433,9	(0,6) %	878,8	907,9	(3,2) %
Marge du BAIIA	33,6	35,9	(2,3) pts	34,2	30,9	3,3 pts
Marge du BAIIA (ajustée)	33,5	35,9	(2,4) pts	34,2	37,2	(3,0) pts

1. Exclut des (recouvrements) charges de (1,3) million de dollars et de (0,7) million de dollars, respectivement, comptabilisé(e)s au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, et de néant et de 153,1 millions de dollars, respectivement, comptabilisé(e)s au deuxième trimestre et au premier semestre de 2007, au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

Le BAIIA du secteur des services filaires a diminué de 1,3 million de dollars au deuxième trimestre de 2008 et il a augmenté de 124,7 millions de dollars au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. L'augmentation au premier semestre tient principalement à la charge constatée en 2007 au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options. Le BAIIA (ajusté) du secteur des services filaires a diminué de 2,6 millions de dollars et de 29,1 millions de dollars, respectivement, résultats qui tiennent à la baisse des marges découlant de l'accroissement des ventes d'équipement de transmission de données, aux coûts initiaux liés à la mise en place des services pour les nouvelles entreprises clientes, à l'augmentation des frais de publicité et de promotion, et à la hausse des coûts liés à la prestation de services de divertissement numériques.

5.5 Résultats du secteur des services sans fil

Produits d'exploitation – secteur des services sans fil (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Services de réseau	1 076,7	989,8	8,8 %	2 113,9	1 934,3	9,3 %
Équipement	65,7	58,2	12,9 %	128,5	113,7	13,0 %
Produits d'exploitation externes	1 142,4	1 048,0	9,0 %	2 242,4	2 048,0	9,5 %
Produits d'exploitation tirés des activités intersectorielles	7,2	6,7	7,5 %	14,2	13,0	9,2 %
Total des produits d'exploitation	1 149,6	1 054,7	9,0 %	2 256,6	2 061,0	9,5 %

Indicateurs clés de l'exploitation – secteur des services sans fil (en milliers)	2008			Aux 30 juin		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Abonnés – postpayés	4 670,1	4 236,0	10,2 %			
Abonnés – prépayés	1 161,8	1 036,0	12,1 %			
Abonnés – total	5 831,9	5 272,0	10,6 %			
Proportion du nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés (en %)	80,1	80,3	(0,2) pt			
Population ¹ couverte par les services numériques, y compris l'itinérance et la revente (en millions) ²	32,4	31,5	2,9 %			
	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Ajouts bruts d'abonnés – postpayés	278,9	219,2	27,2 %	483,1	392,5	23,1 %
Ajouts bruts d'abonnés – prépayés	143,3	134,8	6,3 %	284,3	257,5	10,4 %
Ajouts bruts d'abonnés – total	422,2	354,0	19,3 %	767,4	650,0	18,1 %
Ajouts nets d'abonnés – postpayés	157,2	99,2	58,5 %	229,6	160,0	43,5 %
Ajouts nets d'abonnés – prépayés	18,4	29,0	(36,6) %	34,4	58,7	(41,4) %
Ajouts nets d'abonnés – total	175,6	128,2	37,0 %	264,0	218,7	20,7 %
PMAA (en dollars) ³	62,73	63,65	(1,4) %	62,31	62,85	(0,9) %
Taux de désabonnement, par mois (en %) ³	1,43	1,45	(0,02) pt	1,48	1,40	0,08 pt
Frais d'acquisition ⁴ par ajout brut d'abonné (en dollars) ³	332	425	(21,9) %	326	431	(24,4) %
Nombre moyen de minutes par abonné par mois	420	411	2,2 %	408	397	2,8 %
BAIIA (ajusté) ⁵ en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %)	45,1	45,7	(0,6) pt	46,7	47,4	(0,7) pt
Frais de fidélisation en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %) ³	9,4	8,2	1,2 pt	9,1	7,8	1,3 pt
BAIIA (ajusté), à l'exclusion des frais d'acquisition ³ (en millions de dollars)	626,0	602,9	3,8 %	1 238,2	1 196,2	3,5 %

pt(s) – point(s) de pourcentage

1. Par « population » on entend le nombre de personnes vivant dans une zone de population comprise, en totalité ou presque, dans les zones de couverture.
2. Au 30 juin 2008, la population couverte par les services numériques SCP des services sans fil de TELUS comprenait la population couverte élargie d'environ 7,5 millions de personnes découlant des ententes de services d'itinérance et de revente conclues principalement avec Bell Mobilité (Bell Canada).
3. Se reporter à la rubrique 11.3, « Définition des indicateurs clés de l'exploitation ». Ces mesures ne sont pas définies par les principes comptables généralement reconnus du Canada ni des États-Unis. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement de l'exploitation d'une société de services sans fil.
4. Frais d'acquisition.
5. BAIIA excluant des charges de 1,0 million de dollars et de 0,6 million de dollars, respectivement, comptabilisées au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, et de 1,8 million de dollars et 22,2 millions de dollars, respectivement, comptabilisées au deuxième trimestre et au premier semestre de 2007, au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

Les produits tirés du secteur des services sans fil ont augmenté de 94,9 millions de dollars et de 195,6 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007, en raison de ce qui suit :

- Les produits tirés des services de réseau ont augmenté de 86,9 millions de dollars et de 179,6 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. L'augmentation est attribuable en grande partie à l'accroissement de 10,6 % du nombre d'abonnés au cours des 12 derniers mois. Les produits tirés des services de transmission de données sans fil ont augmenté de 54 % pour s'établir à 158,6 millions de dollars au deuxième trimestre de 2008 et représentent maintenant 14,6 % des produits tirés des services de réseau, par rapport à 10,4 % des produits tirés des services de réseau à la période correspondante de 2007. Au premier semestre de 2008, les produits tirés des services de transmission de données sans fil se sont établis à 305,8 millions de dollars, en hausse de 53 % par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat à la hausse reflète les produits élevés tirés des services liés à la messagerie textuelle et au téléphone BlackBerry de RIM, qui découlent d'une plus grande utilisation et des services de données en itinérance, ainsi que du passage continu, par les abonnés actuels, vers les téléphones intelligents à fonctions complètes et les appareils compatibles avec la technologie EVDO.

Les PMAA combinés se sont établis à 62,73 \$ au deuxième trimestre de 2008, soit un résultat en baisse de 0,92 \$ par rapport à la période correspondante de 2007. Les PMAA tirés des services de transmission de données se sont établis à 9,17 \$ au deuxième trimestre de 2008, en hausse de 2,59 \$ ou 39 % par rapport à la période correspondante de 2007, mais ce résultat a été largement neutralisé par la baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix. Les PMAA tirés des services de transmission de la voix se sont établis à 53,56 \$ au deuxième trimestre de 2008, en baisse de 3,51 \$ ou 6,2 % comparativement à la période correspondante de 2007. Ce résultat est imputable au fait que les abonnés se sont légèrement tournés vers les services prépayés, à l'utilisation accrue des forfaits minutes incluses, à la concurrence au chapitre des tarifs, et à la diminution des services de transmission de la voix en itinérance depuis l'étranger. Les abonnés du service Mike^{MD} n'utilisant pas les fonctions de communication intégrée avec touche de conversation (PTT) et les abonnés des services prépayés à valeur plus élevée continuent à passer activement aux téléphones intelligents bénéficiant du service SCP aux fins des applications évoluées liées à la transmission de données, ce qui contribue aux perspectives de croissance future des produits.

Les ajouts bruts et les ajouts nets d'abonnés au deuxième trimestre tiennent compte des résultats découlant du lancement des services postpayés de la marque de valeur de TELUS en mars 2008. Conformément aux pratiques de l'industrie, la société ne fournit pas de résultats détaillés sur ces services, en raison de facteurs d'ordre concurrentiel. Les ajouts bruts d'abonnés se sont établis à 422 200 au deuxième trimestre de 2008, soit un résultat record pour TELUS au deuxième trimestre, en hausse de 19 % par rapport à la période correspondante de 2007, qui a été favorisé par le lancement de la nouvelle marque. Les abonnés des services postpayés ont compté pour 66,1 % des ajouts bruts d'abonnés au deuxième trimestre de 2008, en hausse de 4,2 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre de 2007. Au premier semestre de 2008, les ajouts bruts d'abonnés se sont établis à 767 400, en hausse de 18 % par rapport à la période correspondante de 2007. Les abonnés des services postpayés ont compté pour 63,0 % des ajouts bruts d'abonnés au premier semestre de 2008, en hausse de 2,6 points de pourcentage comparativement à la période correspondante de 2007.

Les ajouts nets se sont établis à 175 600 au deuxième trimestre de 2008, soit un résultat record pour TELUS au deuxième trimestre, en hausse de 37 % par rapport à la période correspondante de 2007. Les abonnés des services postpayés ont compté pour 89,5 % des ajouts nets d'abonnés au deuxième trimestre de 2008, comparativement à 77 % du total des ajouts nets au deuxième trimestre de 2007. Les ajouts nets au premier semestre de 2008 se sont élevés à 264 000, en hausse de près de 21 % par rapport à la période correspondante de 2007, et ils comprenaient 87 % d'abonnés des services postpayés, soit un résultat en hausse par rapport à 73 % à la période correspondante de 2007.

Le taux de désabonnement combiné s'est élevé à 1,43 % au deuxième trimestre, soit une légère baisse par rapport à 1,45 % à la période correspondante de 2007 et une amélioration comparativement à 1,53 % au premier trimestre de 2008. Ces résultats améliorés tiennent à la baisse du taux de désabonnement des abonnés des services postpayés, laquelle découle des activités fructueuses de fidélisation de la clientèle. Le taux de désabonnement combiné s'est élevé à 1,48 % au premier semestre de 2008, en hausse par rapport à 1,40 % à la période correspondante de 2007, résultat qui reflète la hausse du taux de désabonnement des abonnés des services prépayés et la prise en compte, au premier trimestre de 2007, de l'incidence de la transférabilité des numéros de services sans fil. Les débranchements au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008 ont totalisé 246 600 et 503 400, respectivement, par rapport à 225 800 et 431 300, respectivement, aux périodes correspondantes de 2007. L'accroissement du nombre de débranchements reflète principalement l'augmentation du taux de désabonnement des abonnés des services prépayés et l'accroissement du nombre d'abonnés.

- Les produits tirés des ventes d'équipement, des locations et des services ont augmenté de 7,5 millions de dollars et de 14,8 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux

périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la hausse tiennent à l'augmentation des ajouts bruts d'abonnés et au passage continu vers les téléphones intelligents à fonctions complètes, afin de soutenir la croissance des produits tirés des services de transmission de données.

- Les produits tirés des activités intersectorielles ont augmenté relativement aux services fournis par le secteur des services sans fil au secteur des services filaires. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services filaires.

Charges d'exploitation – secteur des services sans fil ¹ (en millions de dollars, sauf l'effectif)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Charges liées aux ventes d'équipement	176,7	166,6	6,1 %	329,3	312,0	5,5 %
Charges d'exploitation des services de réseau	149,4	126,7	17,9 %	290,1	241,3	20,2 %
Frais de marketing	121,3	114,6	5,8 %	224,5	215,4	4,2 %
Frais généraux et d'administration	216,8	195,7	10,8 %	424,5	397,5	6,8 %
Charges d'exploitation	664,2	603,6	10,0 %	1 268,4	1 166,2	8,8 %
Coûts de restructuration	0,4	0,4	—	0,6	0,7	(14,3) %
Total des charges d'exploitation	664,6	604,0	10,0 %	1 269,0	1 166,9	8,7 %
Charges d'exploitation (ajustées) ¹	663,2	601,8	10,2 %	1 267,8	1 144,0	10,8 %
Total des charges d'exploitation (ajusté) ¹	663,6	602,2	10,2 %	1 268,4	1 144,7	10,8 %

1. Exclut des charges de 1,0 million de dollars et de 0,6 million de dollars, respectivement, comptabilisées au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, et de 1,8 million de dollars et de 22,2 millions de dollars, respectivement, comptabilisées au deuxième trimestre et au premier semestre de 2007, au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

Le total des charges d'exploitation du secteur des services sans fil a augmenté de 60,6 millions de dollars et de 102,1 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. Le total des charges d'exploitation ajusté de manière à ne pas tenir compte de la charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options a augmenté de 61,4 millions de dollars et de 123,7 millions de dollars, respectivement, pour promouvoir, obtenir et soutenir la croissance de 10,6 % du nombre d'abonnés d'un exercice à l'autre, ainsi que la croissance de 9 % des produits tirés des services de réseau.

- Les charges liées aux ventes d'équipement ont augmenté de 10,1 millions de dollars et de 17,3 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ce résultat découle de l'augmentation des ajouts bruts d'abonnés et du passage continu vers les téléphones intelligents à fonctions complètes, pour soutenir la croissance de plus de 50 % des produits tirés des services de transmission de données, facteurs neutralisés en partie par la diminution des coûts liés aux appareils liée à l'appréciation du dollar canadien.
- Les charges d'exploitation des services de réseau se sont accrues de 22,7 millions de dollars et de 48,8 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la hausse sont imputables à l'augmentation des frais d'itinérance et des coûts liés aux services de contenu et aux licences d'utilisation, à l'appui de la forte croissance des produits tirés des services de transmission de données.
- Les frais de marketing se sont accrues de 6,7 millions de dollars et de 9,1 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la hausse tiennent à l'augmentation des frais de publicité et de promotion engagés pour appuyer les activités fructueuses de chargement brut des abonnés, et au lancement, en mars, des services postpayés de la nouvelle marque de valeur sur le marché. Les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné ont diminué de 93 \$ ou 21,9 % au deuxième trimestre de 2008 et ils ont reculé de 105 \$ ou 24,4 % au premier semestre de 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats tiennent en partie à une baisse des frais de publicité et de promotion unitaires, aux activités de chargement brut des abonnés liées à des canaux donnant lieu à des coûts variables plus faibles, et au financement réduit des appareils.

Les frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau se sont établis à 9,4 % et à 9,1 %, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, en hausse par rapport à 8,2 % et à 7,8 % aux périodes correspondantes de 2007. Ce résultat tient principalement aux mises à niveau aux fins du passage à des téléphones intelligents à fonctions complètes, pour soutenir la croissance des produits tirés des services de transmission de données et le programme de conversion continu du service Mike pour les abonnés n'utilisant pas les fonctions de communication intégrée avec touche de conversation (PTT) et des services prépayés à valeur élevée aux services SCP postpayés, l'accent étant mis sur les téléphones intelligents.

- Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 21,1 millions de dollars et de 27,0 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Les frais généraux et d'administration ajustés de manière à ne pas tenir compte de l'option de règlement en espèces net liée aux options se sont accrus de 21,9 millions de dollars et de 48,6 millions de dollars, respectivement, en raison des coûts relatifs aux employés et à la main-d'œuvre contractuelle engagés pour prendre en charge des appareils et des services de transmission de données de plus en plus complexes, de l'accroissement du nombre d'abonnés, de l'expansion des magasins de détail dont la société est propriétaire et, dans une moindre mesure, de l'augmentation des créances douteuses.
- Les coûts de restructuration concernent certaines initiatives secondaires s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficacité concurrentielle de la société.

BAIIA (en millions de dollars) et marge du BAIIA (en %) Secteur des services sans fil	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
BAIIA	485,0	450,7	7,6 %	987,6	894,1	10,5 %
BAIIA (ajusté) ¹	486,0	452,5	7,4 %	988,2	916,3	7,8 %
Marge du BAIIA	42,2	42,7	(0,5) pt	43,8	43,4	0,4 pt
Marge du BAIIA (ajustée)	42,3	42,9	(0,6) pt	43,8	44,5	(0,7) pt

1. Exclut des charges de 1,0 million de dollars et de 0,6 million de dollars, respectivement, comptabilisées au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, et de 1,8 million de dollars et de 22,2 millions de dollars, respectivement, comptabilisées au deuxième trimestre et au premier semestre de 2007, au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

Le BAIIA du secteur des services sans fil a augmenté de 34,3 millions de dollars et de 93,5 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. Le BAIIA du secteur des services sans fil ajusté de manière à ne pas tenir compte de l'option de règlement en espèces net liée aux options s'est accru de 33,5 millions de dollars et de 71,9 millions de dollars, respectivement. La hausse du BAIIA (ajusté) tient à la croissance des produits tirés des services de réseau et à la diminution des frais d'acquisition, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la hausse des frais de fidélisation (pour appuyer les mises à niveau aux fins du passage à des téléphones intelligents), par l'augmentation des coûts liés au réseau découlant de l'utilisation des services de transmission de données, ainsi que par l'accroissement des frais généraux et d'administration pour soutenir la croissance des activités.

6. Situation financière

Le tableau ci-après illustre les variations entre les bilans consolidés survenues au cours du semestre terminé le 30 juin 2008.

(en millions de dollars)	Au 30 juin 2008	Au 31 déc. 2007	Variation	Variation en %	Explication concernant les variations entre les bilans
Actif à court terme					
Encaisse et placements temporaires, montant net	45,7	19,9	25,8	129,6 %	Se reporter à la rubrique 7, « Situation de trésorerie et sources de financement ».
Placements à court terme	—	42,4	(42,4)	(100,0) %	Liquidation de placements à court terme.
Débiteurs	1 007,4	710,9	296,5	41,7 %	Tient principalement à une réduction de 350 millions de dollars du produit tiré des créances titrisées et à une hausse découlant des acquisitions, neutralisées en partie par une baisse saisonnière du délai moyen de règlement (environ 46 jours par rapport à 49 jours).
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à recevoir	80,4	120,9	(40,5)	(33,5) %	Tient principalement aux charges d'impôts exigibles comptabilisées au premier semestre de 2008.
Stocks	262,5	243,3	19,2	7,9 %	Principalement une augmentation des stocks d'appareils sans fil aux fins du lancement de nouveaux appareils.
Frais payés d'avance et autres	295,0	199,5	95,5	47,9 %	Principalement le paiement anticipé des droits de concession de licence annuels liés aux services sans fil, les avantages sociaux, les taxes foncières et les contrats d'entretien, déduction faite de l'amortissement.
Tranche à court terme des actifs dérivés	5,1	3,8	1,3	34,2 %	Ajustements à la juste valeur des appareils, des unités d'actions temporairement incessibles et des autres couvertures relatives aux opérations.
Passif à court terme					
Créditeurs et charges à payer	1 384,7	1 476,6	(91,9)	(6,2) %	Principalement une diminution des créditeurs liés aux achats d'appareils, et diminution de la paie et des autres charges salariales connexes, déduction faite des passifs au titre des acquisitions.
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à payer	11,8	7,3	4,5	61,6 %	Augmentation découlant principalement de la charge d'impôts exigibles au titre des acquisitions.
Créditeurs et charges à payer à l'égard de la restructuration	30,2	34,9	(4,7)	(13,5) %	Les paiements en vertu des anciens programmes et des programmes actuels ont excédé les nouvelles obligations.
Facturation par anticipation et dépôts de clients	634,7	631,6	3,1	0,5 %	—
Tranche à court terme de la dette à long terme	6,5	5,4	1,1	20,4 %	Augmentation des contrats de location-acquisition, qui tient principalement à l'acquisition d'Emergis.
Tranche à court terme des passifs dérivés	50,0	26,6	23,4	88,0 %	Ajustements à la juste valeur des couvertures des options sur actions.
Tranche à court terme des impôts futurs	638,3	503,6	134,7	26,7 %	Augmentation des écarts temporaires liés aux actifs et passifs à court terme, et variation du revenu imposable tiré d'une société de personnes qui sera attribué au cours des 12 prochains mois.
Fonds de roulement¹	(1 060,1)	(1 345,3)	285,2	21,2 %	Comprend une réduction du produit tiré des créances titrisées par suite de l'émission de billets d'un montant de 500 millions de dollars au deuxième trimestre.
1. Actif à court terme moins le passif à court terme – démontre la capacité de la société de financer ses activités actuelles et de respecter ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance.					

Situation financière Suite du tableau de la page précédente.

(en millions de dollars)	Au 30 juin 2008	Au 31 déc. 2007	Variation	Variation en %	Explication concernant les variations entre les bilans
Immobilisations corporelles, montant net	11 379,4	11 122,0	257,4	2,3 %	Comprend un montant de 326,2 millions de dollars au titre des logiciels, des contrats avec les clients et relations clients connexes, et des autres immobilisations acquises, plus les dépenses en immobilisations du premier semestre de 2008, déduction faite de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels. Se reporter à la rubrique 5.3, « Résultats d'exploitation consolidés – Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels », ainsi qu'à la rubrique 7.2, « Sorties liées aux activités d'investissement ».
Autres actifs					
Frais reportés	1 418,1	1 318,0	100,1	7,6 %	Concerne principalement la capitalisation des régimes de retraite, les rendements cumulés favorables des actifs des régimes et l'amortissement continu de l'actif transitoire des régimes de retraite.
Placements	32,4	38,9	(6,5)	(16,7) %	Principalement la valeur des actions d'Emergis acquises sur le marché libre en décembre 2007, qui ont été échangées lors de la conclusion de l'acquisition en janvier 2008, facteur neutralisé en partie par d'autres ventes, par des achats et par une réévaluation des placements.
Écart d'acquisition	3 540,4	3 168,0	372,4	11,8 %	Principalement les acquisitions d'Emergis et de Fastvibe conclues en janvier 2008.
Dette à long terme	5 512,3	4 583,5	928,8	20,3 %	Comprend l'émission, en avril 2008, de billets d'un montant de 500 millions de dollars d'une durée de sept ans, une augmentation de 212,8 millions de dollars de l'encours du papier commercial, des montants de 162,0 millions de dollars prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012, ainsi qu'une hausse de la valeur de conversion en dollars canadiens des billets libellés en dollars américains échéant en 2011.
Autres passifs à long terme	1 680,7	1 717,9	(37,2)	(2,2) %	Principalement des variations des taux de change du dollar américain et un ajustement de la juste valeur des passifs dérivés liés aux billets libellés en dollars américains échéant en 2011.
Impôts futurs	1 100,8	1 048,1	52,7	5,0 %	Augmentation des écarts temporaires des actifs et passifs à long terme, neutralisée en partie par une réévaluation découlant des réductions des taux d'imposition provinciaux futurs.
Part des actionnaires sans contrôle	22,0	25,9	(3,9)	(15,1) %	Principalement le versement de dividendes à un actionnaire sans contrôle par une filiale, déduction faite de la quote-part des actionnaires sans contrôle des bénéfices.
Capitaux propres					
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	6 994,4	6 926,2	68,2	1,0 %	Principalement un bénéfice net de 558 millions de dollars, moins les dividendes déclarés de 289,5 millions de dollars et le rachat de 199,2 millions de dollars d'actions dans le cadre des RCNA.

7. Situation de trésorerie et sources de financement

En 2008, le solde de l'encaisse et des placements temporaires a diminué de 3,4 millions de dollars au deuxième trimestre et il a augmenté de 25,8 millions de dollars au premier semestre.

En 2007, le solde de l'encaisse et des placements temporaires a diminué de 531,8 millions de dollars au deuxième trimestre et il a augmenté légèrement au premier semestre, en raison principalement du remboursement de billets d'un montant de 1,5 milliard de dollars qui sont venus à échéance le 1^{er} juin, lequel a été financé au moyen de l'émission de titres de créance d'un montant de 1 milliard de dollars au premier trimestre et de la mise en œuvre d'un programme de papier commercial au deuxième trimestre.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Rentrées liées aux activités d'exploitation	461,0	1 061,9	(56,6) %	1 086,2	1 522,5	(28,7) %
Sorties liées aux activités d'investissement	(436,7)	(477,8)	8,6 %	(1 437,1)	(870,1)	(65,2) %
(Sorties) rentrées liées aux activités de financement	(27,7)	(1 115,9)	97,5 %	376,7	(638,7)	n.s.
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des placements temporaires, montant net	(3,4)	(531,8)	99,4 %	25,8	13,7	88,3 %
Encaisse et placements temporaires, montant net, au début	49,1	534,0	(90,8) %	19,9	(11,5)	n.s.
Encaisse et placements temporaires, montant net, à la fin	45,7	2,2	n.s.	45,7	2,2	n.s.

7.1 Rentrées liées aux activités d'exploitation

Les rentrées liées aux activités d'exploitation ont diminué de 600,9 millions de dollars et de 436,3 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007, en raison principalement des variations suivantes :

- Une réduction du produit tiré des créances titrisées de 350 millions de dollars au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, comparativement à une augmentation de 350 millions de dollars au deuxième trimestre de 2007 et à un résultat inchangé au premier semestre de 2007. Les réductions des flux de trésorerie d'un exercice à l'autre qui découlent des variations des créances titrisées se sont élevées à 700 millions de dollars au deuxième trimestre et à 350 millions de dollars au premier semestre;
- La hausse du BAIIA de 33,0 millions de dollars et de 218,2 millions de dollars, respectivement, comme il est décrit à la rubrique 5.3, « Résultats d'exploitation consolidés »;
- L'augmentation de 19,0 millions de dollars de l'excédent de la charge sur les paiements au titre de la rémunération à base d'actions au deuxième trimestre, qui a contribué à la hausse du BAIIA au cours de ce trimestre;
- La baisse de 113,3 millions de dollars de l'excédent de la charge sur les paiements au titre de la rémunération à base d'actions au premier semestre, qui a neutralisé en partie la hausse du BAIIA au cours de ce semestre;
- La diminution des intérêts payés de 42,7 millions de dollars et de 21,3 millions de dollars, respectivement, qui tient aux activités de financement ayant réduit le taux d'intérêt effectif, déduction faite du remboursement de swaps de taux d'intérêt différés au premier trimestre de 2007;
- Les rentrées liées à la liquidation de placements à court terme se sont élevées à 116,0 millions de dollars et à 42,4 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport à environ 55 millions de dollars au deuxième trimestre et au premier semestre de 2007;
- Les autres variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, y compris la diminution des créditeurs et charges à payer pour le semestre terminé le 30 juin 2008.

7.2 Sorties liées aux activités d'investissement

Les sorties liées aux activités d'investissement ont diminué de 41,1 millions de dollars au deuxième trimestre de 2008 et ont augmenté de 567,0 millions de dollars au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. La diminution au cours du trimestre tient principalement à la réduction des dépenses en immobilisations.

L'augmentation au cours du semestre est imputable aux acquisitions effectuées pour un montant totalisant 691,3 millions de dollars, déduction faite des espèces acquises. Ce résultat a été neutralisé en partie par la diminution des dépenses en immobilisations, dont il est question plus en détail ci-après.

Les actifs en construction se chiffraient à 722,4 millions de dollars au 30 juin 2008, en hausse de 163,4 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2007. Cette hausse reflète l'augmentation des immobilisations corporelles en construction et les nouvelles phases du système de facturation et de service à la clientèle intégré.

Dépenses en immobilisations (en millions de dollars, sauf les ratios, qui sont présentés en %)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Secteur des services filaires	320,9	308,7	4,0 %	576,1	579,4	(0,6) %
Secteur des services sans fil	114,7	173,1	(33,7) %	179,2	284,3	(37,0) %
TELUS – données consolidées	435,6	481,8	(9,6) %	755,3	863,7	(12,6) %
Ratio d'intensité des dépenses en immobilisations ¹	18,2	21,6	(3,4) pts	15,9	19,5	(3,6) pts
BAIIA (ajusté) déduction faite des dépenses en immobilisations ²	481,7	404,6	19,1 %	1 111,7	960,5	15,7 %

1. L'intensité des dépenses en immobilisations est mesurée par la division des dépenses en immobilisations par les produits d'exploitation. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses en immobilisations avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.
2. Se reporter à la rubrique 11.1 pour le calcul et pour une description.

Le ratio d'intensité des dépenses en immobilisations consolidées au premier semestre de 2008 reflète le ratio d'intensité des dépenses en immobilisations du secteur des services filaires de 22 % (24 % à la période correspondante de 2007) et le ratio d'intensité des dépenses en immobilisations du secteur des services sans fil de 8 % (14 % à la période correspondante de 2007). Le BAIIA (ajusté) de TELUS, déduction faite des dépenses en immobilisations, a augmenté de 77,1 millions de dollars et de 151,2 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007, résultat qui tient principalement à la diminution des dépenses en immobilisations totales et à la hausse du BAIIA (ajusté) du secteur des services sans fil.

- Les dépenses en immobilisations du secteur des services filaires ont augmenté de 12,2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2008 et elles ont diminué de 3,3 millions de dollars au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. L'augmentation au deuxième trimestre tient principalement aux dépenses initiales visant à prendre en charge les nouvelles entreprises clientes. La diminution au premier semestre est en grande partie attribuable au déploiement de la technologie large bande à haute vitesse ADSL2+ en 2007, ainsi qu'à la baisse de la demande en 2008 visant l'accès au réseau découlant des activités de construction d'habitations à la baisse en Colombie-Britannique et en Alberta, facteurs neutralisés en partie par une augmentation des dépenses initiales visant à prendre en charge les nouvelles entreprises clientes. Les flux de trésorerie (BAIIA ajusté déduction faite des dépenses en immobilisations) du secteur des services filaires se sont chiffrés à 110,4 millions de dollars et à 302,7 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, soit une baisse de 11,8 % et de 7,9 % par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Cette baisse découle de la diminution du BAIIA (ajusté), ainsi que de la hausse des dépenses en immobilisations au deuxième trimestre.
- Les dépenses en immobilisations du secteur des services sans fil ont diminué de 58,4 millions de dollars et de 105,1 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Les dépenses en immobilisations étaient plus élevées en 2007 qu'en 2008 en raison des dépenses liées à la capacité et à la couverture des stations cellulaires, y compris les mises à niveau du réseau aux fins de la prestation du service EVDO RevA à vitesse plus élevée, ainsi que des dépenses engagées relativement à la mise en œuvre de la transférabilité des numéros de services sans fil en mars 2007. Les flux de trésorerie (BAIIA ajusté déduction faite des dépenses en immobilisations) du secteur des services sans fil se sont chiffrés à 371,3 millions de dollars et à 809,0 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, soit une hausse de 32,9 % et de 28,0 %, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2007, qui est attribuable à la réduction des dépenses en immobilisations et à la hausse du BAIIA ajusté.

Le 21 juillet, soit après la fin du trimestre, la société a acquis, à titre provisoire, 59 licences lors des enchères de spectre pour services sans fil tenues par Industrie Canada, pour un montant d'environ 880 millions de dollars qui devrait être pris en compte dans les dépenses en immobilisations au troisième trimestre. La société s'attend à verser les sommes dues relativement aux soumissions retenues au moyen de ses facilités de crédit et des fonds en caisse.

7.3 (Sorties) rentrées liées aux activités de financement

Les sorties nettes liées aux activités de financement ont reculé de 1 088,2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2008, par rapport à la période correspondante de 2007. Les rentrées nettes liées aux activités de financement ont augmenté de 1 015,4 millions de dollars au premier semestre de 2008, comparativement à la période correspondante de 2007. Les variations liées aux activités de financement s'établissent comme suit :

- Les dividendes en espèces versés se sont établis à 289,5 millions de dollars au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, et ils concernaient le dividende du premier trimestre versé le 1^{er} avril et le dividende du deuxième trimestre versé le 30 juin. Les dividendes en espèces versés au deuxième trimestre et au premier semestre de 2007 se sont établis à 125,0 millions de dollars et à 250,9 millions de dollars, respectivement. La hausse des dividendes versés au premier semestre reflète l'augmentation du taux de dividende trimestriel (45 cents par action en 2008, comparativement à 37,5 cents par action en 2007), neutralisée en partie par la diminution du nombre d'actions en circulation découlant des rachats d'actions dans le cadre des RCNA.
- Les rachats d'actions dans le cadre des RCNA ont diminué de 92,8 millions de dollars et de 171,0 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Un nombre moins élevé d'actions ont été rachetées moyennant un prix moyen plus faible.

L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités renouvelée par la société (la « quatrième offre ») est entrée en vigueur le 20 décembre 2007 et prendra fin le 19 décembre 2008. Au 30 juin 2008, la société avait racheté 12 % du nombre maximal de 8 millions d'actions ordinaires et 32 % du nombre maximal de 12 millions d'actions sans droit de vote qu'elle peut racheter en vertu de la quatrième offre. Depuis le 20 décembre 2004, TELUS a racheté 20,2 millions d'actions ordinaires et 37,4 millions d'actions sans droit de vote en vertu des quatre offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, pour un montant totalisant 2,7 milliards de dollars. Ces rachats sont conformes aux intentions de la société, qui visent à fournir un rendement du capital investi aux actionnaires.

Rachats d'actions à des fins d'annulation en vertu d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités

	Actions rachetées			Coût d'achat (en millions de dollars)		
	Actions ordinaires	Actions sans droit de vote	Total	Imputé au capital-actions ¹	Imputé aux bénéfices non répartis ²	Payé
2007 – Troisième offre						
Premier trimestre	1 975 000	1 530 000	3 505 000	57,8	142,9	200,7
Deuxième trimestre	330 000	2 367 300	2 697 300	55,0	114,5	169,5
Semestre terminé le 30 juin	2 305 000	3 897 300	6 202 300	112,8	257,4	370,2
2008 – Quatrième offre						
Premier trimestre	950 000	1 968 900	2 918 900	54,3	68,2	122,5
Deuxième trimestre	—	1 716 300	1 716 300	36,8	39,9	76,7
Semestre terminé le 30 juin	950 000	3 685 200	4 635 200	91,1	108,1	199,2

1. Représente la valeur comptable des actions rachetées

2. Représente le coût en sus de la valeur comptable des actions rachetées

- En avril 2008, la société a émis des billets de série CE libellés en dollars canadiens d'un montant de 500 millions de dollars portant intérêt à 5,95 %, moyennant un prix de 998,97 \$ pour chaque tranche de 1 000,00 \$ du capital. Ces billets arriveront à échéance en avril 2015. Le produit net de l'émission a été utilisé aux fins générales de la société, notamment le remboursement des montants empruntés au titre de la facilité de crédit renouvelable échéant en 2012, et pour refinancer les sources de financement à court terme, qui ont été utilisées en janvier pour l'achat des actions ordinaires alors émises et en circulation d'Emergis pour un montant de 743 millions de dollars aux fins de l'acquisition d'Emergis en janvier.

Les billets de série CE sont rachetables en totalité en tout temps ou en partie de temps à autre, au gré de la société, sur préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, à un prix de rachat égal au plus élevé de i) la valeur actuelle des billets, actualisée en fonction du taux de rendement du gouvernement du Canada majoré de 66 points de base ou de ii) 100 % du capital. De plus, les intérêts courus et impayés, s'il y a lieu, seront payés à la date fixée pour le rachat.

La société est tenue de faire une offre aux fins du rachat des billets de série CE, pour un prix égal à 101 % de leur montant en capital majoré des intérêts courus et impayés jusqu'à la date du rachat, advenant un événement entraînant un changement de contrôle tel qu'il est défini dans l'acte de fiducie supplémentaire.

- Au premier trimestre, la société a accru les montants prélevés au titre de la facilité bancaire échéant en 2012, les portant de néant à 320,9 millions de dollars, et elle a accru l'encours du papier commercial de 212,8 millions de dollars aux fins générales de la société, y compris les acquisitions conclues en janvier. Au cours du deuxième trimestre de 2008, la société a réduit les montants empruntés au titre de la facilité bancaire échéant en 2012, l'encours de cette facilité se chiffrant alors à 162,0 millions de dollars au 30 juin 2008. L'encours du papier commercial totalisait 800 millions de dollars au 30 juin, soit un résultat inchangé par rapport au 31 mars 2008.
- Au premier semestre de 2007, les activités de financement comprenaient l'émission, en mars, de billets de séries CC et CD d'un montant totalisant 1 milliard de dollars, la mise en place d'un programme de papier commercial en mai, et le remboursement de billets d'un montant d'environ 1,5 milliard de dollars échéant en juin. Ces activités ont contribué à la baisse du taux d'intérêt effectif dans les périodes ultérieures.
- Le 6 août 2008, le conseil d'administration a approuvé une hausse à l'égard du programme de papier commercial actuellement autorisé, lequel est passé de 800 millions de dollars à 1,2 milliard de dollars.

7.4 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement			
Au 30 juin ou pour les périodes de 12 mois terminées à cette date	2008	2007	Variation
Composantes des ratios d'endettement et de couverture¹ (en millions de dollars)			
Dette nette	6 644,4	6 239,7	404,7
Total des capitaux investis — valeur comptable	13 775,0	13 122,3	652,7
BAlIA excluant les coûts de restructuration	3 831,2	3 520,0	311,2
Montant net des intérêts débiteurs	419,0	495,0	(76,0)
Ratios d'endettement			
Dette à taux fixe en proportion du total de la dette (en %)	83,4	81,4	2 pts
Durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette (en années)	4,8	5,7	(0,9)
Dette nette/total des capitaux investis (en %) ¹	48,2	47,6	0,6 pt
Dette nette/BAlIA excluant les coûts de restructuration ¹	1,7	1,8	(0,1)
Ratios de couverture¹			
Couverture des intérêts sur la dette à long terme	4,7	3,8	0,9
Couverture des intérêts par le BAlIA excluant les coûts de restructuration	9,1	7,1	2,0
Autres mesures			
Flux de trésorerie disponibles (en millions de dollars) ²	1 812,8	1 399,5	413,3
Ratio de distribution ³ , excluant les ajustements liés aux impôts et l'option de règlement en espèces net liée aux options (en %)	52	48	4 pts
Ratio de distribution ³ (en %)	43	50	(7) pts

1. Se reporter à la rubrique 11.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».
2. Mesure pour la période de 12 mois. Se reporter à la rubrique 11.2, « Flux de trésorerie disponibles », pour la définition.
3. Mesure pour la période de 12 mois. Se reporter à la rubrique 11.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».

L'augmentation de la dette nette au 30 juin 2008 par rapport à l'exercice précédent est imputable à l'émission de titres de créance d'un montant de 500 millions de dollars en avril 2008, ainsi qu'à l'augmentation de l'encours du papier commercial et des montants empruntés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012, déduction faite du produit à la baisse tiré des créances titrisées et de la hausse du solde de trésorerie. Le total des capitaux investis a augmenté en raison de la hausse de la dette nette, des bénéfices non répartis et du cumul des autres éléments du résultat étendu, facteurs neutralisés en partie par la diminution du capital-actions découlant des rachats d'actions.

La durée moyenne à l'échéance de la dette était de 4,8 ans au 30 juin 2008, en baisse par rapport à 5,7 ans au 30 juin 2007, résultat qui tient à la plus courte durée moyenne à l'échéance de la dette à long terme, ainsi qu'à l'augmentation de l'encours du papier commercial et des montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012, résultats neutralisés en partie par l'émission, en avril 2008, de billets de série CE d'un montant de 500 millions de dollars et d'une durée de sept ans. La proportion des titres de créance qui portent intérêt à des taux fixes a augmenté en raison principalement de l'émission de billets en avril 2008, alors que l'augmentation de l'encours du papier commercial et des montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 a été neutralisée par une diminution du produit tiré des créances titrisées.

Par rapport à l'an dernier, le ratio de couverture des intérêts sur la dette à long terme a augmenté de 0,9, soit une augmentation de 0,6 découlant de la baisse des intérêts sur la dette à long terme, et une augmentation de 0,3, découlant de la hausse du bénéfice avant impôts et des intérêts sur la dette à long terme. Le ratio de couverture des intérêts par le BAlIA a augmenté de 2,0, soit une augmentation de 1,3 découlant de la diminution du montant net des intérêts débiteurs et une augmentation de 0,7 découlant de la hausse du BAlIA excluant les coûts de restructuration. Les flux de trésorerie disponibles pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2008 ont augmenté de 29,5 % par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient à la hausse des économies d'impôts et des intérêts créditeurs, à l'augmentation du BAlIA compte tenu des paiements au titre de la rémunération à base d'actions et de la restructuration, et à la baisse des intérêts payés et des dépenses en immobilisations.

La stratégie de la société vise à maintenir les politiques et les lignes directrices financières énoncées ci-après. La société estime que ces mesures ont atteint un niveau optimal et qu'elles lui permettent d'obtenir du financement à coût raisonnable en maintenant des cotes de crédit de BBB+ à A-, ou des cotes équivalentes.

Les lignes directrices et politiques financières à long terme de TELUS sont les suivantes :

- Ratio de la dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration entre 1,5 et 2,0 fois.
Le ratio s'établissait à 1,7 fois au 30 juin 2008, soit une baisse de 0,1 par rapport à l'exercice précédent; ce résultat tient au fait que l'augmentation de la dette nette a été largement neutralisée par l'amélioration du BAIIA excluant les coûts de restructuration sur 12 mois. Le ratio est demeuré dans la fourchette à long terme visée.
- Ratio de distribution de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles.
Le ratio calculé de manière à ne pas tenir compte des ajustements fiscaux favorables et de l'option de règlement en espèces net liée aux options dans le calcul des bénéfices pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2008 s'est établi à 52 %, comparativement à 48 % à l'exercice précédent. Les ratios ajustés sont davantage représentatifs du calcul des bénéfices prévisibles. Les ratios fondés sur les bénéfices réels se sont établis à 43 % et à 50 %, respectivement.

7.5 Facilités de crédit

Le 3 mars 2008, TELUS Corporation a conclu une nouvelle facilité de crédit de 700 millions de dollars et d'une durée de 364 jours auprès d'un groupe de banques canadiennes. Cette nouvelle facilité fournit des liquidités supplémentaires à TELUS et elle permet à la société de continuer à satisfaire à l'un de ses objectifs financiers, soit généralement le maintien de liquidités inutilisées d'au moins 1 milliard de dollars. Les ratios financiers que la société doit respecter en vertu de la nouvelle facilité sont dans l'ensemble les mêmes que ceux prévus par la facilité de crédit consortial de 2 milliards de dollars échéant en 2012, en vertu de laquelle l'emprunteur ne peut pas laisser son ratio de la dette nette sur les flux de trésorerie liés à l'exploitation dépasser 4:1, et son ratio des flux de trésorerie liés à l'exploitation sur les intérêts débiteurs être inférieur à 2:1, selon les définitions prévues dans chaque cas. La nouvelle facilité de crédit n'est pas garantie et elle porte intérêt au taux préférentiel canadien et au taux des acceptations bancaires canadiennes, plus les marges applicables.

Au 30 juin 2008, les liquidités disponibles de TELUS aux termes des facilités de crédit inutilisées se chiffraient à plus de 1,5 milliard de dollars, soit un montant qui s'aligne sur l'objectif de la société, lequel vise à faire en sorte que les liquidités disponibles s'élèvent à au moins 1 milliard de dollars.

Facilités de crédit de TELUS au 30 juin 2008

(en millions de dollars)	Échéance	Montant disponible	Montant utilisé	Lettres de crédit émises, mais non utilisées	Garantie liée au programme de papier commercial	Liquidités disponibles
Facilité renouvelable de cinq ans ¹	1 ^{er} mai 2012	2 000,0	(162,0)	(272,3)	(800,0)	765,7
Facilité renouvelable de 364 jours ²	2 mars 2009	700,0	—	—	—	700,0
Autres facilités bancaires	—	137,2	—	(65,5)	—	71,7
Total	—	2 837,2	(162,0)	(337,8)	(800,0)	1 537,4

1. Dollars canadiens ou équivalent des dollars américains.
2. Dollars canadiens uniquement.

Les facilités de crédit renouvelables de TELUS comportent les clauses restrictives habituelles. Celles-ci lui interdisent notamment de laisser son ratio de levier financier consolidé (dette sur le BAIIA sur 12 mois) dépasser 4:1 (environ 1,7:1 au 30 juin 2008) et de laisser son ratio de couverture consolidé (BAIIA sur intérêts débiteurs sur 12 mois) être inférieur à 2:1 (environ 9,1:1 au 30 juin 2008) à la fin d'un trimestre financier. Il y a certaines petites différences entre le calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture en vertu des conventions de crédit et le calcul de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de couverture des intérêts par le BAIIA. Les calculs n'ont jamais présenté de différences importantes. La réévaluation des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et de l'écart d'acquisition aux fins comptables n'a pas d'incidence sur les clauses restrictives. L'accès continu aux facilités de crédit de TELUS n'est pas assujéti au maintien par TELUS d'une cote de crédit en particulier.

7.6. Vente de créances

Le 26 juillet 2002, TELUS Communications Inc. (« TCI »), filiale en propriété exclusive de TELUS, a conclu une convention qui a été modifiée le 30 septembre 2002, le 1^{er} mars 2006, le 30 novembre 2006 et le 31 mars 2008 avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance liée à une grande banque de l'annexe I, aux termes de laquelle TCI est en mesure de vendre une participation dans certaines de ses créances, sous réserve d'un montant maximal de 650 millions de dollars. À la suite de la vente d'une participation dans certaines créances avec gestion intégrale, un passif lié à la gestion des créances vendues est constaté à la date de la vente puis est amorti dans l'état des résultats sur la durée de vie prévue des créances. La durée initiale de cette convention de titrisation à rechargement a été prorogée jusqu'au 17 juillet 2009 par suite de la modification effectuée le 31 mars 2008.

TCI doit maintenir une cote de crédit de DBRS Ltd. (« DBRS ») d'au moins BBB (faible), sinon la fiducie de titrisation pourrait exiger de freiner le programme de vente. Au 6 août 2008, la cote de crédit était plus élevée de trois niveaux, à savoir A (faible), que la cote devant être maintenue.

Solde du produit des créances titrisées (en millions de dollars)	30 juin 2008	31 mars 2008	31 déc. 2007	30 sept. 2007	30 juin 2007	31 mars 2007	31 déc. 2006	30 sept. 2006
	150,0	500,0	500,0	550,0	500,0	150,0	500,0	350,0

7.7 Cotes de crédit

Aucun changement n'a été apporté aux cotes de crédit de première qualité de la société dont il est fait mention dans le rapport de gestion annuel 2007 de TELUS. Le 27 mars 2008, DBRS a confirmé les cotes de crédit et la tendance attribuées à TELUS et à TCI, et le 7 avril, cette agence a attribué la cote A (faible) et une tendance stable à l'émission par TELUS de billets non garantis d'un montant de 500 millions de dollars et d'une durée de sept ans qui portent intérêt à 5,95 %. Le 2 avril, Moody's Investors Service (« Moody's ») a attribué la cote Baa1 et une perspective stable à la nouvelle émission de titres de créance de TELUS, et cette agence a confirmé la cote et la perspective identiques attribuées aux billets de premier rang non garantis en cours de TELUS. Le 3 avril, FitchRatings a attribué la cote BBB+ et une perspective stable à la nouvelle émission de titres de créance de TELUS. Standard and Poor's a attribué la cote BBB+ et une perspective stable aux nouveaux billets de série CE.

Sommaire des cotes de crédit	DBRS	S&P	Moody's	FitchRatings
Tendance ou perspective	Stable	Stable	Stable	Stable
TELUS Corporation				
Dette bancaire de premier rang	—	—	—	BBB+
Billets	A (faible)	BBB+	Baa1	BBB+
Papier commercial	R-1 (faible)	—	—	—
TELUS Communications Inc. (TCI)				
Déventures	A (faible)	BBB+	—	BBB+
Billets à moyen terme	A (faible)	BBB+	—	BBB+
Obligations hypothécaires de premier rang	A (faible)	A-	—	—

7.8 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels

Instruments financiers

Les instruments financiers de la société ainsi que la nature des risques auxquels ils pourraient être assujettis sont décrits dans le rapport de gestion annuel 2007 de la société. À compter de l'exercice 2008 de la société, les nouvelles recommandations de l'ICCA pour les informations à fournir sur les instruments financiers (chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*) s'appliquent à la société. Les nouvelles recommandations donnent lieu à des informations supplémentaires, par rapport aux informations présentées précédemment, l'accent devant être mis sur les risques liés aux instruments financiers constatés ou non constatés auxquels une entité est exposée au cours de la période et à la date de clôture, ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. Cette information est présentée à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires.

Engagements et passifs éventuels (note 18 des états financiers consolidés intermédiaires)

Comptes de report aux termes du régime de plafonnement des prix

Le 17 janvier 2008, le CRTC a publié la Décision de télécom CRTC 2008-1, intitulée « Utilisation des fonds des comptes de report pour améliorer l'accès des personnes handicapées aux services de télécommunication et pour l'expansion des services à large bande aux collectivités rurales et éloignées ». Cette décision approuvait l'utilisation par TELUS de son compte de report aux fins de l'expansion des services à large bande dans 119 collectivités rurales et éloignées additionnelles (cumulativement, 234 collectivités rurales et éloignées), et elle confirmait l'utilisation d'environ 5 % du solde du compte de report de la société aux fins de l'amélioration de l'accès des personnes handicapées aux services de télécommunication. La décision confirmait également que la tranche restante du solde cumulé du compte de report de TELUS serait remise sous forme de rabais à la clientèle des services locaux de résidence dans les zones autres que les zones de desserte à coût élevé.

Le 16 avril 2008, la société a présenté une requête au Cabinet fédéral, dans laquelle elle demande à ce dernier d'infirmier les dispositions de la Décision 2008-1 qui empêchent l'utilisation du reste des fonds du compte de report aux fins de l'expansion des services à large bande. Dans sa requête, la société demande également que soit modifiée la décision qui permet aux entreprises de services locaux titulaires de présenter des propositions additionnelles visant l'utilisation de l'intégralité du solde du compte de report pour procéder à l'expansion des services à large bande dans leurs zones de desserte respectives où il ne serait autrement pas rentable de procéder à cette expansion, sauf la tranche de 5 % du solde du compte de report devant servir à améliorer l'accès des personnes handicapées aux services de communications. Le 11 février 2008, Bell Canada a présenté à la Cour d'appel fédérale une demande visant à interjeter appel de la Décision 2008-1 et à suspendre cette décision. La suspension a été autorisée le 23 avril 2008 et elle s'applique aux conclusions à l'égard des rabais et de l'expansion des services à large bande dans la Décision 2008-1.

En janvier 2008, la Cour d'appel fédérale a instruit deux appels de la décision initiale du CRTC concernant l'utilisation des fonds des comptes de report (Décision 2006-9). L'Association des consommateurs du Canada et l'Organisation nationale anti-pauvreté avaient demandé à la Cour qu'elle ordonne la distribution des rabais à même les comptes de report aux consommateurs, plutôt que de permettre l'utilisation des comptes de report aux fins établies par le CRTC. Bell Canada a également appelé de cette décision en raison du motif selon lequel le CRTC avait excédé sa compétence en approuvant les rabais à même les comptes de report. Dans le cadre de cette instance, la Cour d'appel fédérale a également accueilli la requête de Bell Canada visant la suspension de la Décision 2006-9 du fait qu'elle nécessite l'utilisation des fonds des comptes de report pour toutes activités autres que l'amélioration de l'accessibilité des personnes handicapées aux services de communications. En mars 2008, la Cour d'appel fédérale a rejeté les deux appels. Le 6 mai 2008, TELUS a déposé une autorisation d'en appeler de la Décision 2006-9 auprès de la Cour suprême du Canada du fait qu'elle nécessite la distribution de rabais à même les fonds des comptes de report. La société a fait valoir que la Cour d'appel fédérale avait commis une erreur en confirmant l'autorité dont le CRTC s'était prévalu en ordonnant la distribution des rabais à même les fonds des comptes de report des ESLT. Bell Canada et des groupes de consommateurs ont également demandé à la Cour suprême l'autorisation d'appeler de la décision de la Cour d'appel fédérale, car ils allèguent que cette dernière a commis diverses erreurs de compétence.

Réclamations et poursuites

La société fait l'objet de diverses réclamations et poursuites visant des dommages-intérêts et d'autres compensations. La société ne peut à l'heure actuelle prévoir avec certitude l'issue de ces litiges. Cependant, la direction est d'avis, en vertu de l'évaluation juridique et selon l'information dont elle dispose actuellement, qu'il est improbable qu'un passif non couvert par les assurances ou autrement ait une incidence défavorable importante sur la situation financière consolidée de la société à l'exception de ce qui est décrit à la note 18 d) des états financiers consolidés intermédiaires et à la rubrique 10.3, « Litiges et questions d'ordre juridique ».

7.9 Information sur les actions en circulation

Le sommaire ci-après illustre le nombre d'actions en circulation de chaque catégorie de titres de participation au 30 juin 2008. De plus, le nombre total d'actions en circulation et pouvant être émises qui est présenté se fonde sur l'hypothèse selon laquelle toutes les options en cours, ainsi que les options qui n'ont pas encore été octroyées, mais pour lesquelles les actions sont détenues en réserve, ont été converties. Le nombre d'actions pouvant être émises au 31 juillet 2008 n'a pas varié de façon importante par rapport au 30 juin.

Actions en circulation (en millions d'actions)	Actions ordinaires	Actions sans droit de vote	Nombre total d'actions
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires			
Actions en circulation au 30 juin 2008	174,8	145,0	319,8 ¹
Options en cours et pouvant être émises ² au 30 juin 2008	0,4	15,4	15,8
	175,2	160,4	335,6

1. Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action, le nombre d'actions s'établissait à 322,0 millions pour le trimestre terminé le 30 juin 2008.

2. En supposant une conversion intégrale et sans tenir compte des prix d'exercice.

8. Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les conventions comptables

8.1 Estimations comptables critiques

Les estimations comptables critiques sont décrites à la *rubrique 8.1* du rapport de gestion annuel 2007 de TELUS. La préparation d'états financiers conformément aux PCGR exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges au cours de la période visée. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

8.2 Faits nouveaux concernant les conventions comptables (note 2 des états financiers consolidés intermédiaires)

Les conventions comptables sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés annuels 2007 de TELUS, sauf en ce qui concerne les faits nouveaux décrits ci-dessous.

Alignement avec les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »)

En 2006, le Conseil des normes comptables du Canada a ratifié un plan stratégique qui fera en sorte que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement alignés sur les Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (les « IFRS de l'IASB ») au cours d'une période de transition devant se terminer d'ici 2011. TELUS devra utiliser les normes convergentes dans la présentation de ses états financiers intermédiaires et annuels s'appliquant aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011, date à laquelle la société a décidé d'adopter ces normes.

Les PCGR du Canada seront entièrement alignés sur les IFRS de l'IASB au moyen d'une combinaison de deux méthodes : i) lorsque les projets conjoints de convergence courants du Financial Accounting Standards Board des États-Unis et de l'International Accounting Standards Board feront l'objet d'un accord, ils seront adoptés par le Conseil des normes comptables du Canada et pourront être appliqués au Canada avant la conversion complète aux IFRS de l'IASB par les entités ayant une obligation publique de rendre des comptes; ii) les normes n'étant pas assujetties au projet conjoint de convergence seront présentées dans leur ensemble au moment de la conversion complète aux IFRS de l'IASB par les entités ayant une obligation publique de rendre des comptes. La première méthode pourrait, ou pourra, faire en sorte que la société puisse, ou doive, aligner certaines conventions comptables sur les IFRS de l'IASB avant 2011.

L'International Accounting Standards Board a mis en œuvre des projets qui devraient donner lieu à de nouvelles prises de position qui se traduiront par des modifications des IFRS de l'IASB et, par conséquent, les IFRS de l'IASB en vigueur à la date de la conversion devraient différer des IFRS en vigueur à l'heure actuelle.

La société devra mener à bien plusieurs phases dans le cadre de la transition aux IFRS de l'IASB.

Phases de la mise en œuvre	Description et état
Évaluation initiale des incidences et délimitation de la portée	<p>Cette phase comprend la détermination des différences importantes entre les PCGR du Canada et les IFRS de l'IASB et qui sont pertinentes pour la situation particulière de la société.</p> <p>Selon les IFRS de l'IASB en vigueur à l'heure actuelle, cette phase a permis à la société de cerner un petit nombre de sujets susceptibles d'influer sur ses résultats financiers ou sur les efforts qu'elle déploie pour assurer le passage aux IFRS de l'IASB. L'IASB a mis en œuvre des activités qui pourraient entraîner, ou entraîneront, des modifications des IFRS de l'IASB, et ces modifications pourraient avoir, ou auront, des répercussions pour la société. La société évaluera ces modifications dans le cadre de la phase portant sur les principaux éléments.</p>
Principaux éléments	<p>Cette phase comprend la détermination, l'évaluation et la sélection des conventions comptables que la société doit aligner avec les IFRS de l'IASB. Cette phase porte de plus sur d'autres éléments opérationnels tels que les technologies de l'information, le contrôle interne à l'égard de l'information financière et la formation.</p> <p>La société procède actuellement à la détermination, à l'évaluation et à la sélection des conventions comptables qu'elle devra aligner avec les IFRS de l'IASB; la prise en compte des répercussions sur les éléments opérationnels tels que les technologies de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière fait partie intégrante de ce processus. Au cours du trimestre considéré, la société a mis en œuvre des activités de formation ciblées, qui ont permis de tirer parti des ressources internes et externes.</p> <p>Bien que l'évaluation initiale des incidences soit en cours et qu'elle se déroule conformément au plan établi, la société devra réaliser des progrès continus avant de pouvoir accroître, de manière prudente, la spécificité de l'information sur les différences entre les conventions comptables précédant et suivant l'adoption des IFRS de l'IASB.</p>
Incorporation	<p>Cette phase permettra d'incorporer les solutions dans le système financier et les processus sous-jacents de la société qui sont essentiels au passage aux IFRS de l'IASB.</p>

La société est tenue de présenter des informations qualitatives sur les incidences de la mise en œuvre corrélativement avec son information financière pour 2008 et 2009. À mesure que les activités progresseront, elle s'attend à devoir fournir davantage d'information sur les différences entre les conventions comptables précédant et suivant l'adoption des IFRS de l'IASB.

La société présentera ses résultats de l'exercice 2010 selon les PCGR du Canada en vigueur. Elle présentera également des informations supplémentaires sur cet exercice conformément aux IFRS de l'IASB. À cette fin, la société maintiendra en parallèle deux livres comptables en 2010, dont un sera conforme aux PCGR du Canada en vigueur, et l'autre, aux IFRS de l'IASB en vigueur.

Instruments financiers – informations à fournir et présentation

Dans le cadre des activités visant à modifier les PCGR du Canada et à les aligner sur les IFRS de l'IASB, les recommandations actuelles concernant les informations à fournir sur les instruments financiers ont été remplacées par de nouvelles recommandations (chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*), et les recommandations actuelles concernant la présentation des instruments financiers ont été maintenues sans aucune modification (chapitre 3863 du *Manuel de l'ICCA*).

À compter de l'exercice 2008 de la société, les nouvelles recommandations de l'ICCA pour les informations à fournir sur les instruments financiers s'appliquent à la société. Comme il est décrit dans la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires, les nouvelles recommandations donnent lieu à des informations supplémentaires, par rapport aux informations présentées précédemment, l'accent devant être mis sur les risques liés aux instruments financiers constatés ou non constatés auxquels une entité est exposée au cours de la période et à la date de clôture, ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. En vertu des dispositions transitoires, il n'est pas nécessaire de fournir certaines informations supplémentaires de manière comparative pour l'exercice au cours duquel les recommandations seront adoptées.

Stocks

Avec prise d'effet à l'exercice 2008 de la société, les nouvelles recommandations de l'ICCA sur la comptabilisation des stocks (chapitre 3031 du *Manuel de l'ICCA*), qui s'inscrivent dans le cadre du processus d'alignement avec les IFRS de l'IASB, s'appliquent à la société. Les nouvelles recommandations fournissent davantage de lignes directrices sur les exigences en matière d'évaluation des stocks et les informations à fournir à leur sujet; plus précisément, elles permettent la reprise de réductions de valeur effectuées antérieurement à la valeur nette de réalisation lorsque se produit une hausse subséquente de la valeur des stocks. Les résultats d'exploitation et la situation financière de la société ne sont pas touchés de façon importante par les nouvelles recommandations.

9. Indications pour l'exercice 2008

L'analyse qui suit est assujettie dans sa totalité à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion, à la *rubrique 10, « Risques et gestion des risques »*, du rapport de gestion annuel 2007 et du rapport de gestion du premier trimestre de 2008 de TELUS, ainsi qu'aux mises à jour présentées à la *rubrique 10* du présent rapport de gestion. La société a révisé ses indications pour l'exercice 2008. Les indications révisées pour l'exercice tiennent compte de la performance de la société au premier semestre de 2008, notamment la croissance élevée du nombre d'abonnés des services sans fil. Les indications révisées sont conformes aux politiques à long terme de la société concernant le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de distribution, tels qu'ils sont décrits à la *rubrique 7.4*.

Directives pour l'exercice 2008	Objectif initial	Indication révisée	Variation prévue par rapport à 2007
Chiffres consolidés			
Produits d'exploitation	9,6 G\$ à 9,8 G\$	9,675 G\$ à 9,825 G\$	7 % à 8 %
BAIIA ¹ (2007, ajusté) ²	3,8 G\$ à 3,95 G\$	3,8 G\$ à 3,9 G\$	1 % à 4 %
Bénéfice par action – de base (2007, ajusté) ³	3,50 \$ à 3,80 \$	3,50 \$ à 3,70 \$	(10) % à (15) %
Bénéfice par action – de base (2007, ajusté), excluant les incidences fiscales favorables	3,50 \$ à 3,80 \$	3,50 \$ à 3,70 \$	4 % à 10 %
Dépenses en immobilisations excluant les coûts au titre des enchères de spectre	Environ 1,9 G\$	Environ 1,9 G\$	7 %
Secteur des services filaires			
Produits d'exploitation (externes)	4,975 G\$ à 5,075 G\$	5,025 G\$ à 5,1 G\$	4 % à 6 %
BAIIA (2007, ajusté) ²	1,725 G\$ à 1,8 G\$	1,75 G\$ à 1,8 G\$	(4) % à (2) %
Secteur des services sans fil			
Produits d'exploitation (externes)	4,625 G\$ à 4,725 G\$	4,65 G\$ à 4,725 G\$	9 % à 11 %
BAIIA (2007, ajusté) ²	2,075 G\$ à 2,15 G\$	2,05 G\$ à 2,1 G\$	6 % à 9 %

1. Se reporter à la *rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) »*, pour la définition.
2. BAIIA de 2007 ajusté de manière à exclure une charge avant impôts supplémentaire de 168,7 millions de dollars comptabilisée relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005, dont une tranche de 145,1 millions de dollars s'applique au secteur des services filaires, et une tranche de 23,6 millions de dollars, au secteur des services sans fil.
3. Bénéfice par action de base de 2007 ajusté de manière à exclure une charge par action après impôts supplémentaire de 0,32 \$ comptabilisée relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

Les principales hypothèses suivantes ont été formulées lorsque les objectifs initiaux pour 2008 ont été annoncés, en décembre 2007. Les attentes au chapitre de la croissance du PIB et des taux d'imposition prévus par la loi ont été révisées, et les résultats réels ou prévus jusqu'à ce jour sont présentés ci-dessous :

Hypothèses liées aux objectifs initiaux pour 2008	Résultat réel jusqu'à ce jour ou attentes révisées pour 2008
Croissance estimative du PIB réel de 2,8 % au Canada et croissance supérieure à la moyenne en Alberta et en Colombie-Britannique	Dans le cadre de ses perspectives pour l'été, le Conference Board du Canada (le « CBC ») a publié des estimations révisées pour 2008 selon lesquelles le taux de croissance estimatif du PIB du Canada sera de 1,7 %, en baisse par rapport à l'estimation de 2,2 % fournie dans le cadre des perspectives pour le printemps. Selon ses perspectives pour le printemps publiées plus tôt cette année, le CBC prévoit une croissance supérieure à la normale en Alberta et en Colombie-Britannique.
Parité ou quasi-parité du dollar canadien et du dollar américain	Les taux de change de clôture du dollar canadien ont varié de 0,972 \$ US à 1,016 \$ US au cours du trimestre terminé le 30 juin 2008 (variation de 0,968 \$ US à 1,024 \$ US au premier semestre de 2008). Le taux de change de clôture moyen était d'environ 0,99 \$ US pour les deux périodes (source : Banque du Canada).
Concurrence accrue relativement aux services filaires, dans le marché résidentiel et le marché des affaires, particulièrement de la part de câblodistributeurs et d'entreprises offrant des services VoIP	Hypothèse confirmée par les facteurs suivants : i) un câblodistributeur concurrent dans l'ouest du pays a déclaré des ajouts nets importants des abonnés de son service Internet haute vitesse et de ses services téléphoniques pour son trimestre terminé en février 2008; ii) au cours de la période de 12 mois terminée le 30 juin 2008, TELUS a subi des pertes de 3,4 % des lignes d'accès au réseau.
Il est présumé que l'incidence de l'acquisition d'Emergis commencera à se faire sentir en mars 2008	L'opération a été conclue à la mi-janvier 2008, plutôt qu'au début de mars, et elle devrait avoir une faible incidence sur les objectifs de TELUS pour 2008.
Gain estimatif de 4,5 à 5 points de pourcentage pour l'exercice au titre de la pénétration du marché des services sans fil au Canada	Aucun changement
L'objectif relatif aux dépenses en immobilisations excluait explicitement les achats possibles de licences aux enchères relatives aux licences de spectre pour les SSFE	Aucun changement relatif aux indications concernant les dépenses en immobilisations, en excluant les coûts au titre des enchères de spectre. Les coûts relatifs aux enchères pour les SSFE que la société devrait comptabiliser au troisième trimestre se chiffreront à environ 880 millions de dollars.
Aucun nouveau venu ne devrait pénétrer le marché des services sans fil en 2008	Plusieurs nouveaux venus sur les marchés régionaux ont obtenu, à titre provisoire, des licences de spectre lors des enchères pour les SSFE ayant pris fin en juillet 2008, mais la société ne s'attend toutefois pas à ce que ceux-ci soient en mesure d'offrir des services avant 2009. Se reporter à la rubrique 10.1, « Réglementation ».
Comptabilisation de charges d'environ 50 millions de dollars au titre de la restructuration, compte tenu de l'intégration d'Emergis	L'hypothèse a été révisée et s'établit à environ 30 millions de dollars.
Taux d'imposition combiné prévu par la loi de 31 % à 32 %	La société s'attend à ce que le taux d'imposition combiné prévu par la loi soit d'environ 30,5 % à 31,5 %, en raison des modifications des taux d'imposition en vigueur en Colombie-Britannique.
Taux d'actualisation de 5,5 % (en hausse de 50 points de base par rapport à 2007) et rendement à long terme moyen prévu de 7,25 % au titre des régimes de retraite (inchangé par rapport à 2007)	Les hypothèses concernant la comptabilisation des régimes de retraite sont formulées au début de l'exercice.
Nombre moyen d'actions en circulation d'environ 320 millions (en baisse de 3,5 % par rapport à 331,7 millions en 2007)	Le nombre moyen d'actions en circulation s'est élevé à 322,3 millions au cours du semestre terminé le 30 juin 2008, soit un résultat en baisse de 3,9 % par rapport à la période correspondante de 2007, qui est conforme à l'hypothèse formulée pour l'ensemble de l'exercice.

10. Risques et gestion des risques

Les rubriques qui suivent résument les faits nouveaux liés à l'analyse des risques et de la gestion des risques présentée à la *rubrique 10* du rapport de gestion annuel 2007 et du rapport de gestion du premier trimestre de 2008 de TELUS.

10.1 Réglementation

Services sans fil évolués (« SSFE ») et autres enchères de spectre relatives à la bande de 2 GHz

Industrie Canada a tenu des enchères de spectre du 27 mai au 21 juillet 2008. Ces enchères comprenaient 90 MHz de spectre pour les SSFE dans les bandes de 1,7/2,1 GHz, dont 40 MHz ont été réservés pour les nouveaux venus. Le spectre visé par les enchères comprenait aussi 10 MHz pour l'extension de la bande pour le SCP et 5 MHz relativement à la bande de 1670 à 1675 MHz.

Conditions de licences : Le 29 février 2008, Industrie Canada a publié les règles régissant les enchères de spectre, dans un document intitulé « Conditions de licences concernant l'itinérance obligatoire, le partage des pylônes d'antennes et des emplacements ainsi que l'interdiction des emplacements exclusifs ». Les règles favorisent le maintien d'un modèle réglementaire fondé sur les installations et prévoient ce qui suit :

- les modalités de la licence entrent en vigueur à la fin des enchères;
- les nouveaux venus seront autorisés à bénéficier des services d'itinérance sur les réseaux des concurrents dans les zones pour lesquelles ils sont titulaires de licences, pour une période de cinq ans, et dans les zones autres que celles pour lesquelles ils sont titulaires de licences, pour une période de 10 ans, selon les modalités commerciales;
- les nouveaux venus seront autorisés à utiliser les pylônes d'antennes des entreprises titulaires selon les tarifs commerciaux (et sous réserve des disponibilités);
- les nouveaux venus doivent mettre en place des installations dans les zones pour lesquelles ils ont obtenu une licence de spectre (l'itinérance sur les réseaux des concurrents dans leurs propres zones ne sera pas permise tant que leurs propres réseaux ne seront pas mis en place);
- la conclusion d'ententes de revente des services des entreprises titulaires à l'extérieur des zones de couverture des nouveaux venus n'est pas obligatoire;
- un abonné ne peut pas se prévaloir de services d'itinérance, sauf s'il est déjà desservi par un autre réseau d'accès radio;
- les nouveaux venus ne peuvent pas utiliser les services d'itinérance aux termes des conventions d'itinérance internationales des entreprises titulaires;
- les services d'itinérance aux fins de la transmission de données doivent seulement être d'une qualité comparable à celle des services offerts par les nouveaux venus;
- les entreprises titulaires ne peuvent pas se prévaloir de l'itinérance obligatoire si elles détiennent des licences dans la zone de desserte;
- la période maximale allouée pour répondre aux demandes de partage des pylônes d'antennes et des emplacements est de 90 jours;
- advenant le cas où un différend se produirait entre les fournisseurs de services, un processus d'arbitrage exécutoire s'appliquera, et les arbitres seront sélectionnés à partir d'une liste de juges et d'avocats retraités.

Bien que TELUS ait acquis des licences de spectre supplémentaire afin de faciliter sa croissance à long terme, l'offre de licences de spectre pour les SSFE aux concurrents, l'itinérance obligatoire et les règles concernant le partage des pylônes d'antennes et des emplacements pourraient entraîner une intensification de la concurrence. Plusieurs nouveaux concurrents sur les marchés régionaux ont acquis des licences de spectre, comme il est décrit à la *rubrique 4.1*. La viabilité à long terme de tous les nouveaux venus sur le marché demeure incertaine en raison des coûts liés à l'établissement des réseaux et aux spectres, des conditions sur les marchés financiers et des restrictions aux investissements étrangers. La présence de nouveaux venus à l'échelle régionale pourrait avoir une incidence défavorable sur la part de marché future des entreprises titulaires qui fournissent des services sans fil telles que TELUS, ainsi que sur les tarifs liés aux services.

Société TELUS Communications (« STC ») – Frais d'accès au réseau (Décision de télécom 2008-33)

Vers la fin de 2007, STC a imposé aux abonnés des services interurbains de la société qui ne bénéficiaient pas d'un forfait (les abonnés du service interurbain de base) des frais mensuels de 2,95 \$ pour accéder au réseau. Les abonnés pouvaient se soustraire à ces frais en souscrivant gratuitement à un service de restriction d'accès à l'interurbain (assujetti à des frais d'annulation de 10 \$), ou à un service interurbain de STC.

Le 17 avril 2008, le CRTC a établi, dans la Décision 2008-33, que STC n'aurait pas dû imposer ces frais mensuels dans certains cas. En ce qui concerne les abonnés du service interurbain de base qui n'ont pas utilisé le réseau interurbain de STC durant la période en question, le CRTC estime que les frais d'accès au réseau équivalaient à une hausse non autorisée du tarif du service local de résidence. Le CRTC a ordonné à STC de rembourser les clients touchés ou de créditer leur compte en conséquence. Les abonnés du service interurbain de base qui ont utilisé le réseau interurbain de STC au cours d'un mois donné continuent à devoir payer les frais pour ce mois. Le CRTC a aussi ordonné que les clients qui ont souscrit à un service de restriction d'accès à l'interurbain depuis l'imposition par STC de frais d'accès au réseau interurbain, et qui désirent annuler ce service devraient pouvoir le faire gratuitement dans les trois mois à partir de la date de la décision, soit le 17 avril 2008.

La société est en train de configurer son système de facturation de manière qu'il tienne compte de ces frais uniquement dans les cas où les services interurbains ont été utilisés durant la période de service. La société a commencé à créditer les clients auxquels elle avait facturé des frais même si ces clients n'avaient utilisé aucun service interurbain. Les montants qui doivent être remboursés n'ont pas une incidence importante sur les résultats financiers de TELUS.

Autres décisions concernant l'abstention de la réglementation

En 2008, le CRTC continue à prendre des mesures relatives à l'abstention de la réglementation des services, particulièrement en ce qui concerne les services offerts dans des marchés concurrentiels. Les décisions récentes concernent notamment l'abstention au titre de la réglementation des services locaux dans certaines circonscriptions, des promotions et des services de liaison spécialisée intercirconscriptions haut débit sur certaines routes.

Services locaux de résidence et d'affaires : Au cours des sept premiers mois de 2008, le CRTC a approuvé les demandes d'abstention de la réglementation des services locaux de résidence présentées par TELUS et concernant 26 circonscriptions situées en Colombie-Britannique, en Alberta et dans l'est du Québec. Le CRTC a également déterminé que le critère de présence des concurrents n'avait pas été satisfait dans neuf circonscriptions situées dans l'est du Québec, et il a rejeté les demandes d'abstention de la réglementation dans ces collectivités. En juillet 2008, le CRTC a approuvé les demandes d'abstention de la réglementation des services locaux d'affaires présentées par TELUS et concernant les circonscriptions de Langley et de West Vancouver, en Colombie-Britannique, mais il a rejeté deux autres demandes concernant de plus petites circonscriptions. Jusqu'à présent, TELUS a reçu des approbations visant la déréglementation des services téléphoniques locaux de résidence dans les marchés couvrant environ 80 % de ses lignes résidentielles dans les zones de desserte autres que celles à coût élevé, et environ les deux tiers de ses lignes d'affaires.

Promotions des services filaires locaux de résidence et d'affaires dans les zones non visées par l'abstention : Le CRTC a décidé de s'abstenir de réglementer les promotions applicables aux services résidentiels et d'affaires offerts dans les zones non visées par l'abstention et qui répondent à trois critères. Ces critères sont les suivants : la durée totale des périodes d'abonnement et de rabais ne dépasse pas 12 mois; la période d'attente correspond à au moins la moitié de la durée totale des périodes d'abonnement et de rabais; il n'y a pas de promotions existantes ou récemment écoulées concernant les mêmes services tarifés ou services sous-jacents dans la même zone géographique.

Services de liaison spécialisée intercirconscriptions haut débit/services de données numériques : En mai 2008, par suite d'un examen semestriel, le CRTC a décidé de s'abstenir de réglementer les services de liaison spécialisée intercirconscriptions sur plus de 70 routes supplémentaires de TELUS, lorsque les critères de présence des concurrents sont satisfaits.

10.2 Risques liés aux processus

TELUS continue à mettre en œuvre de nouvelles phases du système de facturation et de service à la clientèle dans le secteur des services filaires. En 2007, TELUS a converti ses systèmes de service à la clientèle du secteur des services filaires en Alberta en un nouveau système de facturation et de service à la clientèle intégré. Des difficultés initiales liées à la mise en service du système ont réduit temporairement la capacité de traitement des commandes, ce qui a entraîné une augmentation du travail en retard au chapitre des installations et une hausse des coûts en ce qui concerne les ressources supplémentaires requises dans les centres d'appels pour maintenir les niveaux de service.

Fort de l'expérience acquise lors de la conversion d'un système effectuée en 2007, la société a amorcé un projet pilote touchant environ 150 000 abonnés des services résidentiels en Colombie-Britannique au deuxième trimestre de 2008. Elle a ensuite procédé à la conversion du système de facturation touchant plus de un million d'abonnés des services résidentiels en Colombie-Britannique à la mi-juillet. Bien que peu de temps se soit écoulé depuis la conversion, les fonctions de facturation et d'entrée des commandes ont produit les résultats prévus, et les niveaux de service n'ont pas été touchés de façon importante. Cependant, il n'existe aucune certitude que la société ne devra pas composer avec des problèmes liés au système de facturation au cours des prochains mois.

10.3 Litiges et questions d'ordre juridique

Recours collectif non autorisé : Le 26 juin 2008, un recours collectif a été intenté auprès de la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan. La poursuite allègue, entre autres, que les entreprises de télécommunications canadiennes, incluant la Société, n'ont pas fourni au public un avis approprié relativement aux frais liés au service 9-1-1 et qu'elles ont de façon trompeuse fait passer ces frais pour des frais gouvernementaux. Les plaignants cherchent à recouvrer des dommages directs et des dommages-intérêts exemplaires dont le montant est indéterminé. La Société évalue le bien-fondé de cette poursuite, mais la possibilité d'une responsabilité et l'importance d'une perte potentielle ne peuvent être déterminées pour l'instant de façon fiable.

11. Rapprochement des mesures non définies par les PCGR et définitions

11.1 Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »)

TELUS présente le BAIIA et fournit des indications à ce sujet parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses unités et secteurs d'exploitation ainsi que la performance de la société. Le BAIIA est aussi utilisé pour déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt — se reporter à la rubrique 11.4, « BAIIA excluant les coûts de restructuration ». Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs recourent largement en tant qu'indicateur du rendement d'exploitation d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation. De plus, la société croit que le BAIIA permet aux investisseurs de comparer plus facilement le rendement d'une entreprise de façon continue sans égard à l'amortissement, lequel est de nature hors trésorerie et peut varier considérablement selon les méthodes comptables utilisées ou en raison de facteurs hors exploitation, comme le coût historique.

Le BAIIA n'est pas une mesure fondée sur les PCGR du Canada ni des États-Unis et ne doit pas être substitué au bénéfice d'exploitation ou au bénéfice net comme mesure du rendement de la société ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie, car il ne tient pas compte des effets de la croissance du fonds de roulement, des dépenses en immobilisations, de la réduction du capital de la dette ni d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les états consolidés des flux de trésorerie. Les investisseurs sont invités à examiner attentivement les éléments entrant dans le calcul du BAIIA de TELUS. Si le BAIIA est indiqué aux présentes afin de permettre une analyse comparative plus exhaustive du rendement de la société et de sa capacité d'assurer le service de sa dette comparativement à d'autres sociétés, il convient de rappeler que cet indicateur, tel qu'il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder en tout point avec le BAIIA présenté par d'autres sociétés.

Le tableau suivant illustre le rapprochement du BAIIA avec le bénéfice net et le bénéfice d'exploitation. Le BAIIA (ajusté) exclut une charge constatée relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. Le BAIIA (ajusté) est régulièrement communiqué au principal responsable de l'exploitation.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	30 juin	30 juin	30 juin	30 juin
	2008	2007	2008	2007
Bénéfice net	267,0	253,1	558,0	447,9
Autres charges (produits)	2,4	18,5	19,2	22,3
Coûts de financement	114,3	127,2	223,7	244,8
Impôts sur les bénéfices	113,5	93,7	222,9	173,0
Part des actionnaires sans contrôle	0,9	1,3	1,7	2,8
Bénéfice d'exploitation	498,1	493,8	1 025,5	890,8
Amortissement des immobilisations corporelles	343,5	318,3	689,2	636,0
Amortissement des actifs incorporels	76,0	72,5	152,4	122,1
BAIIA	917,6	884,6	1 867,1	1 648,9
(Recouvrement) charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	(0,3)	1,8	(0,1)	175,3
BAIIA (ajusté)	917,3	886,4	1 867,0	1 824,2

En plus du BAIIA, TELUS calcule le BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations, comme une simple approximation des flux de trésorerie consolidés dans ses deux secteurs isolables. Le BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations, peut être utilisé à des fins de comparaison avec les résultats présentés par les autres sociétés de télécommunications au fil du temps, et il est assujéti aux questions possibles de comparabilité du BAIIA décrites précédemment.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	30 juin		30 juin	
	2008	2007	2008	2007
BAIIA	917,6	884,6	1 867,1	1 648,9
Dépenses en immobilisations	(435,6)	(481,8)	(755,3)	(863,7)
BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations	482,0	402,8	1 111,8	785,2
(Recouvrement) charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	(0,3)	1,8	(0,1)	175,3
BAIIA (ajusté), déduction faite des dépenses en immobilisations	481,7	404,6	1 111,7	960,5

11.2 Flux de trésorerie disponibles

TELUS présente les flux de trésorerie disponibles parce qu'ils constituent une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de la société. Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations du fonds de roulement ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les états consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles ne sont pas une mesure fondée sur les PCGR du Canada ni des États-Unis et ne doivent pas être substitués aux états consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure qui peut être utilisée pour évaluer la performance de TELUS au fil des ans. Il convient de rappeler aux investisseurs que cet indicateur, tel qu'il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder en tout point avec les flux de trésorerie disponibles présentés par d'autres sociétés. Bien que la mesure fondée sur les PCGR la plus semblable soit les rentrées liées aux activités d'exploitation moins les sorties liées aux activités d'investissement, les flux de trésorerie disponibles sont considérés comme une mesure pertinente, car ils fournissent une estimation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation qui sont disponibles après les dépenses en immobilisations, mais avant les acquisitions, le produit tiré des actifs cédés et les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients, qui peuvent être grandement faussées par les changements dans la titrisation qui ne reflètent pas les résultats d'exploitation, et les comptes fournisseurs).

Le tableau suivant illustre le rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des rentrées liées aux activités d'exploitation moins les sorties liées aux activités d'investissement :

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	30 juin		30 juin	
	2008	2007	2008	2007
Rentrées liées aux activités d'exploitation	461,0	1 061,9	1 086,2	1 522,5
(Sorties) liées aux activités d'investissement	(436,7)	(477,8)	(1 437,1)	(870,1)
	24,3	584,1	(350,9)	652,4
Montant net des charges des régimes à prestations déterminées des salariés	24,6	21,0	49,5	45,0
Cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés	24,3	14,7	51,3	48,6
Amortissement des gains reportés sur la cession-bail de bâtiments, amortissement des frais reportés et autres, montant net	4,5	(4,3)	5,6	4,8
Réduction (augmentation) des créances titrisées	350,0	(350,0)	350,0	—
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, sauf la variation des impôts payés (recouvrés), des intérêts payés (reçus) et des créances titrisées, et autres éléments	(126,5)	(99,8)	94,8	(114,7)
Acquisitions	4,4	—	691,3	—
Produit de la cession de propriétés et d'autres actifs	(3,3)	(1,3)	(3,3)	(1,3)
Autres activités d'investissement	—	(2,7)	(6,2)	7,7
Flux de trésorerie disponibles	302,3	161,7	882,1	642,5

Le tableau suivant illustre le calcul des flux de trésorerie disponibles effectué par la direction.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	30 juin		30 juin	
	2008	2007	2008	2007
BAIIA	917,6	884,6	1 867,1	1 648,9
Coûts de restructuration, déduction faite des versements en espèces	(1,5)	(7,3)	(4,7)	(24,3)
Rémunération à base d'actions	10,1	(8,9)	16,4	129,7
Dons de bienfaisance et charge liée à la titrisation de créances compris dans les autres charges	(7,3)	(9,1)	(17,1)	(18,4)
Intérêts en espèces payés	(175,8)	(218,5)	(220,8)	(242,1)
Intérêts en espèces reçus	0,7	5,6	2,0	7,5
Impôts reçus (payés), déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement reçus qui étaient inscrits auparavant dans le BAIIA ou dans les dépenses en immobilisations, et autres	(5,9)	(2,9)	(5,5)	4,9
Dépenses en immobilisations	(435,6)	(481,8)	(755,3)	(863,7)
Flux de trésorerie disponibles	302,3	161,7	882,1	642,5

11.3 Définition des indicateurs clés de l'exploitation — services sans fil

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement de l'exploitation d'une société de services sans fil.

Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels

Nombre, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période. Les PMAA tirés des services de transmission de données sont une composante des PMAA calculée sur la même base que celle des produits tirés de services tels que les services de messagerie textuelle, l'informatique mobile, les assistants numériques, les navigateurs Internet et les téléchargements à la carte.

Taux de désabonnement, par mois

Nombre d'appareils d'abonnés débranchés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. Un abonné des services prépayés est débranché lorsqu'il n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration de la carte prépayée.

Frais d'acquisition

Montant total au titre du financement des appareils, des commissions ainsi que des frais de publicité et de promotion qu'il faut déboursier pour l'acquisition initiale des abonnés au cours d'une période donnée. Tels qu'ils sont définis, les frais d'acquisition excluent les frais engagés pour conserver les abonnés existants (frais de fidélisation).

Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné

Frais d'acquisition divisés par les ajouts bruts d'abonnés au cours de la période.

BAIIA excluant les frais d'acquisition

Mesure de la rentabilité de l'exploitation normalisée en fonction des coûts inhérents à l'ajout de clients au cours de la période.

Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau

Coûts directs liés aux activités de marketing et aux promotions visant à fidéliser les abonnés existants, divisés par les produits tirés des services de réseau.

11.4 Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Ratio de distribution

Dividendes déclarés par action du trimestre le plus récent, multipliés par quatre et divisés par le bénéfice de base par action sur 12 mois. L'indication visée est un ratio de distribution annuel, sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles.

BAIIA excluant les coûts de restructuration

Le BAIIA excluant les coûts de restructuration sert à calculer le ratio dette nette/BAIIA et la couverture des intérêts par le BAIIA, conformément au calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture prévus par les clauses restrictives des facilités de crédit. Les coûts de restructuration se sont établis à 23,7 millions de dollars et à 28,3 millions de dollars, respectivement, pour les périodes de 12 mois terminées les 30 juin 2008 et 2007.

Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration

BAIIA excluant les coûts de restructuration divisé par le montant net des intérêts débiteurs. Cette mesure est essentiellement identique au ratio de couverture prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS.

Couverture des intérêts sur la dette à long terme

Mesure sur 12 mois du bénéfice net avant les intérêts débiteurs sur la dette à long terme et les impôts sur les bénéfices divisé par les intérêts débiteurs sur la dette à long terme.

Dettes nettes

La dette nette est une mesure non définie par les PCGR; la mesure définie par les PCGR qui s'en rapproche le plus est la somme de la dette à long terme, y compris la tranche à court terme de la dette à long terme. Le tableau qui suit présente le rapprochement de ces deux mesures. La dette nette est un élément d'un ratio servant à déterminer la conformité aux clauses restrictives s'appliquant à la dette. (Se reporter à la description du ratio de la dette nette sur le BAIIA présentée ci-dessous.)

(en millions de dollars)	Aux 30 juin	
	2008	2007
Dettes à long terme, y compris la tranche à court terme	5 518,8	4 806,9
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	30,8	32,5
Passif dérivé	1 137,0	1 081,8
Cumul des autres éléments du résultat étendu découlant des instruments financiers utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change liés à la dette libellée en dollars américains	(146,5)	(179,3)
Encaisse et placements temporaires	(45,7)	(2,2)
Produits des créances titrisées	150,0	500,0
Dettes nettes	6 644,4	6 239,7

Le passif dérivé figurant dans le tableau ci-dessus se rapporte à des swaps de devises qui ont pour effet de convertir en dollars canadiens les obligations de remboursement du capital et de paiement des intérêts et il porte sur la débenture de 1 925,0 millions de dollars US échéant le 1^{er} juin 2011. La direction estime que la dette nette est une mesure utile, car elle tient compte de l'incidence du taux de change sur les swaps de devises conclus qui fixent la valeur de la dette libellée en dollars américains et parce qu'elle représente le montant des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couvertes par l'encaisse et les placements temporaires disponibles.

Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration

Dettes nettes à la fin de la période divisées par le BAIIA excluant les coûts de restructuration sur 12 mois. L'indication de TELUS pour le ratio dette/BAIIA se situe dans une fourchette de 1,5 à 2,0 fois. Normalement, cette mesure est essentiellement identique au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS.

Ratio dette nette/total des capitaux investis

Estimation de la proportion de la dette utilisée dans la structure financière de la société.

Montant net des intérêts débiteurs

Montant net des coûts de financement avant les gains liés au rachat et au remboursement de la dette, calculé sur 12 mois. Aucun gain lié au rachat ni au remboursement de la dette n'a été comptabilisé au cours des périodes respectives. Les pertes constatées au titre du remboursement de la dette à long terme sont incluses dans le montant net des intérêts débiteurs. Les montants nets des intérêts débiteurs pour les périodes de 12 mois terminées les 30 juin 2008 et 2007 sont équivalents aux coûts de financement trimestriels comptabilisés au cours de ces périodes.

Total des capitaux investis — valeur comptable

Ce total exclut le cumul des autres éléments du résultat étendu et il est calculé de la façon suivante :

(en millions de dollars)	Aux 30 juin	
	2008	2007
Dettes à long terme	6 644,4	6 239,7
Part des actionnaires sans contrôle	22,0	22,1
Capitaux propres	6 994,4	6 734,7
Cumul des autres éléments du résultat étendu	114,2	125,8
Total des capitaux investis — valeur comptable	13 775,0	13 122,3

TELUS Corporation

États consolidés intermédiaires des résultats et des autres éléments du résultat étendu

(non vérifié)

Périodes terminées les 30 juin (en millions, sauf les montants par action)	Trimestre		Semestre	
	2008	2007	2008	2007
PRODUITS D'EXPLOITATION	2 398,7 \$	2 228,1 \$	4 749,3 \$	4 433,7 \$
CHARGES D'EXPLOITATION				
Exploitation	1 476,6	1 340,3	2 871,0	2 776,9
Coûts de restructuration	4,5	3,2	11,2	7,9
Amortissement des immobilisations corporelles	343,5	318,3	689,2	636,0
Amortissement des actifs incorporels	76,0	72,5	152,4	122,1
	1 900,6	1 734,3	3 723,8	3 542,9
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	498,1	493,8	1 025,5	890,8
Autres charges, montant net	2,4	18,5	19,2	22,3
Coûts de financement	114,3	127,2	223,7	244,8
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	381,4	348,1	782,6	623,7
Impôts sur les bénéfices	113,5	93,7	222,9	173,0
Part des actionnaires sans contrôle	0,9	1,3	1,7	2,8
BÉNÉFICE NET ET BÉNÉFICE AFFÉRENT AUX ACTIONS ORDINAIRES ET AUX ACTIONS SANS DROIT DE VOTE	267,0	253,1	558,0	447,9
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU				
Variation de la juste valeur non réalisée des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	(13,8)	27,9	(10,3)	55,8
Écart de conversion découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(2,3)	(6,2)	(3,9)	(3,8)
Variation de la juste valeur non réalisée d'actifs financiers disponibles à la vente	4,6	(0,1)	3,5	(0,1)
	(11,5)	21,6	(10,7)	51,9
RÉSULTAT ÉTENDU	255,5 \$	274,7 \$	547,3 \$	499,8 \$
BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE				
– De base	0,83 \$	0,76 \$	1,73 \$	1,34 \$
– Dilué	0,83 \$	0,75 \$	1,72 \$	1,32 \$
DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE	0,45 \$	0,375 \$	0,90 \$	0,75 \$
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D'ACTIONS ORDINAIRES ET D'ACTIONS SANS DROIT DE VOTE EN CIRCULATION				
– De base	321,0	333,5	322,3	335,3
– Dilué	322,0	336,9	323,7	338,3

TELUS Corporation

Bilans consolidés intermédiaires

(non vérifié)

(en millions)	Au 30 juin 2008	Au 31 décembre 2007
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse et placements temporaires, montant net	45,7 \$	19,9 \$
Placements à court terme	—	42,4
Débiteurs	1 007,4	710,9
Impôts sur les bénéficiaires et autres impôts à recevoir	80,4	120,9
Stocks	262,5	243,3
Frais payés d'avance et autres	295,0	199,5
Actifs dérivés	5,1	3,8
	1 696,1	1 340,7
Immobilisations, montant net		
Immobilisations corporelles et autres	7 124,0	7 196,1
Actifs incorporels amortissables	1 288,9	959,4
Actifs incorporels à durée de vie indéfinie	2 966,5	2 966,5
	11 379,4	11 122,0
Autres actifs		
Frais reportés	1 418,1	1 318,0
Placements	32,4	38,9
Écart d'acquisition	3 540,4	3 168,0
	4 990,9	4 524,9
	18 066,4 \$	16 987,6 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	1 384,7 \$	1 476,6 \$
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à payer	11,8	7,3
Créditeurs et charges à payer à l'égard de la restructuration	30,2	34,9
Facturation par anticipation et dépôts de clients	634,7	631,6
Tranche à court terme de la dette à long terme	6,5	5,4
Tranche à court terme des passifs dérivés	50,0	26,6
Tranche à court terme des impôts futurs	638,3	503,6
	2 756,2	2 686,0
Dette à long terme	5 512,3	4 583,5
Autres passifs à long terme	1 680,7	1 717,9
Impôts futurs	1 100,8	1 048,1
Part des actionnaires sans contrôle	22,0	25,9
Capitaux propres	6 994,4	6 926,2
	18 066,4 \$	16 987,6 \$

États consolidés intermédiaires des flux de trésorerie

(non vérifié)

Périodes terminées les 30 juin (en millions)	Trimestre		Semestre	
	2008	2007	2008	2007
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net	267,0 \$	253,1 \$	558,0 \$	447,9 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des rentrées liées aux activités d'exploitation :				
Amortissement	419,5	390,8	841,6	758,1
Impôts futurs	179,2	92,5	176,9	170,7
Rémunération à base d'actions	10,1	(8,9)	16,4	129,7
Montant net des charges des régimes à prestations déterminées des salariés	(24,6)	(21,0)	(49,5)	(45,0)
Cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés	(24,3)	(14,7)	(51,3)	(48,6)
Coûts de restructuration, déduction faite des versements en espèces	(1,5)	(7,3)	(4,7)	(24,3)
Amortissement des gains reportés sur les opérations de cession-bail de bâtiments, amortissement des frais reportés et autres, montant net	(4,5)	4,3	(5,6)	(4,8)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(359,9)	373,1	(395,6)	138,8
Rentrées liées aux activités d'exploitation	461,0	1 061,9	1 086,2	1 522,5
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Dépenses en immobilisations	(435,6)	(481,8)	(755,3)	(863,7)
Acquisitions	(4,4)	—	(691,3)	—
Produit de la vente de propriétés et d'autres actifs	3,3	1,3	3,3	1,3
Variation des matériaux et fournitures de longue durée, acquisition de placements et autres	—	2,7	6,2	(7,7)
Sorties liées aux activités d'investissement	(436,7)	(477,8)	(1 437,1)	(870,1)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Émission d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote	0,2	0,2	0,3	0,6
Dividendes aux actionnaires	(289,5)	(125,0)	(289,5)	(250,9)
Achat d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote pour annulation	(76,7)	(169,5)	(199,2)	(370,2)
Émission de titres de créance à long terme	2 862,0	993,8	6 574,3	2 091,6
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(2 523,7)	(1 811,1)	(5 704,6)	(2 104,6)
Dividendes versés par une filiale à des actionnaires sans contrôle	—	(4,3)	(4,6)	(4,3)
Autres	—	—	—	(0,9)
Rentrées (sorties) liées aux activités de financement	(27,7)	(1 115,9)	376,7	(638,7)
SITUATION DE TRÉSORERIE				
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des placements temporaires, montant net	(3,4)	(531,8)	25,8	13,7
Encaisse et placements temporaires, montant net au début	49,1	534,0	19,9	(11,5)
Encaisse et placements temporaires, montant net à la fin	45,7 \$	2,2 \$	45,7 \$	2,2 \$
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE				
Intérêts (versés)	(175,8) \$	(218,5) \$	(220,8) \$	(242,1) \$
Intérêts reçus	0,7 \$	5,6 \$	2,0 \$	7,5 \$
Impôts sur les bénéfices (y compris les crédits d'impôt à l'investissement) (payés) reçus, montant net	(5,9) \$	(3,6) \$	(6,6) \$	2,6 \$

TELUS Corporation
Information sectorielle

(non vérifié)

Trimestres terminés les 30 juin (en millions)	Services filaires		Services sans fil		Éliminations		Chiffres consolidés		
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	
Produits d'exploitation									
Produits externes	1 256,3 \$	1 180,1 \$	1 142,4	1 048,0 \$	— \$	— \$	2 398,7 \$	2 228,1 \$	
Produits intersectoriels	32,3	28,7	7,2	6,7	(39,5)	(35,4)	—	—	
	1 288,6	1 208,8	1 149,6	1 054,7	(39,5)	(35,4)	2 398,7	2 228,1	
Charges d'exploitation									
Charges d'exploitation	851,9	772,1	664,2	603,6	(39,5)	(35,4)	1 476,6	1 340,3	
Coûts de restructuration	4,1	2,8	0,4	0,4	—	—	4,5	3,2	
	856,0	774,9	664,6	604,0	(39,5)	(35,4)	1 481,1	1 343,5	
BAIIA ¹	432,6 \$	433,9 \$	485,0	450,7 \$	— \$	— \$	917,6 \$	884,6 \$	
Dépenses en immobilisations totales	320,9 \$	308,7 \$	114,7	173,1 \$	— \$	— \$	435,6 \$	481,8 \$	
BAIIA, moins les dépenses en immobilisations totales	111,7 \$	125,2 \$	370,3	277,6 \$	— \$	— \$	482,0 \$	402,8 \$	
Charges d'exploitation (données ajustées) ²									
Charges d'exploitation (données ajustées) ²	853,2	772,1	663,2	601,8	(39,5)	(35,4)	1 476,9	1 338,5	
Coûts de restructuration	4,1	2,8	0,4	0,4	—	—	4,5	3,2	
	857,3	774,9	663,6	602,2	(39,5)	(35,4)	1 481,4	1 341,7	
BAIIA (données ajustées) ²	431,3 \$	433,9 \$	486,0	452,5 \$	— \$	— \$	917,3 \$	886,4 \$	
Dépenses en immobilisations totales	320,9 \$	308,7 \$	114,7	173,1 \$	— \$	— \$	435,6 \$	481,8 \$	
BAIIA (données ajustées), moins les dépenses en immobilisations totales	110,4 \$	125,2 \$	371,3 \$	279,4 \$	— \$	— \$	481,7 \$	404,6 \$	
							BAIIA (données ajustées)	917,3 \$	886,4 \$
							Charge supplémentaire ²	(0,3)	1,8
							BAIIA	917,6	884,6
							Amortissement des immobilisations corporelles	343,5	318,3
							Amortissement des actifs incorporels	76,0	72,5
							Bénéfice d'exploitation	498,1	493,8
							Autres charges, montant net	2,4	18,5
							Coûts de financement	114,3	127,2
							Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	381,4	348,1
							Impôts sur les bénéfices	113,5	93,7
							Part des actionnaires sans contrôle	0,9	1,3
							Bénéfice net	267,0 \$	253,1 \$

1. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (le « BAIIA ») est une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon la définition de la société, le BAIIA correspond aux produits d'exploitation diminués des charges d'exploitation ainsi que des coûts de restructuration. La société a publié des indications au sujet du BAIIA et l'inclut dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses secteurs d'exploitation et qu'il sert à déterminer si la société respecte certaines clauses restrictives de ses conventions d'emprunt.
2. La presque totalité des attributions d'options sur actions de la société qui avaient été octroyées avant le 1^{er} janvier 2005 et qui étaient en cours au 1^{er} janvier 2007 ont été modifiées par l'ajout d'une option de règlement en espèces net; cette modification a donné lieu à une charge (une économie) supplémentaire de (0,3) \$ (1,8 \$ en 2007) au titre de l'exploitation et elle ne s'est pas traduite par une sortie de fonds immédiate. En ce qui a trait aux résultats de 2008 et de 2007 fournis au principal responsable de l'exploitation de la société, les charges d'exploitation et le BAIIA sont présentés avec et sans l'incidence de cette modification.

TELUS Corporation
Information sectorielle

(non vérifié)

Semestres terminés les 30 juin (en millions)	Services filaires		Services sans fil		Éliminations		Chiffres consolidés		
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	
Produits d'exploitation									
Produits externes	2 506,9 \$	2 385,7 \$	2 242,4 \$	2 048,0 \$	— \$	— \$	4 749,3 \$	4 433,7 \$	
Produits intersectoriels	63,1	53,8	14,2	13,0	(77,3)	(66,8)	—	—	
	2 570,0	2 439,5	2 256,6	2 061,0	(77,3)	(66,8)	4 749,3	4 433,7	
Charges d'exploitation									
Charges d'exploitation	1 679,9	1 677,5	1 268,4	1 166,2	(77,3)	(66,8)	2 871,0	2 776,9	
Coûts de restructuration	10,6	7,2	0,6	0,7	—	—	11,2	7,9	
	1 690,5	1 684,7	1 269,0	1 166,9	(77,3)	(66,8)	2 882,2	2 784,8	
BAlIA ¹	879,5 \$	754,8 \$	987,6 \$	894,1 \$	— \$	— \$	1 867,1 \$	1 648,9 \$	
Dépenses en immobilisations totales	576,1 \$	579,4 \$	179,2 \$	284,3 \$	— \$	— \$	755,3 \$	863,7 \$	
BAlIA, moins les dépenses en immobilisations totales	303,4 \$	175,4 \$	808,4 \$	609,8 \$	— \$	— \$	1 111,8 \$	785,2 \$	
Charges d'exploitation (données ajustées)²									
Charges d'exploitation (données ajustées) ²	1 680,6	1 524,4	1 267,8	1 144,0	(77,3)	(66,8)	2 871,1	2 601,6	
Coûts de restructuration	10,6	7,2	0,6	0,7	—	—	11,2	7,9	
	1 691,2	1 531,6	1 268,4	1 144,7	(77,3)	(66,8)	2 882,3	2 609,5	
BAlIA (données ajustées) ²	878,8 \$	907,9 \$	988,2 \$	916,3 \$	— \$	— \$	1 867,0 \$	1 824,2 \$	
Dépenses en immobilisations totales	576,1 \$	579,4 \$	179,2 \$	284,3 \$	— \$	— \$	755,3 \$	863,7 \$	
BAlIA (données ajustées), moins les dépenses en immobilisations totales	302,7 \$	328,5 \$	809,0 \$	632,0 \$	— \$	— \$	1 111,7 \$	960,5 \$	
							BAlIA (données ajustées)	1 867,0 \$	1 824,2 \$
							Charge supplémentaire ²	(0,1)	175,3
							BAlIA	1 867,1	1 648,9
							Amortissement des immobilisations corporelles	689,2	636,0
							Amortissement des actifs incorporels	152,4	122,1
							Bénéfice d'exploitation	1 025,5	890,8
							Autres charges, montant net	19,2	22,3
							Coûts de financement	223,7	244,8
							Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	782,6	623,7
							Impôts sur les bénéfices	222,9	173,0
							Part des actionnaires sans contrôle	1,7	2,8
							Bénéfice net	558,0 \$	447,9 \$

1. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (le « BAlIA ») est une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon la définition de la société, le BAlIA correspond aux produits d'exploitation diminués des charges d'exploitation ainsi que des coûts de restructuration. La société a publié des indications au sujet du BAlIA et l'inclut dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses secteurs d'exploitation et qu'il sert à déterminer si la société respecte certaines clauses restrictives de ses conventions d'emprunt.
2. La presque totalité des attributions d'options sur actions de la société qui avaient été octroyées avant le 1^{er} janvier 2005 et qui étaient en cours au 1^{er} janvier 2007 ont été modifiées par l'ajout d'une option de règlement en espèces net; cette modification a donné lieu à une charge (une économie) supplémentaire de (0,1) \$ (175,3 \$ en 2007) au titre de l'exploitation et elle ne s'est pas traduite par une sortie de fonds immédiate. En ce qui a trait aux résultats de 2008 et de 2007 fournis au principal responsable de l'exploitation de la société, les charges d'exploitation et le BAlIA sont présentés avec et sans l'incidence de cette modification.



Communiqué

TELUS Corporation AVIS : DIVIDENDE EN ESPÈCES

AVIS EST PAR LA PRÉSENTE DONNÉ que le conseil d'administration a annoncé un dividende trimestriel de quarante-cinq cents (0,45 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société et un dividende de quarante-cinq cents (0,45 \$) canadiens par action sur les actions sans droit de vote émises et en circulation de la société, payables le 1^{er} octobre 2008 aux porteurs inscrits à la clôture des registres le 10 septembre 2008.

Par ordre du conseil

Audrey Ho
Première vice-présidente
Avocate-conseil et secrétaire générale

Vancouver (Colombie-Britannique)
Le 6 août 2008

Renseignements : Relations avec les investisseurs, 604-643-4113, ir@telus.com